Rapport annuel **2007**

econocom

mobility on demand

Sommaire

1 Profil
2 Une nouvelle signature : Mobility on demand
4 Entretien avec Jean-Louis Bouchard, Président d'Econocom
8 Conseil d'Administration, Comité de Direction et Commissaire

10 L'année 2007

12 Les événements de l'année
14 Chiffres clés
16 L'action Econocom Group

18 Mission, stratégie et métiers

20 Mission et nouveau plan stratégique à 5 ans
22 Les services d'exploitation des infrastructures distribuées
24 L'approvisionnement sur mesure en produits et solutions IT
26 Les services télécoms
28 Financement et gestion d'actifs IT et télécoms

30 Les nouvelles offres bundlées

32 MyPc by econocom
34 Papyrus by econocom
36 Desktop on Demand
38 Mobileasy

40 Cahiers financiers

Profil

Econocom est une société de services spécialisée depuis 25 ans dans la gestion des infrastructures informatiques des entreprises. Cette expertise a été étendue aux télécommunications depuis 2000.

Fortement implantée en Europe*, Econocom s'appuie sur l'expérience et le savoir-faire de ses 2 300 collaborateurs, dont 1 700 ingénieurs et techniciens, pour concevoir et mettre en œuvre des solutions adaptées aux besoins de ses clients.

Sur un marché concurrentiel, Econocom continue à se différencier par sa double compétence en informatique et dans les télécoms et par la complémentarité de ses 4 métiers : les services d'exploitation (infogérance, maintenance et conseil), l'approvisionnement en produits et solutions IT, les services télécoms, le financement et la gestion d'actifs.

L'année 2007 a clôturé le plan stratégique *Share Five*, lancé en 2003, dont l'axe principal était de reprendre le leadership par l'innovation dans chacune de ses activités.

En 2008, Econocom se donne un nouvel élan et se dote d'un nouveau plan stratégique à 5 ans, baptisé *Horizon 2012*. Ce plan doit permettre au groupe de s'ancrer solidement sur le marché de la mobilité IT grâce à des offres innovantes, modulaires et transversales à ses 4 métiers.

L'action Econocom Group fait partie du segment Next Economy sur le marché Eurolist d'Euronext Bruxelles.

horizon 2012

* Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni.

Nomadisme
Savoir-faire
Sur mesure
Souplesse
Flexibilité
Évolution
Performance

Mobility on demand

La révolution de la mobilité est en marche.

L'enjeu clé de toute entreprise aujourd'hui est de s'assurer que tous ses collaborateurs peuvent travailler efficacement à distance et à tout moment.

La mission d'Econocom sur les 5 années à venir est de satisfaire les besoins de mobilité de ses clients.

Chaque entreprise est unique. C'est pourquoi Econocom entend se différencier en proposant à ses clients une gamme complète d'offres adaptées à leur demande, pour leur permettre d'atteindre au mieux ce nouvel objectif qu'est la mise en mobilité de leur système d'information.

Car vivre avec son temps, c'est pouvoir travailler n'importe où, n'importe quand

Entretien

avec Jean-Louis Bouchard
Président d'Econocom

2008 marque un véritable tournant pour Econocom qui se repositionne sur la mobilité IT.

Notre nouvelle signature, *Mobility on Demand*, témoigne de notre volonté de nous engager auprès de nos clients pour répondre à leurs besoins en matière de mobilité informatique et télécoms. L'enjeu clé aujourd'hui, pour toute entreprise innovante, est en effet de mettre à disposition de ses collaborateurs les outils qui leur permettront demain de pouvoir travailler n'importe où, n'importe quand. C'est donc là notre challenge et notre mission pour les années à venir : concentrer nos efforts sur ces nouveaux enjeux de « mise en mobilité », en capitalisant sur nos métiers et nos expertises historiques que sont la location, les services et l'approvisionnement en produits et solutions. Cette révolution, nous l'avons entamée depuis l'an 2000, date à laquelle nous avons posé un premier jalon en entrant sur le marché des télécoms, un choix qui fut d'autant plus judicieux qu'il nous a permis de traverser plus facilement la crise high-tech des années 2001-2003.

Pourquoi ce nouveau choix stratégique ?

La globalisation et les nouvelles technologies ont transformé les entreprises et généré de nouveaux besoins pour les utilisateurs : horaires de travail de plus en plus flexibles, accroissement de la mobilité géographique, extension des réseaux haut débit et des accès à distance de l'entreprise, exigence de productivité... La téléphonie mobile a déjà radicalement modifié notre manière de travailler et de communiquer et l'on ne pourrait imaginer aujourd'hui ne travailler qu'avec les lignes fixes.
De la même façon, la mobilité informatique devrait encore intensifier ce bouleversement des conditions de travail et s'ancrer durablement dans les organisations.

« Notre challenge et notre mission pour les années à venir : concentrer nos efforts sur ces nouveaux enjeux de mise en mobilité en capitalisant sur nos métiers et nos expertises historiques.

Face à tous ces changements, les Directions Informatiques ont dû évoluer afin de se mettre, plus que jamais, au service de leurs utilisateurs. Elles doivent ainsi répondre au quotidien à de nouvelles questions : Comment faire les bons choix technologiques ? Comment diminuer les consommations et rationaliser les coûts ? Comment maîtriser les évolutions matérielles et logicielles ? Nous intervenons alors pour leur proposer des services et des solutions adaptés à leur problématique d'entreprise.

Est-ce l'occasion pour Econocom d'élargir son offre de services ?

Econocom a toujours cherché à offrir des services qui correspondent au plus près aux besoins de ses clients. En partant de notre métier initial, la location informatique, nous avons pris en compte les évolutions de nos clients et nous nous sommes adaptés pour devenir une société de services capable de suivre et de répondre à leurs attentes de plus en plus larges.

Aujourd'hui, les entreprises gèrent leur informatique distribuée (PC, imprimantes, serveurs, réseaux) et leurs télécoms comme elles gèrent leurs flottes de véhicules. Alors que la location de véhicules était initialement motivée par des besoins de financement, elle s'est rapidement inscrite comme un mode de gestion comportant une large gamme de services (sélection et mise à disposition des modèles, entretien, gestion et remplacement en cas d'immobilisation, assurance des véhicules…) le tout pour un coût mensuel optimisé par utilisateur. Il en va de même en matière d'assistance et de gestion de parcs informatiques et télécoms, avec des besoins encore plus importants puisque le nombre d'actifs s'avère souvent plus élevé et dispersé partout, à l'intérieur mais aussi en dehors de l'entreprise.

Quels sont les atouts dont dispose Econocom pour réussir sur le marché de la mobilité ?

Sur ce marché toujours plus concurrentiel, Econocom se différencie d'abord par sa double compétence informatique et télécoms, ce qui lui permet d'être un acteur précurseur dans le domaine de la convergence. L'autre atout majeur du groupe réside dans la complémentarité de ses 4 métiers : les services d'exploitation des infrastructures distribuées (infogérance, maintenance et conseil), l'approvisionnement en produits et solutions IT, les services télécoms et le financement. Nous avons d'ailleurs à cœur de continuer à renforcer chacune de nos expertises, notamment par l'acquisition de sociétés aux savoir-faire pointus, comme celle de la société Kentron qui nous a permis de devenir le leader en France des services ITIL, normes de gestion des services informatiques devenues standard pour les grandes entreprises. Cette expertise multiple nous permet de disposer d'une offre globale, dont la légitimité se trouve encore renforcée par notre indépendance vis-à-vis des constructeurs informatiques, des opérateurs télécoms, mais également des banques.

Ce dernier point nous confère par ailleurs un avantage compétitif essentiel aux yeux de nos clients. Au final, je dirais qu'Econocom s'affirme, après 25 ans d'expérience acquise avec et auprès de ses clients, comme une société qui, forte de ses atouts et du dynamisme de ses équipes, a aujourd'hui les moyens de nourrir de très grandes ambitions.

Entretien

avec Jean-Louis Bouchard
Président d'Econocom

Comptez-vous poursuivre votre développement européen ?

Oui, tout à fait. La Belgique reste le berceau d'Econocom, son deuxième marché après la France et celui dans lequel elle est cotée en Bourse. Nous avons également de grandes ambitions en Europe du Sud, et notamment en Espagne et en Italie qui ont connu une très forte croissance en 2007, plus du double de la croissance moyenne du groupe, et connaissent d'excellentes performances en ce début 2008. Nous souhaitons enfin continuer à asseoir notre présence dans les autres pays dans lesquels nous opérons (Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni). Cela passe notamment par des recrutements importants, mais également par le rachat de sociétés comme Tecnolease, une acquisition que nous avons réalisée en Italie en novembre 2007.

Pour soutenir la croissance de votre groupe, vous aviez mis en œuvre un plan stratégique à 5 ans (2003-2007), baptisé* Share Five. *À l'issue de ces 5 ans, êtes-vous satisfait des résultats obtenus ?

Une entreprise leader est une entreprise qui innove et qui est suivie par le marché. C'est pourquoi l'axe stratégique de notre dernier plan *Share Five* était « Reprendre le leadership par l'innovation dans chacune de nos activités ». Après cinq ans d'efforts soutenus, je suis fier du résultat obtenu dans chacun de nos métiers : grâce à notre capacité d'innovation, nous avons réussi à nous placer en position de leader sur nos marchés. L'activité Products and Solutions est une des rares sociétés d'approvisionnement rentables en Europe et elle s'appuie sur un modèle innovant d'outsourcing à la fois logistique et commercial via notre réseau d'agents. Notre activité de services d'exploitation a été saluée en France et en Belgique pour son niveau de qualité et d'exigence. Nous sommes également le premier intégrateur télécom sur le marché. Enfin, en s'appuyant sur des offres pointues, Econocom s'inscrit aujourd'hui comme le 2e acteur en Europe sur le marché du financement et de la location informatique. Notre rentabilité et notre cours de Bourse ont plus que doublé en cinq ans, même si nos objectifs en la matière, ambitieux, n'ont été que partiellement atteints.

Vous lancez en 2008 un nouveau plan stratégique. En quoi consiste-t-il ?

Notre nouveau plan, *Horizon 2012*, est dans la continuité du précédent, avec des ambitions renouvelées qui visent à renforcer et à consolider durablement nos positions sur les 5 ans à venir. Comment ? En unissant tous nos talents autour d'offres dites « bundlées ». Ces offres innovantes s'appuient sur l'ensemble de nos savoir-faire et ont pour principal objectif de répondre aux besoins spécifiques de chacun de nos clients. Elles se nomment *Papyrus by econocom* (la solution d'infogérance d'impression d'Econocom) ; *Desktop on Demand* (automatisation de l'approvisionnement en équipements) ; *MyPc by econocom* (maîtrise et optimisation du parc informatique) et *Mobileasy* (maîtrise et optimisation des infrastructures télécoms).

Entre 2008 et 2012, nous mettrons donc en commun nos expertises métier complémentaires et encouragerons nos équipes à travailler main dans la main pour concevoir, commercialiser et mettre en place ces nouvelles offres.

« Après cinq ans d'efforts soutenus, je suis fier du résultat obtenu dans chacun de nos métiers : grâce à notre capacité d'innovation, nous avons réussi à nous placer en position de leader sur nos marchés.

2008 marque le début d'une nouvelle ère pour Econocom qui verra une collaboration plus étroite entre ses différentes activités, un rôle accru du marketing dans la définition de ses offres et un renforcement de son positionnement sur le marché de la mobilité et de la convergence informatique et télécom.

Comment ces offres ont-elles été conçues ?

Ces offres ont été conçues comme presque toutes nos offres depuis 30 ans : en partenariat avec nos grands clients. Avec ces clients, nous sommes parvenus à des prototypes dont ils sont satisfaits et qui leur ont permis de réaliser des économies significatives. Il s'agit maintenant d'en faire profiter tous nos clients en industrialisant ces produits et processus, en les packageant et en les adaptant à la taille de nos différents types de clientèle.

Que retenir de 2007 ?

2007 fut une année charnière pour Econocom, l'occasion de faire un bilan à la fin du plan *Share Five* et d'adopter une nouvelle démarche à l'occasion de la mise en œuvre du nouveau plan *Horizon 2012*. 2007 fut également une année historique pour Econocom qui a réalisé ses meilleures performances depuis sa création en 1982. Le chiffre d'affaires s'établit à 701 millions d'euros contre 590 millions d'euros en 2006, soit une hausse de 18,6 %, dont 12,6 % de croissance organique. Le résultat opérationnel courant est en forte progression (+ 48,5 % par rapport à l'année précédente) et s'établit à 24,5 millions d'euros, contre 16,5 millions d'euros en 2006.

Cette forte accélération de la croissance est due à notre grande capacité d'innovation, ainsi qu'aux actions commerciales et structurelles mises en œuvre dans chacune de nos activités. Les 4 acquisitions réalisées en 2007 ont également contribué à cette bonne performance.

À noter enfin que pour accompagner ce développement, plus de 250 personnes ont été recrutées et nous envisageons d'en recruter au moins autant sur 2008, afin notamment de renforcer nos équipes commerciales.

Econocom est-elle perçue aujourd'hui comme un prestataire majeur par les entreprises ?

Il est indéniable qu'Econocom s'affirme aujourd'hui comme un acteur majeur sur son marché. Nous avons eu le plaisir d'être reconnus comme le prestataire de services informatiques le plus apprécié de France (N° 1 du classement 2007 des meilleurs prestataires IT de la revue CRN, N° 1 pour les solutions d'impression et N° 2 pour la mobilité et les serveurs). Econocom a également été classée au rang N° 1 des partenaires en externalisation les plus appréciés des entreprises belges selon l'enquête de Morgan Chambers (société d'études de marché spécialisée en outsourcing) en 2007 et une nouvelle fois en 2008.

Comment envisagez-vous 2008 ?

2008 marque le début d'une nouvelle ère pour Econocom qui verra une collaboration plus étroite entre ses différentes activités, un rôle accru du marketing dans la définition de ses offres et un renforcement de son positionnement sur le marché de la mobilité et de la convergence informatique et télécom. D'autre part, au regard de notre situation financière solide, nous envisageons de poursuivre, voire d'accélérer notre politique de croissance externe, afin de gagner de nouvelles parts de marché et de compléter nos expertises. Le marché de la mobilité étant particulièrement porteur, je reste confiant quant à l'avenir d'Econocom et plein d'espoir quant au succès de notre nouveau plan *Horizon 2012*.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Louis Bouchard
Président et Administrateur délégué

Christian Bret

Charles de Water

Gaspard Dürrleman

Rafi Kouyoumdjian

Jean-Philippe Roesch
Administrateur délégué

Patrik Vandewalle
Administrateur délégué

De gauche à droite
et de haut en bas :
Jean-Louis Bouchard
Christian Bret
Charles de Water
Gaspard Dürrleman
Rafi Kouyoumdjian
Jean-Philippe Roesch
Patrik Vandewalle
Didier Bertho
Bruno Lemaistre

COMITÉ DE DIRECTION GROUPE

Jean-Louis Bouchard
Président et Administrateur délégué

Jean-Philippe Roesch
Administrateur délégué

Patrik Vandewalle
Administrateur délégué

Didier Bertho
Directeur Général de l'activité Managed Services

Bruno Lemaistre
Directeur Général de l'activité IT Financial Services

COMMISSAIRE

PricewaterhouseCoopers
Reviseurs d'entreprises SCCRL
représentée par Emmanuèle Attout

Innovation
Reconnaissance
Croissance
Acquisitions
Évolution
Renouveau

L'année 2007

Un fort développement salué par la confiance des clients

Les événements de l'année

2007 a été pour Econocom une année de reconnaissance et de forte croissance. Reconnue comme prestataire N° 1 en France, et en Belgique en matière d'externalisation, la société a accéléré son développement en renforçant ses positions sur ses différents métiers par des acquisitions stratégiques ciblées et par une forte innovation. Les bonnes performances commerciales ont également participé à la croissance du groupe. Pour accompagner ce développement, plus de 250 personnes ont été recrutées et le groupe envisage d'en recruter au moins autant sur 2008, afin notamment de renforcer ses équipes commerciales.

2007

Janvier

› **Acquisition d'Alliance Support Services**, un des leaders français de la maintenance tierce partie, qui compte 450 collaborateurs.

Février

› **Acquisition du pôle Entreprises de The Phone House France.** Ce pôle, composé de 21 personnes, assure la gestion de 20 000 lignes et l'infogérance de 12 000 lignes.

› Synopse, le pôle conseil en gouvernance informatique et gestion des services et des systèmes informatiques d'Econocom, renforce ses positions en France et au Benelux par **l'acquisition de Kentron**, et devient ainsi le leader en France des services ITIL.

Avril

› Econocom est **reconnue comme le prestataire de services informatiques le plus apprécié en France**, positionné N° 1 du classement 2007 des meilleurs prestataires IT de la revue CRN, N° 1 pour les solutions d'impression et N° 2 pour la mobilité et les serveurs.

› Econocom est **également classée N° 1 des partenaires en externalisation les plus appréciés des entreprises belges** selon l'enquête 2007 de Morgan Chambers (société d'études de marché spécialisée en outsourcing).

Econocom fête en Belgique ses 25 ans

Septembre

› Econocom lance **Master IT Flash Inventory**, une solution « full Web » qui permet de dresser à la demande l'inventaire des parcs informatiques des entreprises.

› **Alliance Support Services, nouvelle entité** d'Econocom Belgique et Luxembourg.

Octobre

› Avec **« Mobility on demand »**, Econocom adopte **un nouveau logo** et change de signature pour soutenir son positionnement axé sur la mobilité IT.

Novembre

› Econocom poursuit son développement en Italie avec **l'acquisition de Tecnolease**, une société spécialisée dans la location de matériel informatique.

2008
Janvier

› Econocom fait évoluer son identité visuelle et l'ensemble de sa communication qu'elle centre vers l'utilisateur. Cette **nouvelle identité visuelle** doit allier professionnalisme et proximité, simplicité et modernité.

Février

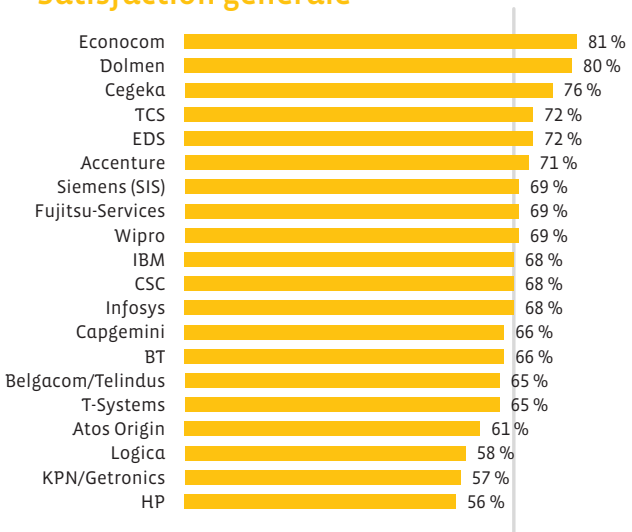
› Lancement d'un **nouveau plan stratégique à 5 ans**, baptisé *Horizon 2012*.

Mars

› Publication des **performances record** de l'année 2007.

› En Belgique et au Luxembourg, Econocom est **reconnue comme le prestataire de services le plus apprécié des entreprises belges**. Selon l'étude 2008 d'EquaTerra (anciennement Morgan Chambers), Econocom est classée **N°1 en satisfaction générale**.

Satisfaction générale



Moyenne 2008 : 68 %
(Moyenne 2007 : 65 %)

Taux de satisfaction

Très insatisfait	0 %
Insatisfait	20 %
Un peu insatisfait	40 %
Un peu satisfait	60 %
Satisfait	80 %
Très satisfait	100 %

Étude réalisée par EquaTerra « Outsourcing 2008 - Service provider performance in the Belux », Avril 2008. Évaluation effectuée par les clients (end-users).

Chiffres clés 2007

COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ

EN MILLIONS €

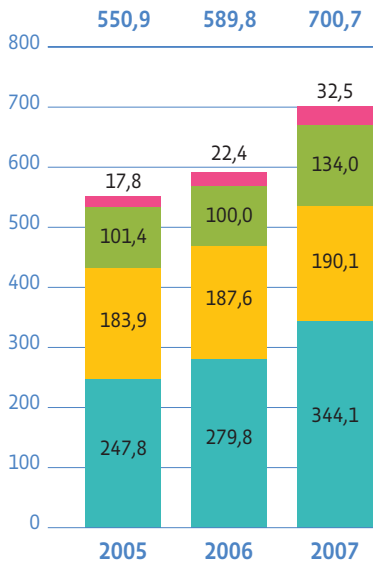
	2005	2006	**2007**
Chiffre d'affaires consolidé	550,9	589,8	**700,7**
Résultat opérationnel courant	19,0	16,5	**24,5**
Résultat net, part du groupe	14,2	10,2	**18,0**

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

EN MILLIONS €

700,7 M€

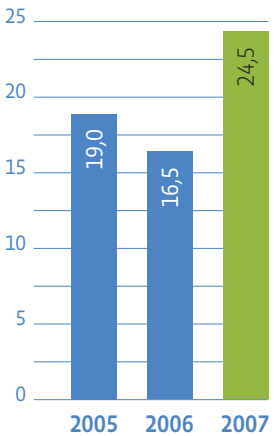
- Telecom Services
- Managed Services
- Products and Solutions
- IT Financial Services



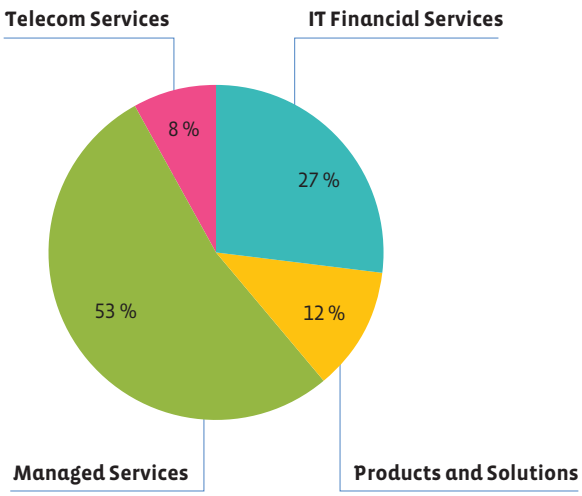
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

EN MILLIONS €

24,5 M€

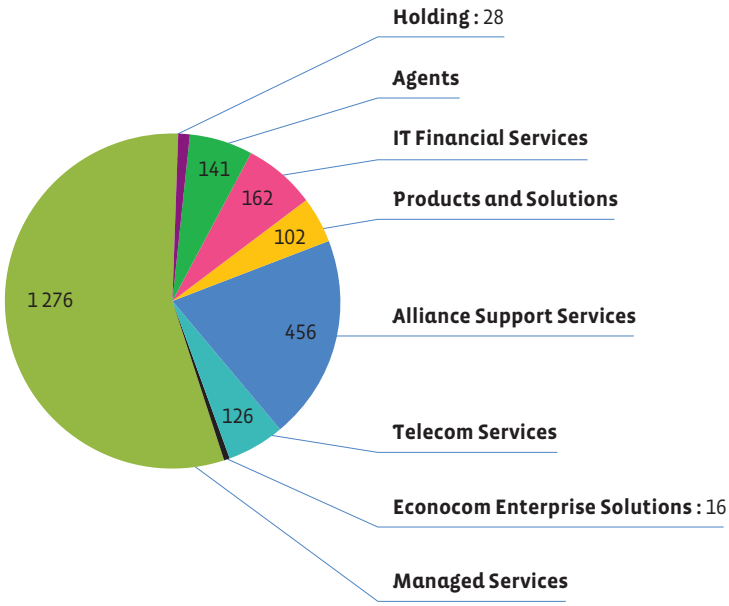


RÉPARTITION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ



RÉPARTITION DES ÉQUIPES AU 31 DÉCEMBRE

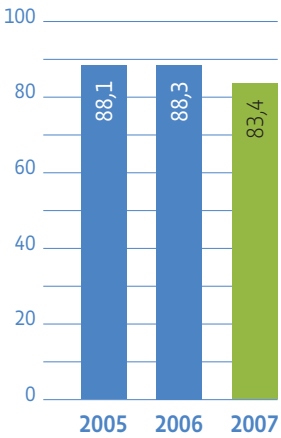
2 307
collaborateurs



FONDS PROPRES AU 31 DÉCEMBRE

EN MILLIONS €

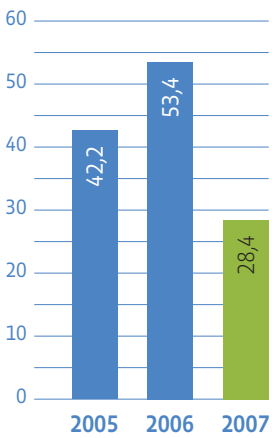
83,4 M€



TRÉSORERIE NETTE DE DETTES FINANCIÈRES AU 31 DÉCEMBRE

EN MILLIONS €

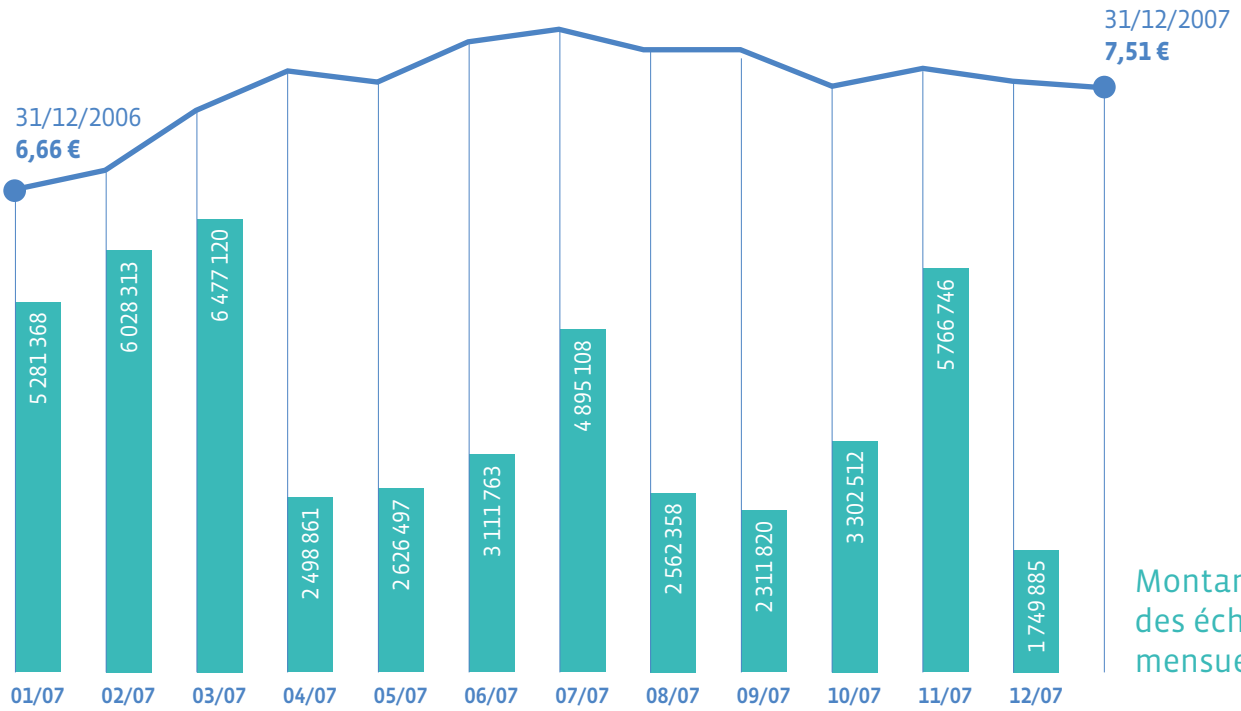
28,4 M€



L'action Econocom Group

- L'action Econocom Group fait partie du segment Next Economy sur le marché Eurolist (Compartiment B) d'Euronext Bruxelles.
- Code ISIN : BE0003563716
- Moyenne des échanges quotidiens à Bruxelles en 2007 : 22 959
- Capitalisation boursière au 31 décembre 2007 : 194 millions d'euros

PERFORMANCE DE L'ACTION

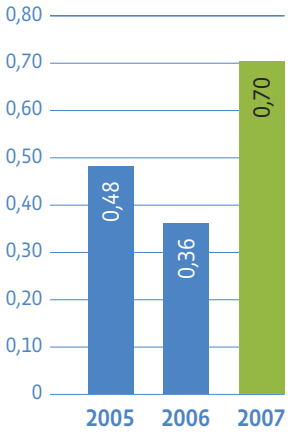


	2002	2003	2004	2005	2006	**2007**
Plus haut (en €)	6,13	5,90	6,23	6,92	7,05	**9,93**
Plus bas (en €)	2,50	3,90	5,03	5,70	5,09	**6,69**
Cours au 31/12 (en €)	3,75	5,10	5,80	6,62	6,66	**7,51**
Capitalisation boursière au 31/12 (en M€)	118	161	174	192	193	**194**
Moyenne quotidienne des échanges	12 318	11 992	22 994	19 902	18 955	**22 959**
Nombre de titres au 31/12 (en millions)	31,5	31,5	30,0	29,0	29,0	**25,8**

RÉSULTAT NET PAR ACTION

EN €

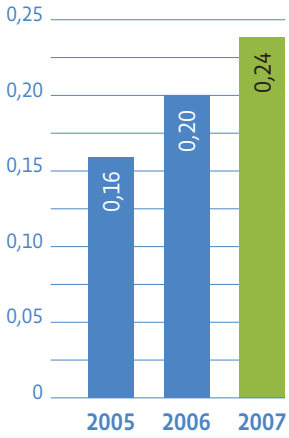
0,70 €



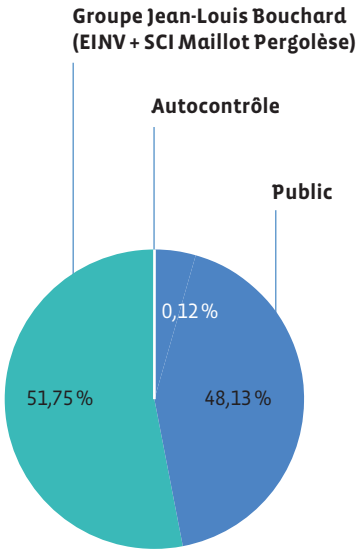
DIVIDENDE BRUT PAR ACTION

EN €

0,24 €



RÉPARTITION DU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2007



DIVIDENDE

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 20 mai 2008 la mise en paiement d'un dividende brut de 0,24 € (0,18 € net). Ce dividende sera mis en paiement début juin 2008.

CALENDRIER DES ACTIONNAIRES

- **Déclaration trimestrielle d'activité (Arrêté Royal du 14 novembre 2007)**
  14 mai 2008
- **Assemblée Générale**
  20 mai 2008
- **Paiement du dividende**
  Début juin 2008
- **Communiqué du chiffre d'affaires semestriel**
  29 juillet 2008
- **Communiqué des résultats semestriels**
  29 août 2008
- **Déclaration trimestrielle d'activité (Arrêté Royal du 14 novembre 2007)**
  13 novembre 2008
- **Communiqué du chiffre d'affaires annuel**
  27 janvier 2009
- **Communiqué des résultats annuels**
  12 mars 2009

UNE ACTUALITÉ FINANCIÈRE DISPONIBLE EN TEMPS RÉEL SUR LE SITE INTERNET : WWW.ECONOCOM.COM

Econocom Group s'attache à établir des relations de confiance et de transparence avec ses actionnaires et ses investisseurs en les informant toujours plus. Pour assurer une communication régulière et transparente, le groupe met à disposition, sur son site Internet, l'ensemble de ses informations financières. Un espace dédié aux actionnaires et aux investisseurs permet ainsi d'accéder à des outils d'information utiles pour la gestion de leur portefeuille.

Aimer entreprendre
Savoir rebondir
Aimer savoir
Savoir partager

Mission, stratégie et métiers

Satisfaire les besoins de mobilité de nos clients

Un nouveau plan stratégique à 5 ans

Renforcer notre leadership
en unissant nos talents
dans le cadre d'offres bundlées

La révolution de la mobilité est en marche

Les collaborateurs sont la force vive des organisations et des entreprises et les équipements informatiques et télécoms sont leur outil privilégié. Mobilité, télétravail, évolution des équipes, pluridisciplinarité... ont fait que l'enjeu des Directions Informatiques n'est plus seulement la gestion du matériel ou celle d'un parc informatique fixe. Leur objectif aujourd'hui est d'apporter un maximum de souplesse, de flexibilité et de réactivité à leurs utilisateurs.

La mission d'Econocom

L'enjeu principal des entreprises est de s'assurer que tous leurs collaborateurs peuvent travailler efficacement à distance et à tout moment.

La mission d'Econocom sur les 5 années à venir est de satisfaire les besoins de mobilité de ses clients.

La stratégie

Présente sur le marché de la gestion des infrastructures informatiques distribuées depuis 25 ans, Econocom a acquis une véritable expertise dans ses 4 métiers, basée sur une exigence de qualité, une adaptation aux besoins des clients et une forte capacité d'innovation.

Avec son nouveau plan stratégique 2008-2012, Econocom vise à renforcer son leadership sur ses marchés en offrant à ses clients des offres complètes, permettant de maîtriser et d'optimiser l'ensemble du cycle de vie de leurs ressources informatiques et télécoms.

Les métiers

Pour relever ce challenge, Econocom s'appuie non seulement sur sa double compétence en services informatiques et télécoms, mais également sur son expertise dans 4 métiers complémentaires :

- **Les services d'exploitation des infrastructures distribuées**
- **L'approvisionnement sur mesure en produits et solutions IT**
- **Les services télécoms**
- **Le financement et la gestion d'actifs IT et télécoms**

Les services d'exploitation des infrastructures distribuées

Accompagner en permanence les clients dans la maîtrise de leurs infrastructures

Mobilité, convergence, évolution… la gestion efficace d'un parc informatique est de plus en plus complexe et les exigences de performance et de satisfaction des collaborateurs de plus en plus élevées.

Econocom bénéficie d'une véritable expertise dans les services associés à la gestion de parc, qui permet d'aider les Directions Informatiques des entreprises à garantir la disponibilité et la continuité des données informatiques aux utilisateurs.

ESSEC
FRANCE

Le groupe ESSEC est une des institutions européennes leader dans la formation au management.

Le partenariat d'Econocom avec le groupe ESSEC a plus de 20 ans et vient de se voir reconduit jusqu'en 2011. Il couvre aujourd'hui plus de 1 200 postes de travail ESSEC, 300 imprimantes, une forte variété de logiciels, ainsi que les 3 500 postes étudiants.

Econocom assure aux utilisateurs de l'ESSEC un service de qualité en continu, en s'adaptant aux temps forts de la vie de la prestigieuse école, notamment les périodes de rentrée, en aidant les étudiants à s'intégrer efficacement dans l'espace informatique de l'école, à partager leurs fichiers et à accéder à l'ensemble des ressources du réseau. Econocom assure les services aux utilisateurs (gestion des incidents, des changements…), mais également la gestion et la location de tous les équipements du parc micro-informatique du groupe ESSEC.

Econocom est également partenaire pour la mise en œuvre des bonnes pratiques ITIL, et a déployé en 2007 le logiciel Service Center via sa filiale Synopse.

2007 a été une année de consécration pour Econocom, reconnue en France et en Belgique pour la qualité des prestations qu'elle apporte à ses clients.

Econocom propose ainsi aux entreprises un ensemble complet de services :

- conseil sur la gestion des services informatiques selon les normes et les recommandations ITIL, devenues un standard pour les grandes entreprises et les administrations,
- infogérance du parc d'équipements avec objectifs de résultat, coûts prédéfinis via des formules modulables et évolutives (prestations d'assistance technique, service desk, contrats d'infogérance d'une durée de trois à cinq ans),
- maintien en conditions opérationnelles des infrastructures distribuées par des services de proximité ou de gestion à distance et contrôlées par des niveaux de service (SLA).

1700
ingénieurs et techniciens au service des clients

MACIF
FRANCE

Le groupe Macif couvre les besoins de ses 4,737 millions de sociétaires en assurance de biens, assurance de personnes, épargne, assistance, crédit, services à la personne.

Pour répondre à l'évolution des besoins de ses différents métiers, le groupe Macif a décidé d'élargir le périmètre des services proposés à ses collaborateurs et partenaires et a confié à la société de conseil du groupe Econocom, Synopse, la refonte de ses principaux processus et outils de gestion des services (service desk consolidé, gestion des demandes, gestion des changements, gestion des niveaux de service, reporting).

Après un diagnostic de l'existant, Synopse a élaboré un plan d'évolution sur 2 ans intégrant la redéfinition des processus et la formation des effectifs de la Direction Informatique et Télécom (DIT). Synopse assiste également la DIT dans le pilotage du projet global, incluant la coordination des ressources Macif impliquées dans le projet.

Ce projet se poursuit en 2008 par l'extension du catalogue de demandes et des évolutions autour de la gestion des incidents, pour traiter l'ensemble des clients de la DIT, ainsi que la mise en œuvre de la gestion des changements et de la CMDB.

LE PARLEMENT FLAMAND
BELGIQUE

Après un appel d'offres très concurrentiel, Econocom a remporté un contrat important d'une durée de 3 ans reconductible avec le Parlement flamand. Econocom met à disposition des 600 end-users (124 membres du Parlement flamand et des collaborateurs) des services informatiques de pointe à distance, tels que la gestion des incidents et des problèmes, le support hardware, la distribution software et la gestion des actifs. Synopse intervient dans ce contrat avec la mise en place d'un nouveau type d'inventaire et de l'outil de télédistribution Altiris.

ACCOR
BELGIQUE

Accor, leader européen et groupe mondial dans l'hôtellerie, leader mondial dans les services aux entreprises et aux collectivités publiques, est présent dans près de 100 pays avec 150 000 collaborateurs.

Il met au service de ses clients le savoir-faire acquis depuis plus de 40 ans dans ses deux grands métiers :

- l'hôtellerie, avec les marques Sofitel, Pullman, Novotel, Mercure, Suitehotel, Ibis, All seasons, Etap Hotel, Formule 1 et Motel 6, représentant 4 000 hôtels et près de 500 000 chambres dans 90 pays, ainsi que ses activités complémentaires, avec notamment Lenôtre ;
- les services : 30 millions de personnes bénéficient dans 40 pays des prestations d'Accor Services (ressources humaines, services marketing, gestion des frais professionnels).

Accor fait confiance à Econocom depuis 1999 pour le support dans la gestion de l'équipement informatique de ses 65 hôtels en Belgique et au Luxembourg. Le périmètre d'intervention s'étend sur 700 PC, 80 Terminaux Point de Vente, 175 imprimantes et 55 serveurs.

S'appuyant sur 5 niveaux de service, Econocom intervient dans la gestion du catalogue informatique du client, dans l'installation et la personnalisation des PC pour chaque hôtel et la maintenance hardware de l'ensemble du cycle des équipements, de leur approvisionnement à leur fin de vie.

L'approvisionnement sur mesure en produits et solutions IT

S'équiper d'un parc performant

La globalisation des informations et les nouvelles technologies ont transformé les organisations des entreprises et généré de nouveaux besoins pour les utilisateurs. L'approvisionnement en produits IT devient donc un enjeu clé pour les entreprises.

Econocom s'appuie sur un réseau expérimenté de commerciaux et d'agents implantés localement, au plus près des entreprises, et sur une organisation innovante pour proposer à ses clients un véritable service de distribution à la demande.

LA POSTE
FRANCE

La Poste assure notamment la distribution du courrier 6 jours sur 7 partout en France.

Econocom est l'un des plus importants fournisseurs de produits IT de la Direction du Courrier du groupe La Poste.

Econocom fournit des matériels de tout type et de toute marque à La Poste pour une livraison « prêts à brancher » des équipements dans le réseau.

« Econocom assure une prestation complète dans la fourniture de produits IT, de la livraison à l'installation du matériel. »

Mme Fatima Attigui,
acheteur projet informatique
La Poste

Grâce à ce positionnement novateur, Econocom fait aujourd'hui partie en Europe des plus importants groupes de distribution de matériels, de logiciels et de solutions associées.

Ce business model mis en place par Econocom permet d'assurer :

- une puissance d'approvisionnement unique,
- une personnalisation des équipements,
- une maîtrise des grands déploiements,
- une transparence totale des échanges,
- le suivi complet des équipements.

Econocom intervient également pour conseiller ses clients dans la conception et la mise en œuvre de solutions informatiques clés en main : centralisation et virtualisation de serveurs, archivage et stockage de données, solutions d'impression et gestion globale des licences logicielles.

Plus de **50 000** références de produits informatiques

CLINIQUES SAINT-LUC
BELGIQUE

Les cliniques Saint-Luc sont un centre hospitalier majeur à Bruxelles.

Pour elles, la consultation des données sur les patients est indispensable pour dispenser les soins appropriés.
Le partenariat tissé avec Econocom leur a permis d'instaurer une solution efficace d'archivage et de sécurisation des données, qui assure au personnel hospitalier autorisé un accès rapide aux données sur les patients : aujourd'hui, la solution stocke déjà 15 années d'archives aisément consultables.
Pour Jean-Louis Matton, responsable de l'infrastructure IT, c'est l'indépendance d'Econocom vis-à-vis des fournisseurs, ses compétences en intégration multiplateforme et multienvironnement, mais aussi la qualité des personnes qui leur a permis de mener à bien ce projet stratégique pour les cliniques.

« Econocom nous a déjà largement prouvé ses compétences face à l'évolution technologique. »

M. Jean-Louis Matton,
Responsable de l'infrastructure IT
Cliniques Saint-Luc

ACCOR
FRANCE

Econocom est l'un des plus importants fournisseurs de produits et de solutions informatiques du groupe Accor en France.

D'une part, Econocom fournit des matériels de tout type et de toute marque au groupe Accor, et d'autre part Econocom personnalise les produits commandés par Accor pour une livraison « prêts à brancher » des équipements dans le réseau des hôtels du groupe.

M. Yves Djedje, Responsable du support informatique de l'hôtellerie économique considère Econocom comme

« un partenaire solide sur lequel nous pouvons compter en toutes circonstances. »

Les services télécoms

Réussir la mise en mobilité de son système d'information

La convergence de l'informatique et des télécoms est un enjeu majeur pour les entreprises qui doivent assurer la mise en mobilité de leurs systèmes d'information. Elle doit permettre à leurs collaborateurs mobiles de pouvoir travailler à distance et, si nécessaire, avec des applications métiers indispensables pour effectuer les missions qui leur sont confiées, sans déperdition par rapport au poste de travail, et avec de nouvelles fonctionnalités adaptées à la mobilité.

Econocom, pionnière en matière de convergence du fait de sa double compétence en services informatiques et télécoms, se présente comme

SERNAM
FRANCE

Parmi un nombre important de projets innovants réalisés avec nos partenaires Microsoft, RIM (Blackberry), HP etc., le projet Sernam matérialise notre savoir-faire de conduite de projet d'informatique mobile, de la solution au déploiement et à l'exploitation.

Sernam a confié à Econocom la réalisation de son projet « Remontée d'Informations Chauffeurs » ainsi que la gestion de l'ensemble de sa flotte mobile.

L'enjeu pour Sernam était de se doter d'une solution permettant d'informer en temps réel ses conseillers clientèle et ses clients du statut des expéditions, tout en garantissant à ses chauffeurs un outil de communication convivial, efficace et à faible encombrement. Le challenge pour Econocom résidait dans l'accompagnement de son client à chaque étape du projet, en lui proposant des services et des solutions adaptés aux exigences spécifiques de son métier de transporteur.

Ce sont ainsi 1 300 conducteurs de Sernam qui sont équipés d'un Blackberry adapté par Econocom en outil de flashage de colis en complément des fonctions de base du terminal.

À travers ce projet, Econocom a démontré son expertise unique dans :

- la construction d'une solution sur mesure avec un partenaire pour le développement d'une application métier,
- l'ouverture des lignes,
- la préparation de l'ensemble des terminaux (installation, paramétrage etc.),
- le support aux utilisateurs finaux,
- l'infogérance de la totalité du parc.

Pour Econocom, la convergence informatique et télécom nécessite une approche globale et un business model innovant.

le partenaire qui apporte une réponse globale aux entreprises. Econocom construit, déploie et infogère des solutions de mobilité innovantes suivant des coûts et des délais maîtrisés.

Econocom se présente ainsi comme le seul intégrateur télécom du marché qui :

- conseille ses clients : audit et recommandation pour les matériels, applicatifs et solutions, ingénierie d'accompagnement, développement et benchmarking,
- distribue les offres des opérateurs, approvisionne et assure le déploiement des projets,
- infogère les actifs déployés pour garantir ROI, qualité de service et maîtrise des coûts.

Grâce à son expertise des services télécoms fixes et mobiles aux entreprises, développée depuis 2000, et à son réseau de partenaires, consultants, éditeurs, constructeurs et opérateurs, Econocom assure à ses clients de profiter pleinement du potentiel des nouvelles technologies télécoms.

Plus de 250 000 lignes en gestion

ERNST & YOUNG
BELGIQUE

Ernst & Young Belgique emploie 1 250 employés et fournit un mobile à plus de 1 000 d'entre eux.

Son implantation sur 13 sites, ses contrats avec de multiples opérateurs télécoms et l'importante rotation de son personnel rendent la gestion de son parc de mobiles très complexe. C'est pourquoi Ernst & Young a décidé il y a 4 ans d'externaliser la gestion de sa téléphonie mobile à Econocom.

C'est le professionnalisme et la flexibilité d'Econocom qui lui permettent de gérer efficacement cette flotte et de s'assurer que tous les collaborateurs d'Ernst & Young restent joignables partout et à tout moment. Econocom a également permis à la société de conseil de contrôler son budget en lui fournissant des rapports détaillés sur la consommation effective de ses collaborateurs, limitant de ce fait les éventuels abus et garantissant la maîtrise des coûts.

Financement et gestion d'actifs IT et télécoms

Adapter à tout moment son parc aux besoins des utilisateurs

Face à la multiplication des technologies évoluant à des rythmes différents, la gestion des investissements informatiques est un enjeu crucial pour les entreprises.

Le financement de ces infrastructures complexes exige une combinaison de services de reporting et une mécanique financière souple et adaptable nécessaire au pilotage de l'infrastructure distribuée IT et télécom.

CAISSE D'ÉPARGNE MIDI-PYRÉNÉES
FRANCE

Le groupe Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées collabore depuis 3 ans avec Econocom pour piloter efficacement l'évolution de son parc informatique composé de plus de 2 200 postes bureautiques et serveurs, et de 400 automates bancaires.

L'application Master IT couplée à l'offre de financement TRO (Technology Refresh Option) a permis d'obtenir le niveau de traçabilité et de reporting exigé par un groupe bancaire.

Tous les processus de gestion concernant l'approvisionnement et le recyclage des biens devenus obsolètes ont été intégrés dans la solution, et la maîtrise des dépenses est obtenue par la flexibilité de la solution de financement TRO.

BRAINFORCE
ALLEMAGNE

Société internationale spécialisée dans les services aux infrastructures IT, les solutions business IT, l'infogérance et l'outtasking.

« Econocom est le partenaire idéal pour refinancer nos investissements. Pour réussir sur un marché très compétitif, nous devons réagir rapidement face aux demandes des clients. Econocom est un partenaire fiable et très réactif qui a compris les besoins de l'industrie IT. »

M. Müllenschläder, Directeur Général de BrainForce Allemagne à Francfort.

Grâce à ses offres développées autour de 3 valeurs essentielles : l'ingénierie financière, l'asset management et le professionnalisme de ses équipes, Econocom est devenue un des leaders en Europe du financement des infrastructures informatiques et télécoms des entreprises.

C'est pourquoi Econocom innove et propose des solutions de financement permettant à chaque entreprise de maîtriser ses budgets et d'adapter les durées d'usage des équipements à la demande. En disposant en temps réel de l'ensemble des données techniques et financières, l'entreprise a les moyens d'une gestion analytique rigoureuse.

L'intégration de la solution de financement TRO (Technology Refresh Option) et du service de reporting Web Master IT positionne Econocom à la pointe des services délivrés pour le financement et la gestion globale du cycle de vie des équipements.

Plus de **900 000**
actifs informatiques et télécoms gérés

OLIVETTI
ITALIE

D'abord concurrentes pour l'obtention d'un marché, Econocom et Olivetti ont finalement conclu un partenariat durable et gagnant.

Le partenariat entre les deux sociétés date de 2004. Il associe la capacité de financement d'Econocom à l'expertise en produits technologiques d'Olivetti, notamment à destination des petites entreprises et du grand public. Suite à un 1er succès, fruit de cette collaboration, pour un financement de projet de 2,6 M€, Olivetti a décidé de poursuivre ce partenariat.

Olivetti est devenue un des plus gros clients d'Econocom en Europe et lui a permis de développer sa part de marché en déployant son offre sur de nouveaux secteurs, comme les administrations publiques.

TRANSHOTEL
ESPAGNE

Transhotel est la 1re centrale de réservation hôtelière on-line en Espagne et parmi les plus importantes au niveau mondial, avec plus de 45 000 hôtels, un chiffre d'affaires supérieur à 400 M€, plus de 1 000 employés et une présence dans 22 pays.

Les réservations par Internet sont au cœur de l'activité de Transhotel. Ses besoins en technologies progressant de 20 % par an, un équipement de pointe, efficace et évolutif lui est donc indispensable.

C'est pourquoi Transhotel a confié, début 2007 à Econocom, le financement et la gestion de la totalité de son parc IT intégrant les infrastructures réseaux, les PC, les portables, les imprimantes et les scanners. La solution TRO, pour un montant global d'environ 2,5 M€, combinée à l'outil de management Master IT, proposé par Econocom, lui assure à la fois un contrôle et une gestion pointus de son parc, mais également la capacité de renouveler son matériel à tout moment.

G4S CASH SERVICES
BELGIQUE

G4S Cash Services est le leader du transport de fonds en Belgique, filiale du groupe 4 SECURICOR spécialisé dans la sécurité.

Les fonds sont transportés dans des conteneurs dits « intelligents » qui autodétruisent leur contenant s'ils sont forcés. C'est pour financer son parc de 15 000 conteneurs que G4S Cash Services a fait appel à Econocom en 2007.

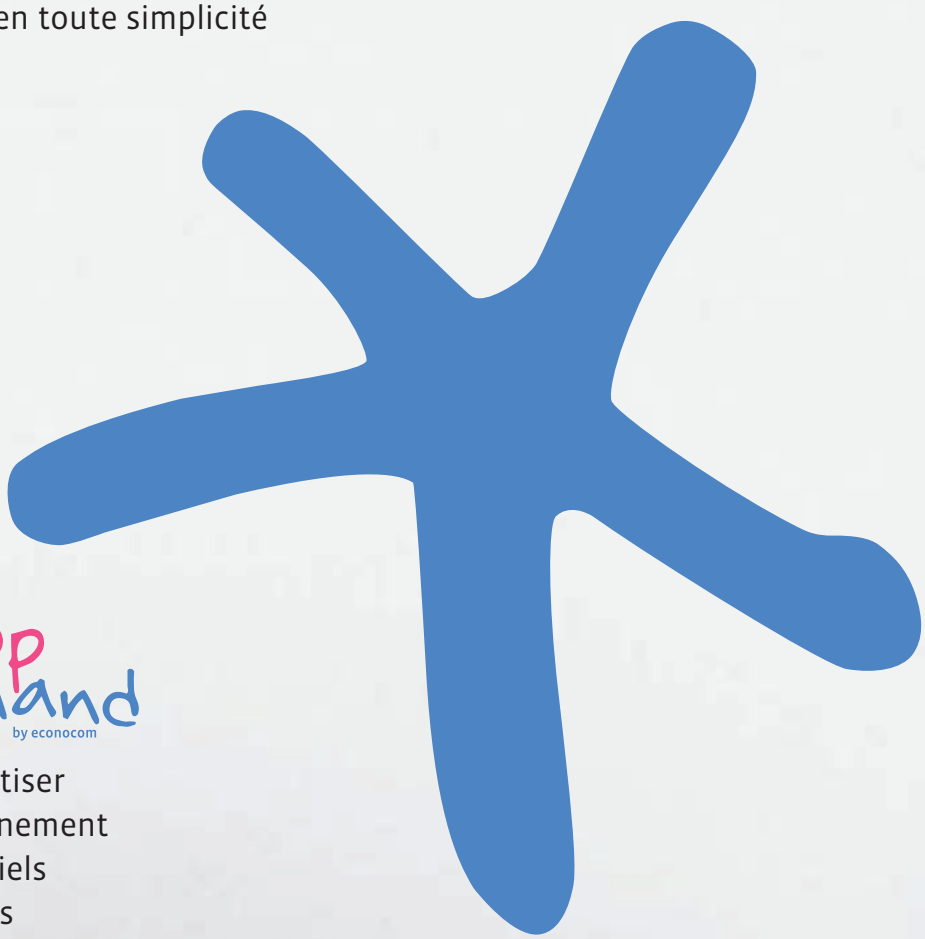
La solution de financement flexible TRO proposée par Econocom permet à G4S Cash Services de remplacer ses conteneurs dès que son activité le nécessite et de simplifier considérablement la gestion et la facturation de ses actifs.

mypc by econocom

Pour gérer votre parc
de PC efficacement
et en toute simplicité

papyrus by econocom

Ne laissez pas
vos impressions
à l'état sauvage



desktop ondemand by econocom

Pour automatiser
l'approvisionnement
de vos matériels
informatiques

mobileasy by econocom

Un guichet unique
pour gérer les projets
et les parcs mobiles

Les nouvelles offres bundlées

Afin de répondre au mieux aux besoins des Directions Générales, des Directions Informatiques et plus généralement des collaborateurs dans les entreprises, Econocom a conçu quatre nouvelles offres pour ses clients.

Ces offres innovantes s'appuient sur l'ensemble des savoir-faire d'Econocom.

Elles ont pour objectif de maîtriser et d'optimiser l'ensemble du cycle de vie des infrastructures informatiques et télécoms des entreprises, grâce notamment à un système de facturation forfaitaire à l'unité.

mypc by econocom

Évoluer

Performer

Équiper

Optimiser

Satisfaire

Travailler efficacement

Pour gérer votre parc de PC efficacement et en toute simplicité

MyPc by econocom s'adresse aux entreprises qui cherchent à réduire les coûts cachés de gestion et d'exploitation de leur parc de PC, à optimiser leurs processus et à mieux satisfaire leurs utilisateurs.

Il s'agit d'une solution clés en main qui permet aux entreprises de gérer leur parc informatique, de l'approvisionnement en équipement aux services à l'utilisateur en passant par la gestion continue et le financement du parc.

MyPc by econocom propose un système de facturation forfaitaire à l'unité. Sa souplesse permet de faire évoluer les matériels à la demande et en fonction des besoins réels des utilisateurs.

Ministère des Finances belge

Depuis décembre 2006 et jusqu'en 2012, Econocom gère l'ensemble des mouvements du parc informatique de cette administration, soit quelques 65 000 iMac répartis dans tout le pays. Ce contrat d'une valeur de 3,9 M€ s'étend également aux activités de conseil relatives à la gestion du parc.

papyrus*
by econocom

Imprimer

Optimiser

Maîtriser

Économiser

Satisfaire

Ne laissez pas vos impressions à l'état sauvage !

Dans les grandes organisations, le monde de l'impression est parfois perçu comme une jungle : peu d'entre elles sont capables d'évaluer précisément le nombre d'imprimantes utilisées sur leurs différents sites, de pages imprimées par an et de cartouches d'encre consommées.

La maîtrise des coûts d'impression est devenue primordiale et aucune organisation ou entreprise ne peut se permettre de négliger ce poste budgétaire.

Dans le même temps, la volonté grandissante de maîtriser son empreinte écologique vient ajouter une dimension supplémentaire à cette préoccupation et nos clients prennent conscience de ce double enjeu.

Papyrus by econocom entend offrir une réponse à l'ensemble de ces problématiques. La solution proposée par Econocom permet de maîtriser et d'optimiser le cycle complet d'impression dans les entreprises.

Grâce à des process de gestion dédiés, elles disposent d'une visibilité optimale de leur parc d'impression et bénéficient d'une forte réduction de leurs coûts globaux tout en contribuant au respect de l'environnement.

Papyrus by econocom permet de gérer, de maintenir et de financer les parcs d'imprimantes multiconstructeurs des entreprises, de façon proactive et flexible, pour un coût transparent, forfaitaire et maîtrisé.

Ministère des Finances belge

C'est une économie de 12,5 M€ qu'anticipe le ministère des Finances belge, au terme de son contrat de 5 ans avec Econocom. La solution Papyrus by econocom adoptée permet d'optimiser et de gérer efficacement le parc de 25 000 imprimantes du ministère, réparti sur tout le territoire belge : maintenance, remplacement de toner, optimisation du parc et helpdesk 2e ligne sont facturés sur la base d'un coût à la page.

desktop on demand*

by econocom

Gérer

Approvisionner

Personnaliser

Synchroniser

Visualiser

Satisfaire

Pour automatiser l'approvisionnement de vos matériels informatiques

Réduire les délais d'approvisionnement des postes de travail est un enjeu majeur pour les entreprises. Être capable de fournir rapidement un équipement adapté aux besoins spécifiques de chaque collaborateur permet d'améliorer leur performance.

Avec Desktop on Demand, l'entreprise peut satisfaire en temps réel les utilisateurs qui ont besoin de renouveler leur matériel devenu obsolète. C'est un processus industrialisé qui permet de contrôler les coûts d'approvisionnement, d'assurer la disponibilité permanente des équipements et le recyclage simultané des matériels devenus obsolètes.

S'appuyant sur un catalogue multiconstructeur et une gestion dynamique des stocks du client, Desktop on Demand est à même de contrôler en permanence les disponibilités en fonction des consommations constatées.

La solution Desktop on Demand a été conçue pour transformer le poste de travail en simple commodité et affranchir l'entreprise de toutes les contraintes administratives du début et de la fin du cycle de vie.

Thales

Econocom a été chargée par Thales de mettre en application le service Desktop on Demand pour le remplacement en 3 ans de 45 000 PC en Europe. Après un démarrage efficace (plus de 20 000 équipements déployés en 15 mois) en France et en Angleterre, Econocom lance le déploiement du projet en Allemagne, ainsi que la mise en place de l'e-procurement pour la gestion des demandes utilisateurs non standard.

mobileasy*
by econocom

Un guichet unique pour gérer les projets et les parcs mobiles

Aujourd'hui, l'essentiel des gains de productivité des entreprises est lié à l'introduction de la mobilité qui engendre efficacité et réactivité, à la fois au sein de l'organisation et pour les clients. Les besoins liés à la convergence voix/données explosent et sont de plus en plus complexes à gérer. Econocom s'est donc appuyée sur sa double compétence en gestion des infrastructures informatiques et télécoms pour créer la solution Mobileasy.

Cette offre s'adresse aux entreprises ayant un parc multiconstructeur de plus de 200 mobiles, désireuses de maîtriser de bout en bout la mise en mobilité de leurs systèmes d'information et les dépenses afférentes.

Sur la base d'un contrat personnalisé, Econocom propose aux entreprises, à travers son offre Mobileasy, de construire et de déployer leurs solutions d'informatique mobile. L'offre intègre également une solution d'infogérance (intégrant le helpdesk), le maintien en conditions opérationnelles du parc et le financement, pour un prix déterminé et transparent.

Econocom est le seul intégrateur télécom bénéficiant des synergies avec un groupe dédié au service IT et au financement. Dalkia, Accenture, Deloitte, Sernam sont des clients ayant bénéficié d'une offre Mobileasy intégrale ou partielle. L'objectif commun des projets Mobileasy consiste à assumer la responsabilité de la conduite d'un projet puis de la gestion d'un parc, en toute sécurité financière, opérationnelle et informatique pour l'entreprise. Notre expérience de ces projets :

- des solutions techniques complexes sont souvent requises dans l'interface IT/télécom de l'entreprise,
- les problématiques de déploiement sont souvent sous-estimées par les clients,
- les entreprises apprécient l'existence d'un contrat global au travers d'un « guichet unique » qui simplifie leur fonctionnement.

Cahiers Financiers

Sommaire

43 Organisation du groupe Econocom

44 Évolution du cours de l'action Econocom Group SA/NV

45 Calendrier financier

46 Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes au 31 décembre 2007

52 Organigramme du groupe

53 Organigramme de détention

54 Corporate Governance
(administration, direction et surveillance de la société)

62 Comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2007

62 États financiers consolidés

Compte de résultat et résultat par action

Bilan

Tableau des flux de trésorerie

Variation des capitaux propres

70 Notes annexes aux états financiers consolidés

140 Comptes annuels non consolidés simplifiés au 31 décembre 2007 (suivant le référentiel belge)

Compte de résultat

Bilan

Tableau des flux de trésorerie

147 Renseignements de caractère général

148 Concurrence, recrutement

150 Évolution récente et perspectives

154 Historique des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

Organisation du groupe Econocom

au 31 décembre 2007

1. Conseil d'Administration

Président et Administrateur délégué	Jean-Louis Bouchard
Administrateurs délégués	Jean-Philippe Roesch Patrik Vandewalle
Administrateurs	Christian Bret Charles de Water Gaspard Dürrleman Rafi Kouyoumdjian

2. Commissaire

PricewaterhouseCoopers
Reviseurs d'Entreprises SCCRL
représentée par Emmanuèle Attout

Évolution du cours de l'action Econocom Group SA/NV

en Bourse de Bruxelles depuis le 1er janvier 2005

Mois	Prix (€)				Volume	
	Plus haut (€)	Plus bas (€)	Dernier (€)	Prix moyen (€)	Nombre d'actions traitées	Valeur (k€)
Janvier	6,50	5,70	6,25	5,98	471 871	2 821,55
Février	6,75	6,20	6,70	6,49	273 612	1 774,92
Mars	6,92	6,60	6,75	6,76	219 985	1 487,93
Avril	6,75	6,20	6,40	6,49	219 387	1 424,13
Mai	6,69	6,38	6,38	6,53	496 245	3 238,69
Juin	6,70	6,33	6,33	6,45	357 109	2 303,85
Juillet	6,69	6,40	6,60	6,54	552 694	3 614,90
Août	6,54	6,25	6,40	6,40	479 056	3 067,40
Septembre	6,40	6,23	6,29	6,32	562 985	3 555,76
Octobre	6,32	6,15	6,19	6,25	726 174	4 535,83
Novembre	6,24	5,97	6,19	6,16	423 233	2 607,33
Décembre	6,65	6,09	6,62	6,32	344 660	2 178,25
Total 2005	**6,92**	**5,70**	**6,62**	**6,42**	**5 127 011**	**32 610,54**
Janvier	7,05	6,68	6,84	6,90	497 035	3 429,54
Février	6,75	6,50	6,55	6,56	405 713	2 661,27
Mars	6,75	6,50	6,60	6,60	828 352	5 470,35
Avril	6,82	6,50	6,80	6,66	515 410	3 430,05
Mai	6,75	6,21	6,42	6,50	446 474	2 900,88
Juin	6,52	6,23	6,25	6,34	214 245	1 357,73
Juillet	6,55	6,15	6,31	6,33	169 435	1 072,10
Août	6,25	5,84	6,00	6,14	206 177	1 265,31
Septembre	6,01	5,65	5,72	5,86	400 926	2 350,39
Octobre	6,00	5,09	5,83	5,70	378 904	2 160,62
Novembre	6,49	5,85	6,25	6,20	320 815	1 987,45
Décembre	6,66	6,28	6,66	6,45	449 971	2 903,26
Total 2006	**7,05**	**5,09**	**6,66**	**6,35**	**4 833 457**	**30 988,96**
Janvier	7,20	6,69	7,15	6,94	761 004	5 281,37
Février	7,51	7,14	7,14	7,34	821 296	6 028,31
Mars	8,00	7,22	8,00	7,68	843 375	6 477,12
Avril	8,49	7,90	8,49	8,11	308 121	2 498,86
Mai	8,75	8,20	8,25	8,45	310 828	2 626,50
Juin	9,10	8,25	8,99	8,68	358 498	3 111,76
Juillet	9,93	8,70	8,70	9,35	523 541	4 895,11
Août	8,80	8,28	8,70	8,49	301 809	2 562,36
Septembre	8,99	7,32	7,57	8,32	277 863	2 311,82
Octobre	8,42	7,51	8,10	8,14	405 714	3 302,75
Novembre	8,43	7,65	7,80	8,05	716 366	5 766,75
Décembre	7,99	6,99	7,51	7,47	234 255	1 749,88
Total 2007	**9,93**	**6,69**	**7,51**	**8,03**	**5 862 670**	**46 612,35**

Calendrier financier

Déclaration trimestrielle d'activité (Arrêté Royal du 14 novembre 2007)	14 mai 2008
Assemblée Générale	20 mai 2008
Paiement du dividende	Début juin 2008
Communiqué du chiffre d'affaires semestriel	29 juillet 2008
Communiqué des résultats semestriels	29 août 2008
Déclaration trimestrielle d'activité (Arrêté Royal du 14 novembre 2007)	13 novembre 2008
Communiqué du chiffre d'affaires annuel	27 janvier 2009
Communiqué des résultats annuels	12 mars 2009

Relations investisseurs :

Galliane Touze
42-46, rue Médéric
92582 Clichy Cedex
E-mail : **galliane.touze@econocom.fr**

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes

au 31 décembre 2007 à l'Assemblée Générale du 20 mai 2008

Conformément à la législation en vigueur et aux statuts de la société, nous soumettons à votre approbation le rapport d'activité de la société ainsi que ses états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

1. Périmètre du groupe

Au cours de l'exercice, le groupe Econocom a poursuivi une politique d'acquisitions sélective et cohérente avec la stratégie mise en place pour chacune de ses activités.

Econocom a ainsi réalisé en 2007 les quatre opérations de croissance externe suivantes :

• L'activité Entreprise de The Phone House en France (21 personnes) a été acquise en février.

Elle a été intégrée dans l'activité Telecom Services ;

• La société de services informatiques Alliance Support Services en France (450 personnes) a été acquise en février.

Elle a été intégrée dans l'activité Managed Services ;

• La société Kentron de conseil en gouvernance informatique, gestion des services et des systèmes d'information et spécialisée ITIL (20 personnes), a été acquise en février.

Elle a été intégrée dans l'activité Managed Services.

Ces trois premières opérations, initiées en 2006 et finalisées début 2007, sont consolidées à partir du 1er janvier 2007.

• Par ailleurs, Econocom a acquis en novembre 2007 la société de location de matériel informatique Tecnolease en Italie, qui a été intégrée au sein de l'activité IT Financial Services.

• Enfin, le groupe a vendu 20 % d'Econocom GmbH à ses managers locaux en avril 2007.

Parallèlement à ces opérations, le groupe Econocom continue d'adapter son organisation juridique interne afin de simplifier et de mettre en cohérence ses organigrammes juridiques et opérationnels.

2. Résultats

2.1. Résultats consolidés

(en millions €)	2007	2006
Produits des activités poursuivies	700,7	589,8
Résultat opérationnel courant	24,5	16,5
Rentabilité opérationnelle courante	3,5 %	2,8 %
Résultat opérationnel	23,8	14,5
Résultat avant impôts	23,5	14,5
Impôts	(5,2)	(4,4)
Résultat net – activités poursuivies	18,3	10,1
Activités abandonnées	(0,3)	0,1
Résultat net consolidé	18,0	10,2
Résultat net, Part du groupe	18,0	10,2

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 700,7 M€ en 2007 contre 589,8 M€ en 2006 et enregistre ainsi une croissance significative de **18,8 %** (dont 12,6 % de croissance organique).

Au-delà des acquisitions précédemment décrites, cette croissance d'activité est essentiellement due à la bonne performance des activités IT Financial Services et Telecom Services, même si l'ensemble des activités du groupe est en progression par rapport à l'exercice 2006.

La profitabilité du groupe est également en amélioration significative par rapport à 2006.

Ainsi, **le résultat opérationnel courant** atteint 24,5 M€ en 2007 (3,5 % du chiffre d'affaires consolidé) contre 16,5 M€ en 2006 (2,8 % du chiffre d'affaires consolidé), soit une croissance de près de **49 %**.

Cette augmentation de la profitabilité opérationnelle courante s'explique d'une part par la croissance d'activité décrite précédemment, qui a été réalisée dans de bonnes conditions de rentabilité chez IT Financial Services et Telecom Services, et d'autre part par le rétablissement de l'activité A2Z Belgique, qui perdait 1,5 M€ en 2006 et qui affiche aujourd'hui un résultat opérationnel courant positif.

La progression du résultat net du groupe est encore plus forte que l'augmentation de la rentabilité opérationnelle courante et atteint 76 % avec un résultat net de 18 M€ en 2007 contre 10,2 M€ en 2006. Ceci est dû à la charge de restructuration non récurrente enregistrée en 2006 sur les activités d'A2Z hors Belgique pour 2,3 M€. Cette année, aucune charge significative de cette nature n'a été enregistrée.

Le taux d'impôt consolidé du groupe en 2007 a été réduit à 22 % sur l'exercice contre 30 % en 2006, du fait de certains déficits reportables qui ont pu être enregistrés à l'actif du bilan en raison de la bonne visibilité que le groupe a, fin 2007, sur ces activités.

Les acquisitions réalisées en 2007 ont eu pour effet une augmentation des écarts d'acquisition dont la répartition au 31 décembre 2007 est indiquée ci-dessous.

Écarts d'acquisition et fonds de commerce acquis

(en millions €)	Valeur nette au 31/12/2007	Année d'acquisition
Alliance Support Services SA	7,3	2007
Fonds de commerce The Phone House	0,8	2007
Kentron SAS	0,7	2007
Tecnolease SpA	0,8	2007
Econocom Albis GmbH	0,3	2006
Fonds de commerce Avenir Telecom	1,2	2006
Fonds de commerce JCA	0,8	2005
A2Z Holding NV	2,7	2005
For Connected BV	0,0	2005
Signal Service SA	7,5	2004
CHanSE SA	1,1	2004/2006
Autres	2,4	1996 à 2003
Total	**25,6**	

2.2. Résultats par secteur d'activité

Les chiffres d'affaires réalisés dans les activités du groupe sont les suivants :

(en millions €)	2007	2006
Managed Services	134	100
Products and Solutions	190	188
IT Financial Services	344	280
Telecom Services	33	22
Total	**701**	**590**

La part de ces activités dans le résultat opérationnel courant[1] est la suivante :

(en millions €)	2007	2006
Managed Services	6,0	3,0
Products and Solutions	3,1	4,0
IT Financial Services	15,0	9,4
Telecom Services	0,4	0,1
Total	**24,5**	**16,5**

(1) Après répartition du résultat opérationnel courant des holdings

L'activité Managed Services (134 M€ de chiffre d'affaires)

L'activité Managed Services a enregistré en 2007 une croissance de 34 % de son chiffre d'affaires pour atteindre 134 M€, contre 100 M€ en 2006.

Cette activité de services d'exploitation, essentiellement basée en France, en Belgique et aux Pays-Bas, a connu une forte progression en raison notamment de l'acquisition de la société Alliance Support Services en début d'année.

Par ailleurs, l'année 2007 a été une année de transition et de réponses à d'importants appels d'offres dont certaines attributions sont attendues en 2008.

La rentabilité opérationnelle de cette activité est également en amélioration très significative du fait de l'acquisition relutive d'Alliance Support Services et du redressement de la profitabilité d'A2Z en Belgique suite au plan d'action énergique mené fin 2006.

Ainsi, l'activité Managed Services a vu son résultat opérationnel courant doubler pour atteindre 6 M€ en 2007.

L'activité Products and Solutions (190 M€ de chiffre d'affaires)

L'exercice 2007 continue de démontrer la solidité de cette activité et la pertinence de son business model qui repose notamment sur un outsourcing complet des activités de logistique.

Dans un contexte compétitif et de poursuite de la baisse des prix des équipements informatiques, l'activité Products and Solutions affiche un chiffre d'affaires en légère croissance (+ 1 %) par rapport à 2006.

Le groupe a parallèlement décidé de renforcer, au second semestre 2007, son effort commercial sur cette activité afin d'en améliorer le taux de croissance en 2008.

Cet investissement réalisé sur la seconde partie de 2007 et la présence d'un contrat particulièrement rentable en 2006 expliquent une légère baisse de la rentabilité : 3,1 M€ en 2007 contre 4 M€ en 2006.

L'activité IT Financial Services (344 M€ de chiffre d'affaires)

Cette activité a réalisé une excellente année 2007, tant sur le plan du volume d'affaires que du taux de rentabilité.

Cette tendance est notamment le fruit des investissements commerciaux importants consentis depuis 2005.

IT Financial Services a ainsi enregistré un chiffre d'affaires de 344 M€ en 2007, à comparer à 280 M€ en 2006, soit une croissance de 23 %. Il est à noter que cette forte progression d'activité s'est répartie de façon homogène entre les différentes implantations européennes de cette activité : France, Belgique, Espagne et Italie notamment.

Parallèlement, la rentabilité opérationnelle de cette activité est de 15 M€ en 2007, contre 9,4 M€ en 2006, soit une progression de 60 %.

La société Tecnolease, acquise en novembre 2007, a été consolidée à partir du 1er décembre 2007. Elle n'a pas d'impact significatif sur les chiffres de l'exercice.

L'activité Telecom Services (33 M€ de chiffre d'affaires)

Cette activité a connu une croissance de chiffre d'affaires de 45 % par rapport à l'année 2006. Cette progression, très significative, est due pour moitié aux acquisitions réalisées en 2007 (branche Entreprise de The Phone House) ou fin 2006 (Avenir Telecom) et pour l'autre moitié à une croissance organique qui conforte, par son dynamisme, l'intérêt que le groupe porte à cette activité depuis trois ans.

La rentabilité de Telecom Services progresse par rapport à 2006 (0,4 M€ en 2007 contre 0,1 M€ en 2006) mais reste encore modeste du fait des investissements significatifs consentis sur cette activité tant en matière commerciale qu'en matière de structuration opérationnelle et technique.

2.3. Bilan et résultats de la société (non consolidés)

Analyse des résultats 2007

Les ventes de prestations (non consolidées) de la société Econocom Group SA/NV se sont élevées à 10,5 M€ en 2007, à comparer à 9,6 M€ l'année précédente. Ce montant inclut l'ensemble des redevances et des facturations de services.

Le résultat net de l'exercice 2007 est de 50,1 M€ contre 25,5 M€ au titre de l'exercice 2006. Ce résultat s'explique notamment par un résultat financier de 50,3 M€ contre 11,1 M€ en 2006, du fait de dividendes perçus des filiales. Notons que parmi ces dividendes, un montant de 44,9 M€ a pour origine, via un acompte sur dividende, la plus-value réalisée sur la cession d'Econocom Location par la filiale Econocom Lease à Econocom Financial Services International BV. Cette transaction interne a été réalisée dans le cadre de la mise en cohérence des organisations juridiques et opérationnelles.

En outre, une perte exceptionnelle de 0,5 M€ a été enregistrée sur l'exercice, essentiellement due à une dépréciation complémentaire d'une créance sur la filiale A2Z Holding.

L'activité de la société en 2007

1. Les participations d'Econocom Group ont augmenté de 78,5 M€ en 2007

Cette augmentation est la conséquence de l'organisation juridique du groupe par activité. À ce titre, la société mère Econocom Group SA/NV a procédé aux opérations suivantes :

- Augmentation de capital de la holding Econocom Financial Services International BV détenue à 100 % pour un montant de 75,6 M€ par compensation de créances avec Econocom Group SA/NV.
- Cession par Econocom Products and Solutions Belux de 99,99 % de sa participation à Econocom Products and Solutions Luxembourg pour 0,9 M€ après distribution de dividende. Cette société agréée Professionnel du Secteur Financier (PSF) a changé de dénomination sociale pour devenir Econocom PSF SA. En sus, Econocom Group a apporté à cette société 1,4 M€ dans le cadre d'une augmentation de capital.
- Augmentation de la participation dans Econocom Locazione SPA pour 0,5 M€ par abandon de créance.
- Cession de 20 % du capital de la société Econocom GmbH.

2. Le fonds commun de placement à risques MBO FCPR

À fin 2007, le montant des investissements effectués s'élève à 4,7 M€ sur un engagement irrévocable de 5 M€ souscrit en 2002. Par ailleurs, au cours de l'exercice, Econocom Group a perçu des remboursements de parts pour un montant de 1,2 M€. À fin 2007, le montant total des remboursements reçus s'élève à plus de 2,2 M€.

3. Les actions propres

Econocom Group SA/NV a une politique de rachat d'actions propres principalement motivée par les raisons suivantes :

- livraison d'actions afin d'éviter aux actionnaires la dilution potentielle liée aux exercices d'options ;
- moyen de paiement lors d'opérations de croissance externe ;
- destruction des actions acquises.

Pendant l'exercice 2007, Econocom a poursuivi et renforcé sa politique active de rachat d'actions propres. Au cours de l'exercice, Econocom a :

- acquis 2 515 596 actions propres représentant un montant de 19,3 M€ ;
- détruit 3 200 000 actions propres ;
- cédé 84 000 actions propres.

Au 31 décembre 2007, Econocom Group SA/NV détenait 30 630 actions propres représentant 0,12 % du nombre total d'actions émises.

Les réserves indisponibles d'Econocom Group SA/NV ont diminué de 4,8 M€ (donnée non consolidée) et s'élèvent à 0,2 M€.

Le pair comptable s'élève à 0,56 €.

4. Le capital

Au 31 décembre 2007, le capital d'Econocom Group SA/NV est représenté par 25 800 000 d'actions sans désignation de valeur nominale, suite à la destruction de 3 200 000 actions au cours de l'exercice.

La structure de l'actionnariat est décrite au chapitre « Organigramme de détention ».

3. Capital social, plans d'options sur actions et autocontrôle

3.1. Capital social

Le capital social, entièrement libéré à la clôture, se monte à 16 180 922,08 € et est constitué de 25 800 000 actions nominatives ou au porteur.

Le capital autorisé disponible s'élève au 31 décembre 2007 à 15 894 722,08 €.

3.2. Plans d'options sur actions

Au cours de l'exercice 2007, 84 000 options ont été levées pour un montant global de 357 120 €. Ces levées d'options ont donné lieu à la cession par Econocom Group SA/NV de 84 000 actions aux bénéficiaires des options.

En application des recommandations de Corporate Governance, le Conseil d'Administration du 28 février 2003 a créé un Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions. Ce comité, composé de trois membres, est chargé d'exécuter le Plan selon les directives du Conseil d'Administration et en particulier d'allouer et répartir une enveloppe fixée à 1 % maximum du capital par an. Il est tenu de faire rapport au Conseil d'Administration toutes les fois qu'il l'estime nécessaire, et au moins une fois par an.

Le Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions s'est réuni deux fois en 2007, les 22 février et 8 novembre, et a attribué 170 000 options au cours de l'exercice 2007.

Au 31 décembre 2007, le nombre total des options accordées non exercées était de 1 005 000, soit 3,90 % du nombre d'actions en circulation, représentant une augmentation potentielle de capital de 6,1 M€, prime d'émission incluse.

3.3. Autocontrôle

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2006 a renouvelé, pour une période de dix-huit mois, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder à des achats d'actions propres, conformément à la loi belge en la matière, à des cours se situant entre 2 et 18 €, et pour un maximum de 2 900 000 actions, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions émises. Aucun droit de vote n'est associé à ces actions.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2006 a également renouvelé, pour une période de trois ans, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'acheter, en cas de danger grave et imminent, des actions de la société Econocom Group SA/NV sans passer par la voie de l'Assemblée Générale.

Econocom Group SA/NV et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2007, 30 630 actions Econocom Group SA/NV (prix moyen d'acquisition : 7,20 €) représentant 0,12 % du nombre total d'actions émises.

4. Appréciation sur les facteurs de risques

Econocom Group SA/NV est exposée, de par ses activités, à certains risques financiers ou juridiques. Une revue complète de l'exposition et des positions retenues, par type de risque, est incluse dans les cahiers financiers du rapport annuel.

En synthèse, Econocom Group SA/NV est, compte tenu de son business model, peu exposée aux risques de change, de taux et environnementaux.

La faible concentration de la clientèle (aucun des clients ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires total du groupe) limite également sa dépendance, et l'existence d'une trésorerie nette positive réduit le risque de liquidités.

En outre, Econocom Group SA/NV a une exposition :

- au risque de crédit client, en grande partie couvert par des solutions d'affacturage et par le refinancement sans recours des contrats ;
- aux risques de résiliation des contrats de services, une partie importante du personnel étant employée à durée indéterminée. Cependant, les contrats sont pour l'essentiel conclus sur des périodes excédant un an et comportent des durées de préavis réciproques.

Le groupe n'a pas de risques sociaux particuliers et emploie la grande majorité de son personnel en France et au Benelux.

Le marché des services informatiques est très concurrentiel, et ce depuis longtemps. Econocom Group SA/NV est donc habituée à devoir évoluer et innover pour conserver et développer sa clientèle.

5. Perspectives 2008 et dividendes

Le groupe Econocom a prévu de poursuivre sa politique de croissance mixte et son développement sur le marché de la mobilité IT, dans le cadre de son nouveau plan stratégique à 5 ans : Horizon 2012.

Au vu de sa visibilité et des premiers résultats de l'année 2008, le groupe est confiant sur sa capacité à poursuivre la croissance d'activité et de rentabilité démontrée en 2007, mais reste vigilant sur le contexte économique et financier général en ce début d'année.

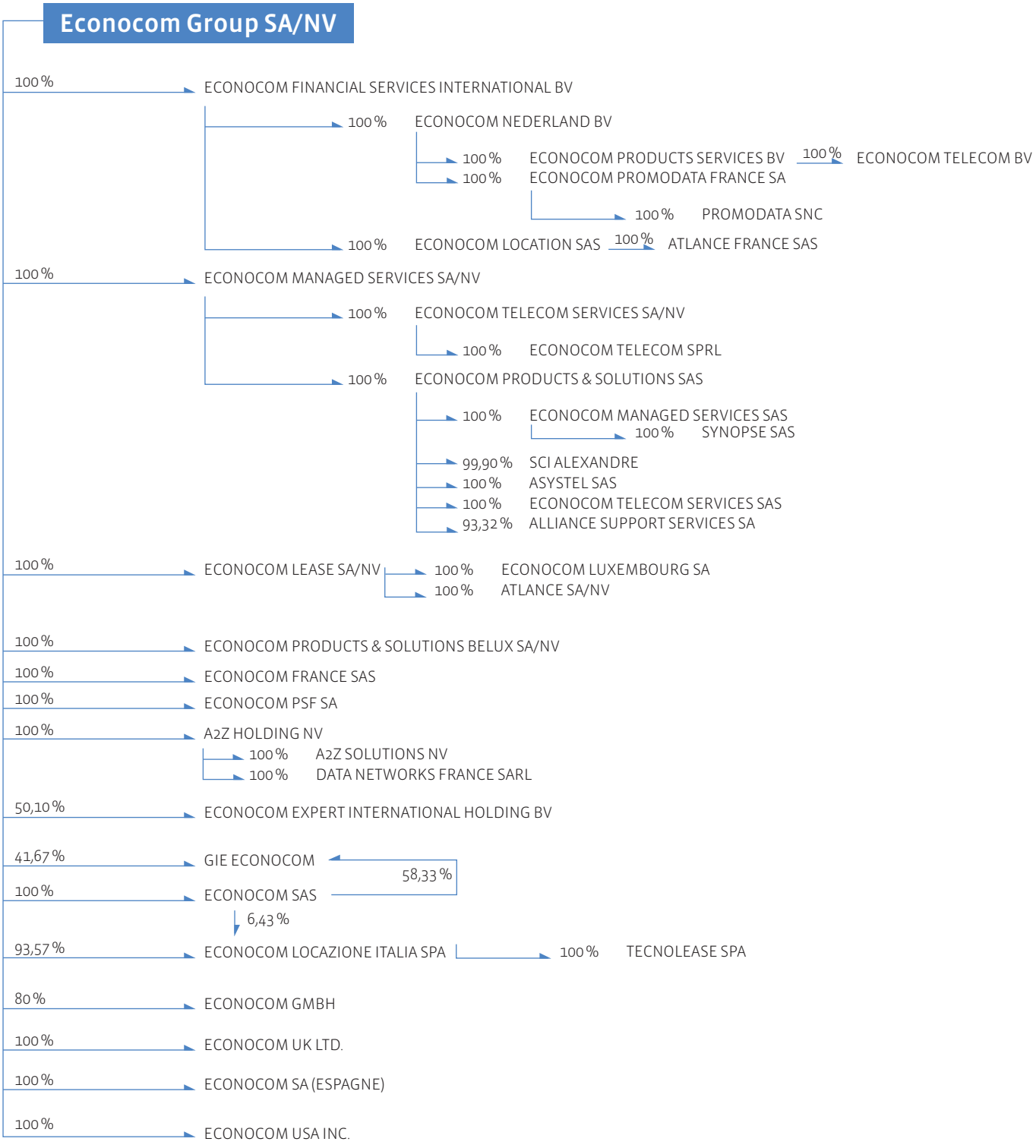
Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Annuelle de porter le dividende à 0,24 € brut par action (+ 20 % par rapport à 2006).

Bruxelles, le 13 mars 2008

Le Conseil d'Administration

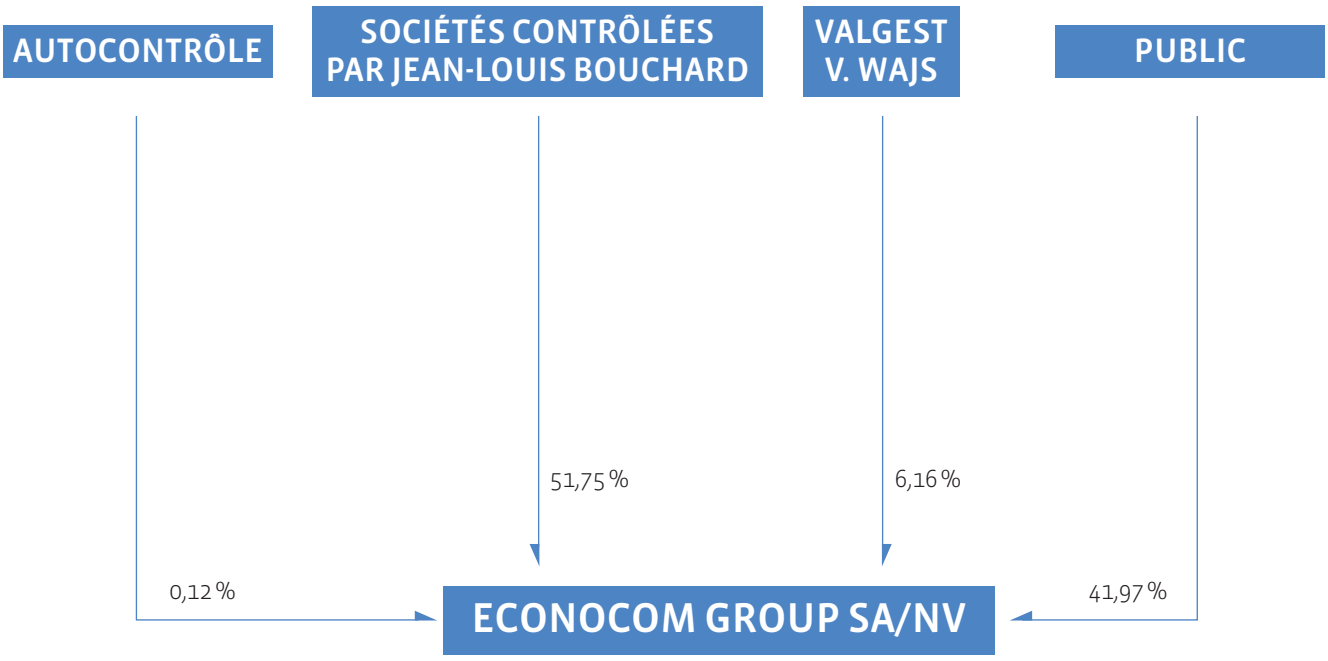
Organigramme du groupe

au 31 décembre 2007



Organigramme de détention

au 31 décembre 2007



Corporate Governance

administration, direction et surveillance de la société

1. Composition des organes d'administration et de surveillance (au 31/12/2007)

Jean-Louis Bouchard

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)
38, avenue Gabriel 75008 Paris (France)
Président du Conseil d'Administration et Administrateur délégué d'Econocom Group SA/NV, Président de la société Econocom International NV

Jean-Philippe Roesch

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2008)
21, avenue de la Criolla 92150 Suresnes (France)
Administrateur délégué d'Econocom Group SA/NV

Patrik Vandewalle

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)
Achiel Cleynhenslaan 13, 3140 Keerbergen (Belgique)
Administrateur délégué d'Econocom Group SA/NV

Charles de Water

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2011)
Korte Veersteeg, 4d 4157 GR Enspijk (Pays-Bas)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV et
Administrateur de la société Econocom International NV

Christian Bret

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)
19, rue de la Côte-d'Argent 92410 Ville-d'Avray (France)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Rafi Kouyoumdjian

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2013)
25, rue de Lubeck 75016 Paris (France)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Gaspard Dürrleman

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2011)
50, avenue Bosquet 75007 Paris (France)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises SCCRL

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2010)
Commissaire d'Econocom Group SA/NV, représentée par Emmanuèle Attout
Woluwe Garden, Woluwedal, 18 1932 Sint-Stevens-Woluwe (Belgique)

Trois membres du Conseil d'Administration ont exercé des fonctions exécutives durant l'exercice 2007 : il s'agit de Messieurs Jean-Louis Bouchard, Jean-Philippe Roesch et Patrik Vandewalle. Messieurs Gaspard Dürrleman, Rafi Kouyoumdjian et Christian Bret sont Administrateurs non exécutifs et indépendants de l'actionnaire majoritaire. Monsieur Charles de Water est Administrateur non exécutif. Le Conseil d'Administration compte donc quatre membres non exécutifs sur sept.

Le Président du Conseil d'Administration détient des participations de contrôle dans plusieurs sociétés externes au groupe Econocom et y exerce des mandats d'Administrateur ou de Président. Les autres membres exécutifs du Conseil n'ont pas d'autres mandats que ceux exercés pour Econocom Group SA/NV et ses filiales, à l'exception de Monsieur Patrik Vandewalle, Administrateur de la société BVBA XP1 SprL.

Monsieur Gaspard Dürrleman est membre du Comité de Direction de la société Audevard, Président Directeur Général de la société Pichard Balme, et est également Administrateur de la société APL International. Monsieur Christian Bret est Associé gérant de la société Eulis, Administrateur de Fontaine Consultants et membre du Conseil de Surveillance de la société Luceor. Monsieur Charles de Water est Administrateur de la société Econocom International NV, membre du Conseil de Surveillance de la société Rabobank Geldermalsen en Omstreken et Associé de la société Zuijdplas Beleggingen. Monsieur Rafi Kouyoumdjian est Directeur Général et Administrateur de la société RKO Management and Investment BV. Il est par ailleurs Président de NextiraOne Management SAS et exerce des mandats d'Administrateur, de Directeur Général et de membre ou Président du Conseil de Surveillance dans différentes sociétés de NextiraOne Group BV.

À part la durée (six ans au plus) et le caractère renouvelable du mandat, les statuts ne prévoient pas de règles spécifiques pour la nomination des Administrateurs ou le renouvellement de leur mandat. Ils n'instaurent pas non plus de limite d'âge au sein du Conseil.

2. Mise en application des recommandations de Gouvernance d'Entreprise du Code Lippens

Le Conseil d'Administration confirme son adhésion aux principes du Code Lippens.

Une réflexion sur les principes du Code Lippens est menée par les Administrateurs depuis 2006 afin de définir les mesures et procédures à mettre en œuvre au sein du Conseil d'Administration et plus généralement du groupe Econocom pour s'y conformer.

Le Conseil d'Administration a notamment défini et approuvé les règlements d'ordre intérieur du Comité de Direction, du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit, du Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions d'Econocom Group SA/NV, et a établi la Charte de Corporate Governance disponible sur le site Internet du groupe.

La plupart des recommandations du Code sont en application chez Econocom Group SA/NV. Le Conseil a toutefois jugé que certaines sont peu adaptées à la taille du groupe Econocom, ou doivent être mises en œuvre dans la durée. Les principes auxquels Econocom Group SA/NV n'adhère pas encore ou pas totalement sont décrits ci-dessous.

• Le groupe n'applique pour l'instant que partiellement les recommandations du Principe 1 du Code Lippens. Pour des raisons liées aux caractéristiques de l'actionnariat d'Econocom Group SA/NV, Monsieur Bouchard cumule les fonctions de Président du Conseil d'Administration, d'Administrateur délégué et de Président du Comité de Direction[1]. En cela, le groupe ne respecte pas le principe de séparation du pouvoir de contrôle du Conseil d'Administration et du pouvoir exécutif. Monsieur Jean-Louis Bouchard détient indirectement 51,75 % du capital d'Econocom Group SA/NV et a donc le contrôle de fait.

• Depuis mars 2006, Econocom Group SA/NV se conforme à la recommandation du Code Lippens (Principe 2), selon laquelle la moitié au moins du Conseil d'Administration doit être constituée d'Administrateurs non exécutifs. Depuis juillet 2006, le Conseil est composé majoritairement d'Administrateurs non exécutifs.
En revanche, le Conseil d'Administration n'a pas souhaité nommer de secrétaire lui rapportant sur la manière dont les procédures et les règlements applicables sont suivis et respectés. Cette fonction est néanmoins exercée, de façon informelle, par Monsieur Jean-Philippe Roesch.

• Afin de se conformer aux recommandations du Principe 3 du Code Lippens, Econocom Group SA/NV a défini et mis en œuvre une procédure relative aux transactions ou autres relations contractuelles entre les sociétés du groupe Econocom et ses Administrateurs et dirigeants. En revanche, le Conseil d'Administration n'a pas rédigé de procédure spécifique afin de se conformer à la Directive 2003/6/CE sur les opérations d'initiés. Le groupe estime que les salariés intéressés ne peuvent ignorer la loi en la matière et qu'il est de leur responsabilité de s'y conformer.

• Econocom Group SA/NV n'applique pas pour l'instant les recommandations du Principe 4 du Code Lippens, selon lesquelles « le Conseil d'Administration établit des procédures de nomination et des critères de sélection pour les Administrateurs » et « un Comité de Nomination recommande les candidats appropriés au Conseil d'Administration ». Ce principe prévoit également une évaluation périodique de chaque Administrateur et du fonctionnement du Conseil d'Administration, selon des procédures établies par lui.
Le Conseil d'Administration n'a pas souhaité jusqu'à présent mettre en place de Comité de Nomination, ni de procédures formelles de nomination des membres du Conseil d'Administration et du Comité de Direction. Cette recommandation du Code est considérée comme étant peu adaptée au groupe Econocom compte tenu de sa taille.
Quant à l'évaluation des membres du Conseil d'Administration, il s'agit d'un processus continu mais qui ne revêt pas de formalisation spécifique.

• Le Conseil d'Administration a nommé, conformément aux dispositions du Principe 5 du Code Lippens, un Comité de Direction, un Comité d'Audit et un Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions.

Les règlements d'ordre intérieur de chacun de ces comités ont été amendés lors du Conseil d'Administration du 3 juillet 2006 afin d'être mis en conformité avec le Code Lippens. Néanmoins, le Conseil d'Administration a décidé de ne pas porter de deux à trois le nombre minimum de membres du Comité d'Audit.
Par ailleurs, le Conseil d'Administration n'a pas souhaité mettre en place un Comité de Rémunération jugé peu adapté à l'organisation du groupe. Les rémunérations des

(1) Selon la composition du Comité de Direction ratifiée lors du Conseil d'Administration du 13 mars 2008.

membres du Comité de Direction sont déterminées par le Président du Conseil d'Administration et actionnaire de contrôle. Les éventuelles attributions d'options sur actions au bénéfice des membres du Comité de Direction sont validées par le Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions, créé en février 2003.

3. Rémunérations, charges sociales comprises, et avantages en nature attribués par Econocom Group SA/NV et ses filiales aux membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance, au titre du dernier exercice

Les statuts prévoient depuis 1999 que les mandats peuvent être rémunérés. La rémunération des mandats d'Administrateur a été fixée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2004 à 2 500 € par Conseil d'Administration et par Administrateur sous condition de leur présence effective.

Les Administrateurs exécutifs ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur mandat d'Administrateur. Leurs rémunérations résultent de leur relation contractuelle avec l'une ou plusieurs des sociétés du groupe.

Par ailleurs, les Administrateurs non exécutifs membres du Comité d'Audit ou membres du Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions, perçoivent une rémunération de 1 000 € par réunion, sous condition de leur présence effective.

Les Administrateurs n'exerçant pas de fonction exécutive ne perçoivent aucune rémunération en dehors des jetons de présence stipulés ci-dessus.

En synthèse, les rémunérations perçues par les Administrateurs non exécutifs sont les suivantes :

Rémunérations allouées en 2007 aux Administrateurs non exécutifs (€)

Christian Bret	14 500
Gaspard Dürrleman	17 500
Charles de Water	10 000
Rafi Kouyoumdjian	15 000
Total	**57 000**

Jean-Louis Bouchard assume les fonctions de Président et Administrateur délégué au sein du Conseil d'Administration, et de Président du Comité de Direction du groupe. Il ne perçoit pas de rémunération d'Econocom Group SA/NV ou de ses filiales au titre de ces fonctions. La société Econocom International NV, dont Jean-Louis Bouchard est Président, a facturé à Econocom Group SA/NV et à ses filiales des prestations de direction et d'animation du groupe pour un montant de 940 K€ en 2007 (694 K€ en 2006).

Rémunérations allouées en 2007 aux membres exécutifs du Conseil d'Administration (€) (1)

Part fixe	614 153
Part variable	537 995
Total	**1 152 148**

(1) Charges incluses.

Rémunérations allouées en 2007 aux membres du Comité de Direction (€) (1) (hors Conseil d'Administration)

Part fixe	587 635
Part variable	667 750
Total	**1 255 385**

(1) Charges incluses.

Options d'achats d'actions détenues par les organes d'Administration et de Direction

Nombre d'options restant à lever au 31 décembre 2007	600 000

Par ailleurs, le groupe n'a pris aucun engagement contractuel qui ne soit pas provisionné dans les comptes auprès des managers exécutifs au titre des conditions de leur éventuel départ.

4. Transactions et autres relations contractuelles inhabituelles, par leur nature ou leurs conditions entre Econocom Group SA/NV et ses filiales, et les membres des organes d'administration et de direction

L'acquisition d'Alliance Support Services auprès de l'actionnaire majoritaire Econocom International NV s'est faite en février 2007 aux conditions de marché, sur base d'une expertise indépendante.

En dehors de cette acquisition, il n'y a pas eu au cours de l'exercice 2007 de transaction inhabituelle entre Econocom Group SA/NV et ses filiales et les membres du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction, et il n'existe pas, au 31 décembre 2007, de prêts ou garanties accordés à ces derniers à l'exception d'un prêt de 13 132 € accordé à un membre du Comité de Direction dans le cadre de la cession à ce dernier d'une participation minoritaire dans l'une des filiales du groupe. Ce prêt a fait l'objet d'une déclaration au Président du Conseil d'Administration, en respect de la procédure de conflit d'intérêts adoptée par la société en vertu du Code Lippens.

5. Nombre d'actions et d'options détenues par les Administrateurs et les membres du Comité de Direction d'Econocom Group SA/NV (au 31/12/2007)

	Actions	Options
Administrateurs non exécutifs	347 050	0
Administrateurs exécutifs		
• Jean-Louis Bouchard (indirectement)	13 352 014	0
• Jean-Philippe Roesch	600 000	0
• Patrik Vandewalle	0	500 000
Directeurs n'exerçant pas de mandat d'Administrateur	410 800	100 000
Total	**14 709 864**	**600 000**

Note : le prix d'exercice de ces options est fixé sur la base des mêmes règles que celles exposées au point 10 ci-après (prix courant publié au Moniteur Belge ou prix supérieur).

6. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

Il a tenu en 2007 sept réunions, dont deux réunions convoquées pour les arrêtés des comptes semestriels et annuels. Le taux de participation des Administrateurs à ces réunions est globalement de 76 %.

Le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration a été approuvé le 3 juillet 2006.

Le Conseil d'Administration approuve la stratégie de la société proposée par le Président, les projets importants et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Il est compétent pour les décisions autres que la gestion journalière.

La gestion opérationnelle est confiée aux Administrateurs délégués et au Comité de Direction, tel que défini à l'article 524bis du Code des sociétés et à l'article 20bis des Statuts. Le Conseil nomme les membres du Comité de Direction, ainsi que le ou les Administrateur(s) délégué(s). Il exerce une surveillance de la qualité de la gestion et de sa cohérence avec les objectifs stratégiques.

Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Un Administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du Conseil d'Administration peuvent être prises par consentement unanime des Administrateurs, exprimé par écrit. Cependant, cette procédure ne peut être mise en œuvre pour l'arrêté des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé.

Le Conseil d'Administration a mis en place une procédure de budgets annuels accompagnée de révisions trimestrielles pour toutes les filiales, avec examen individuel de leurs données (chiffre d'affaires, marges, frais, bilan, trésorerie, indicateurs divers de gestion). La mise en œuvre et le respect de cette procédure sont confiés au Comité de Direction.

Les membres du Comité de Direction sont chargés de la gestion journalière des filiales. Toutes les filiales communiquent mensuellement au groupe des comptes d'exploitation et un bilan, respectivement les septième et huitième jours ouvrables du mois suivant. Un département spécialisé en reporting les analyse et remet une synthèse consolidée chaque mois à la Direction du groupe. Le Conseil d'Administration reçoit les budgets annuels et une synthèse consolidée des résultats chaque trimestre. Un département d'audit interne est placé sous l'autorité de Jean-Philippe Roesch, Administrateur délégué : une mission d'audit interne est planifiée dans chaque filiale significative sur un cycle de douze mois. Toutes les activités d'audit interne sont accomplies en tenant tant le Comité d'Audit que le Commissaire de la société informés de leurs conclusions.

7.Comités créés par le Conseil d'Administration

Les statuts tels que modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2000 autorisent la création par le Conseil d'Administration de comités spécifiques dont les missions et les règles de fonctionnement sont fixées par lui.

Comité de Direction

En vertu de ce principe, le Conseil d'Administration a mis en place un Comité de Direction du groupe, dont l'existence a été ratifiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2004.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité de Direction a été amendé afin de le conformer aux recommandations du Code Lippens et approuvé par le Conseil d'Administration en sa séance du 3 juillet 2006.

Sa mission est de mettre en œuvre la stratégie définie par le Président et approuvée par le Conseil d'Administration, de lui proposer les orientations stratégiques du groupe, de coordonner les directions fonctionnelles centrales et d'accomplir tout acte qui relève de la gestion journalière.

Le Comité de Direction est composé de Monsieur Jean-Louis Bouchard qui en assure la présidence, Messieurs Didier Bertho, Bruno Lemaistre, Jean-Philippe Roesch et Patrik Vandewalle.

Bruno Lemaistre dirige l'ensemble de l'activité IT Financial Services dans 7 pays et Didier Bertho dirige, depuis fin 2007, les activités de Managed Services en France, en Belgique et au Luxembourg.

Le Conseil d'Administration, en sa séance du 3 juillet 2006, a nommé Messieurs Jean-Philippe Roesch et Patrik Vandewalle en qualité d'Administrateurs délégués et renouvelé Monsieur Jean-Louis Bouchard dans ce mandat.

Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions

Un Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions a été créé en février 2003 dont le rôle est, sous le contrôle du Conseil d'Administration, de déterminer les modalités d'attribution d'options sur actions et de veiller à leur mise en œuvre.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions a été approuvé par le Conseil en sa séance du 3 juillet 2006.

Le comité se compose de trois membres, Messieurs Bret, Dürrleman et Kouyoumdjian, dont les mandats prendront fin en 2009.

Le Comité à l'Exécution du Plan d'Options sur Actions s'est réuni deux fois au cours de l'exercice 2007, en présence de tous ses membres, aux fins d'autoriser l'attribution d'options au bénéfice de quatre managers du groupe et d'en définir les modalités.

Comité d'Audit

Un Comité d'Audit a été instauré par le Conseil d'Administration du 18 mai 2004 et son règlement d'ordre intérieur amendé et approuvé par le Conseil en sa séance du 3 juillet 2006.

Il est constitué de deux Administrateurs indépendants, Messieurs Dürrleman et Kouyoumdjian.

Le Comité d'Audit s'est réuni trois fois au cours de l'exercice 2007, en présence de tous ses membres, de Jean-Philippe Roesch, Administrateur délégué et d'Olivier Aldrin, Directeur Financier du groupe. Lorsque l'ordre du jour le requiert, les membres du Comité d'Audit invitent le Commissaire et le Responsable de l'audit interne à prendre part aux réunions.

Son rôle est d'assister le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses responsabilités de contrôle des activités du groupe Econocom. En particulier, il examine la qualité et la pertinence des missions d'audit interne et externe, le suivi des mécanismes de contrôle interne et de gestion des risques, le caractère adapté des méthodes comptables utilisées, l'intégrité et l'exactitude de l'information financière.

8. Gestion journalière

Le Comité de Direction prend en charge la gestion journalière ; il prend connaissance des résultats mensuels et veille à l'avancement des projets du groupe.

Les filiales organisent des Comités de Direction au moins une fois par mois. Ces Comités de Direction se composent habituellement du Directeur Général de la filiale concernée, de son Directeur Administratif et Financier et, le cas échéant, des Directeurs Technique, Commercial, des Ressources Humaines… Selon les cas, ces comités invitent d'autres intervenants ponctuels sur des sujets précis (Informatique, Relations Publiques et Communication, Juridique…). En outre, dans les pays dans lesquels les quatre activités (Products and Solutions, Managed Services, IT Financial Services, Telecom Services) sont représentées, une réunion mensuelle est organisée en présence des Directeurs Généraux des différentes filiales locales pour couvrir les sujets d'intérêt commun (finance, ventes, recrutements, communication externe…) et développer les synergies entre ces différentes activités.

Toutes les décisions importantes des filiales sont prises par leur Président ou Administrateur délégué, par deux Administrateurs conjointement ou par un Administrateur et un membre du Comité de Direction conjointement. Les filiales n'ont généralement pas d'autres délégations significatives que la gestion journalière. Les pouvoirs des dirigeants des filiales du groupe et les limites apportées à ces pouvoirs sont précisés dans un document de référence.

9. Politique d'affectation du résultat et politique du dividende

Econocom Group SA/NV souhaite privilégier l'autofinancement de son développement. La progression des résultats depuis 1995 et le renforcement de la situation financière ont permis la croissance régulière du dividende, de 0,031 € en 1995 à 0,20 € en 2006.

Le dividende brut par action proposé à l'Assemblée Générale du 20 mai 2008 est de 0,24 € (6 192 000 € pour 25 800 000 actions), en hausse de 20 % par rapport au dividende versé en 2006 (0,20 €, soit 5 800 000 € pour 29 000 000 actions) qui était lui-même en croissance de 25 %. Cette rémunération représente un pay-out de 33,8 %.

10. Relations avec les actionnaires dominants

Les déclarations de transparence transmises à la société mentionnent la présence d'Econocom International NV comme actionnaire dominant.

En application de l'article 74 § 6 de la loi du 1er avril 2007 sur les OPA, la société Econocom Group SA/NV a reçu, le 4 décembre 2007, une notification de la part de la société Econocom International NV, contrôlée par Jean-Louis Bouchard, indiquant qu'Econocom International NV détenait, au 1er septembre 2007, 12 857 760 actions Econocom Group, représentant 47,97 % du capital.

Au 31 décembre 2007, Monsieur Jean-Louis Bouchard détenait directement et indirectement 13 352 014 actions Econocom Group, représentant 51,75 % du capital. Monsieur Jean-Louis Bouchard est le seul actionnaire qui contrôle plus de 30 % du groupe ; il est dispensé de lancer une OPA, car il détenait déjà 30 % au 1er septembre 2007.

La société a par ailleurs connaissance d'un autre actionnaire possédant plus de 5 % du capital : Monsieur Vincent Wajs (directement ou indirectement via la société Valgest). Ce dernier demeure 40, rue du Village - 91530 Le Val Saint-Germain (France) et détenait, au 31 décembre 2007, 6,16 % du capital.

Il n'existe pas d'accord entre actionnaires pouvant entraîner des restrictions au transfert de titres et/ou à l'exercice du droit de vote.

Les relations avec l'actionnaire majoritaire, la société Econocom International NV, correspondent à des prêts/emprunts et à des prestations de services à caractère courant, rémunérées à des conditions normales.

11. Mention des schémas d'intéressement du personnel dans le capital d'Econocom Group SA/NV

Plusieurs plans d'options ont été mis en place à partir de novembre 1997 par Econocom Group SA/NV et des filiales et sous-filiales en faveur de leur personnel, managers et dirigeants. Une synthèse actualisée au 31 décembre 2007 des engagements pris par le groupe à ce titre figure ci-après :

	Nombre d'options non encore exercées	Date limite d'exercice	Prix d'exercice (€)
2004	100 000	Décembre 2008	4,72
	400 000	Novembre 2009	5,85
2005	40 000	Janvier 2010	5,98
	40 000	Mai 2010	6,52
2006	255 000	Novembre 2011	5,70
2007	20 000	Janvier 2012	6,94
	150 000	Octobre 2012	8,12
Total	**1 005 000**		

Ces plans portent sur les actions Econocom Group SA/NV cotées sur le marché à terme de la Bourse de Bruxelles. Lors de l'exercice des options, Econocom Group SA/NV choisit, soit de céder des actions existantes, soit de procéder à une émission de nouvelles actions par voie d'augmentation de capital d'Econocom Group SA/NV.

Ils visent à associer les salariés, managers et dirigeants du groupe à la marche des affaires et au développement du groupe.

Une partie des options est soumise à des conditions de réalisation d'objectifs individuels par leurs bénéficiaires. Dans le cas où les bénéficiaires concernés n'atteindraient pas leurs objectifs, ces options ne pourraient être exercées.

Les options sont accordées par un contrat d'options signé par Econocom Group SA/NV et le bénéficiaire (avec intervention de la filiale employant le bénéficiaire, si nécessaire).

Le Conseil d'Administration du 25 janvier 2000 a ratifié le texte des contrats d'options. Par application de l'article 523 du Code des sociétés, trois Administrateurs se sont abstenus lors du vote, dans la mesure où ils bénéficiaient ou pourraient bénéficier à l'avenir de ce régime.

La dernière mise à jour du texte de la convention type relative au plan d'options a été faite de façon à le mettre en concordance avec la loi-programme du 24 décembre 2002, et approuvée par le Conseil d'Administration réuni le 12 décembre 2003.

Le prix d'exercice des options est fixé conformément à l'article 43 de la loi du 26 mars 1999. Il s'agit du cours moyen de l'action Econocom Group pendant les 30 jours précédant l'offre.

Outre certaines conditions individuelles, les options sont incessibles, et il n'existe pas de couverture du risque de

perte par Econocom Group SA/NV en cas de baisse du cours de bourse.

Au cours de l'exercice 2007, 84 000 options ont été levées par leurs bénéficiaires et 180 000 options nouvelles ont été attribuées à des managers.

Le Conseil d'Administration a décidé de céder aux salariés ayant exercé leurs droits 84 000 actions détenues en propre et en conséquence de ne pas procéder à la création d'actions nouvelles.

Au 31 décembre 2007, 1 005 000 options (représentant 3,90 % du nombre d'actions en circulation), donnant droit au même nombre d'actions et représentant une augmentation potentielle de capital (prime d'émission incluse) de 6,1 M€, n'ont pas encore été exercées.

12. Émoluments du Commissaire

Au cours de l'exercice 2007, le réseau PricewaterhouseCoopers a rendu à Econocom Group SA/NV et à ses filiales diverses prestations tant d'audit (comptes consolidés et comptes sociaux des sociétés du groupe) qu'exceptionnelles. La nature de ces prestations et les rémunérations associées sont précisées ci-après :

(€)	
Émoluments du Commissaire	**601 800**
Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein du groupe par le Commissaire	
Autres missions d'attestation	27 650
Missions de conseils fiscaux	8 400
Autres missions extérieures à la mission révisorale	0
Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le/les Commissaire(s) est/sont lié(s)	
Autres missions d'attestation	5 000
Missions de conseils fiscaux	5 113
Autres missions extérieures à la mission révisorale	18 500

13. Autodétention d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2006 a renouvelé, pour une période de dix-huit mois, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder à des achats d'actions propres, conformément à la loi belge en la matière, à des cours se situant entre 2 et 18 €, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions émises.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2006 a également renouvelé, pour une période de trois ans, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'acheter, en cas de danger grave et imminent, des actions de la société Econocom Group SA/NV sans passer par la voie de l'Assemblée Générale.

Au cours de l'exercice 2007, les actionnaires d'Econocom Group SA/NV ont décidé de procéder à la destruction d'actions Econocom Group SA/NV autodétenues, à hauteur de 2 200 000 actions lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2007 puis de 1 000 000 actions lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2007, portant ainsi le nombre d'actions d'Econocom Group SA/NV à 25 800 000.

Econocom Group SA/NV et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2007, 30 630 actions Econocom Group SA/NV, représentant 0,12 % du nombre total d'actions émises.

Les droits de vote afférents aux actions détenues par la société sont suspendus. Les dividendes des actions détenues par la société au moment de leur attribution par l'Assemblée Générale sont annulés.

Comptes consolidés du groupe

au 31 décembre 2007

États financiers consolidés

Compte de résultat consolidé et résultat par action

Bilan consolidé

Tableau des flux de trésorerie consolidés

Variation des capitaux propres consolidés

Compte de résultat consolidé

au 31 décembre 2007

(en milliers €)	Note	2007	2006
Produits des activités poursuivies	23	**700 664**	**589 805**
Charges opérationnelles		**(676 214)**	**(573 340)**
Coût des ventes		(497 419)	(433 694)
Charges de personnel	24	(107 253)	(80 053)
Charges externes	25	(62 645)	(52 857)
Dotations aux amortissements et provisions	26	(2 185)	(5 218)
Impôts et taxes d'exploitation		(3 993)	(3 232)
Perte nette de valeur s/actifs non courants		31	
Perte nette de valeur s/actifs courants	27	(2 518)	1 519
Autres produits d'exploitation	28	1 032	1 119
Autres charges d'exploitation	28	(542)	(431)
Produits financiers opérationnels	29	3 699	2 616
Charges financières opérationnelles	29	(4 421)	(3 109)
Résultat opérationnel courant		**24 450**	**16 465**
Autres produits et charges opérationnels non courants	30	(54)	(1 962)
Perte de valeur sur écarts d'acquisition	30	(611)	
Charges de liquidation			(8)
Résultat opérationnel		**23 785**	**14 495**
Résultat financier	31	(237)	(8)
Résultat avant impôts		**23 548**	**14 487**
Impôts	32	(5 215)	(4 418)
Résultat net - activités poursuivies		**18 333**	**10 069**
Activités abandonnées	11	(294)	94
Résultat net consolidé		**18 039**	**10 163**
Résultat net - Part des minoritaires		(39)	7
Résultat net - Part du groupe		**18 000**	**10 170**
Résultat par action - activités poursuivies	33	0,688	0,352
Résultat par action - activités abandonnées		(0,011)	0,003
Résultat net par action		0,677	0,355
Résultat dilué par action - activités poursuivies		0,682	0,350
Résultat dilué par action - activités abandonnées		(0,011)	0,003
Résultat net dilué par action		0,671	0,354

Bilan consolidé

au 31 décembre 2007

Actif (en milliers €)	*Note*	2007	2006
A - Actifs non courants		**56 767**	**47 576**
1 - Immobilisations incorporelles	*5*	**1 758**	**1 441**
2 - Écarts d'acquisition	*6*	**25 541**	**16 556**
3 - Immobilisations corporelles	*7*	**8 397**	**9 956**
3-1 Terrains et constructions		4 697	4 919
3-2 Installations, machines et outillage		2 474	1 902
3-3 Mobilier et matériel roulant		457	835
3-4 Autres immobilisations corporelles		212	80
3-5 Immobilisations données en location		557	2 220
4 - Immeubles de placement	*8*	**541**	**552**
5 - Immobilisations financières	*9*	**12 993**	**12 328**
5-1 Participation dans des filiales au coût historique		2	2
5-2 Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location		2 339	1 576
5-3 Autres immobilisations financières		10 652	10 750
6 - Créances à long terme	*10*	**1 614**	**2 886**
7 - Actifs d'impôts différés	*32*	**5 923**	**3 857**
B - Actifs courants		**259 007**	**257 385**
8 - Actifs détenus en vue de la vente	*11*	**13**	**14**
9 - Stocks	*12*	**8 232**	**5 176**
9-1 Stocks d'équipement en cours de refinancement		2 640	1 155
9-2 Autres stocks		5 592	4 021
10 - Clients et autres débiteurs		**180 674**	**165 963**
10-1 Clients	*13*	164 100	155 632
10-2 Autres débiteurs	*14*	16 574	10 331
11 - Actif d'impôt exigible		**3 251**	**5 714**
12 - Paiements d'avance		**97**	**57**
13 - Trésorerie et équivalents	*15*	**61 255**	**76 616**
13-1 Placements de trésorerie		21 051	28 506
13-2 Valeurs disponibles		40 204	48 110
14 - Autres actifs courants	*14*	**5 485**	**3 845**
Total actif		**315 774**	**304 961**

Passif (en milliers €)	Note	2007	2006
Total des capitaux propres		**83 372**	**88 341**
1 - Capitaux propres attribués aux actionnaires	*17*	**83 203**	**88 228**
1-1 Capital souscrit		16 181	16 181
1-2 Primes et réserves		49 243	66 892
1-4 Actions propres		(221)	(5 015)
1-5 Résultat de l'exercice		18 000	10 170
2 - Intérêts minoritaires	*17*	**169**	**113**
Passifs		**232 402**	**216 620**
A - Passifs non courants		**22 632**	**12 914**
3 - Passif non courant portant intérêt	*20*	**15 246**	**7 469**
3-1 Emprunts bancaires		7 705	
3-2 Dettes de location-financement et assimilés		6 935	7 384
3-3 Dettes envers les établissements de crédit			5
3-4 Autres emprunts		606	80
4 - Passif non courant ne portant pas intérêt		**1 343**	**662**
5 - Provisions non courantes	*18*	**730**	**934**
6 - Obligations non courantes résultant des avantages postérieurs à l'emploi	*19*	**2 421**	**1 107**
7 - Dettes d'impôts différés	*32*	**2 892**	**2 742**
B - Passifs courants		**209 770**	**203 706**
8 - Passifs détenus en vue de la vente	*11*	**74**	**82**
9 - Passif courant portant intérêt	*20*	**17 656**	**15 773**
9-1 Emprunts bancaires		3 150	11
9-2 Dettes de location-financement et assimilés		1 785	1 257
9-3 Découverts bancaires		128	2 468
9-4 Autres emprunts		12 593	12 037
10 - Provisions courantes	*18*	**3 347**	**4 289**
11 - Passif d'impôt exigible		**2 450**	**1 506**
12 - Fournisseurs et autres créditeurs courants		**152 526**	**149 843**
12-1 Fournisseurs		113 693	118 244
12-2 Acomptes reçus sur commandes		1 584	2 009
12-3 Autres créditeurs	*21*	37 249	29 590
13 - Autres passifs courants	*21*	**33 717**	**32 213**
Total des capitaux propres et passifs		**315 774**	**304 961**

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers €)	2007	2006
Résultat net consolidé	18 039	10 163
Amortissement des immobilisations corporelles	1 847	2 683
Amortissement des immobilisations corporelles de placement	11	28
Amortissement des immobilisations incorporelles	675	685
Amortissement des immobilisations corporelles affectées à l'activité de location	1 526	3 583
Perte de valeur sur écarts d'acquisition	611	
Perte de valeur sur immobilisations financières et créances commerciales	2 572	(1 533)
Perte de valeur sur stocks	43	(355)
Perte/(gain) sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	(56)
Perte/(gain) sur cession de société et d'activité hors activité abandonnée	(167)	(402)
Variations des provisions	(1 362)	(449)
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	389	
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	**24 189**	**14 347**
Charge d'impôts constatée	5 215	4 418
Coût de l'endettement financier net	2 644	1 266
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (a)	**32 048**	**20 031**
Variation des stocks	361	3 916
Variation des créances à long terme	1 281	3 270
Variation des créances courantes et autres actifs courants	(5 087)	(14 425)
Variation des dettes commerciales	(10 126)	16 197
Variation des autres dettes courantes	740	5 438
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	**(12 831)**	**14 397**
Impôts décaissés (c)	(2 670)	(4 917)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (a + b + c = d)	**16 547**	**29 511**
Acquisition d'immobilisations corporelles non affectées à l'activité location	(1 761)	(2 248)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1 769)	(1 257)
Cession d'immobilisations corporelles non affectées à l'activité location	130	574
Cession d'immobilisations incorporelles	4	43
Acquisition et cession des immobilisations corporelles affectées à l'activité de location	136	(3 084)
Acquisition d'immobilisations financières		(5 891)
Cession d'immobilisations financières	2 367	5 459
Acquisition de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise	(5 082)	(2 032)
Cession de sociétés et d'activités hors activité abandonnée, nette de la trésorerie cédée	230	892
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (e)	**(5 745)**	**(7 544)**

(en milliers €)	2007	2006
Nouveaux passifs non courants portant intérêt	10 255	589
Remboursement de passifs non courants portant intérêt	(1 797)	(14)
Variation des passifs non courants portant intérêt liés à l'activité de location		453
Nouveaux passifs courants portant intérêt	8 645	10 608
Remboursement de passifs courants portant intérêt	(16 304)	(6 118)
Variation des passifs courants portant intérêt liés à l'activité de location		467
Intérêts décaissés	(2 644)	(1 266)
Acquisitions d'actions propres	(19 291)	(7 648)
Cessions d'actions propres	357	2 032
Dividendes décaissés au cours de l'exercice	(5 284)	(4 550)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (f)	**(26 063)**	**(5 447)**
Incidence des différences de change sur la trésorerie	(100)	32
Variation de la trésorerie (d + e + f)	**(15 361)**	**16 552**

Les composantes de la trésorerie sont détaillées en note 15.
L'incidence des variations de périmètre sur la trésorerie est détaillée en note 34.

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers €)	Nombre d'actions	Capital souscrit	Primes d'émission
31 décembre 2005	**29 000 000**	**16 181**	**55 038**
Ajustements à la juste valeur			
Moins-value constatée sur la levée d'options sur actions			
Écarts de conversion			
Autres variations			
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		**0**	**0**
Résultat de l'exercice			
Total des produits et charges		**0**	**0**
Dividendes distribués			
Variation liée aux avantages au personnel			
Augmentation de capital			
Actions d'autocontrôle			
31 décembre 2006	**29 000 000**	**16 181**	**55 038**
Ajustements à la juste valeur			
Moins-value constatée sur la levée d'options sur actions			
Écarts de conversion			
Autres variations			
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		**0**	**0**
Résultat de l'exercice			
Total des produits et charges		**0**	**0**
Dividendes distribués			
Variation liée aux avantages au personnel			
Augmentation de capital			
Actions d'autocontrôle	(3 200 000)		
31 décembre 2007	**25 800 000**	**16 181**	**55 038**

Réserves et résultat par nature	31 décembre 2007	Variations	31 décembre 2006
Réserves indisponibles :	4 359	(4 794)	9 153
Réserve légale	*1 618*		*1 618*
Réserves liées aux actions propres	*221*	*(4 794)*	*5 015*
Autres réserves indisponibles	*2 520*		*2 520*
Réserves disponibles	3 034	1 510	1 524
Réserves liées aux avantages au personnel	1 013	362	651
Réserves de conversion	(457)	(389)	(68)
Autres réserves consolidées	(2 286)	(8 267)	5 981
Résultat reporté	6 542	1 759	4 783
Total réserves et résultat	**12 205**	**(9 819)**	**22 024**

Réserves et résutat	Actions propres	Capitaux propres attribués aux actionnaires	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
16 725	**(258)**	**87 686**	**364**	**88 050**
717		717		717
(859)		(859)		(859)
(251)		(251)		(251)
(169)		(169)	(244)	(413)
(562)	**0**	**(562)**	**(244)**	**(806)**
10 170		10 170	(7)	10 163
9 608	**0**	**9 608**	**(251)**	**9 357**
(4 550)		(4 550)		(4 550)
241		241		241
		0		0
	(4 757)	(4 757)		(4 757)
22 024	**(5 015)**	**88 228**	**113**	**88 341**
1 510		1 510		1 510
(268)		(268)		(268)
(389)		(389)		(389)
(276)		(276)	17	(259)
577	**0**	**577**	**17**	**594**
18 000		18 000	39	18 039
18 577	**0**	**18 577**	**56**	**18 633**
(5 296)		(5 296)		(5 296)
362		362		362
		-		-
(23 462)	4 794	(18 668)		(18 668)
12 205	**(221)**	**83 203**	**169**	**83 372**

Variations	31 décembre 2005
4 771	4 382
14	*1 604*
4 757	*258*
	2 520
717	807
241	410
(251)	183
(2 116)	8 097
1 937	2 846
5 299	**16 725**

Notes annexes aux états financiers consolidés

au 31 décembre 2007

1. Principes comptables
2. Variation du périmètre de consolidation
3. État des filiales
4. Informations sectorielles
5. Immobilisations incorporelles
6. Écarts d'acquisition
7. Immobilisations corporelles
8. Immeuble de placement
9. Immobilisations financières
10. Créances à long terme
11. Actifs et passifs détenus en vue d'être vendus
12. Stocks
13. Clients
14. Autres débiteurs et autres actifs courants
15. Trésorerie et équivalents de trésorerie
16. Juste valeur des actifs financiers
17. Capitaux propres consolidés
18. Provisions
19. Obligations non courantes résultant des avantages postérieurs à l'emploi
20. Passifs non courants et courants portant intérêt
21. Autres créditeurs et autres passifs courants
22. Juste valeur des passifs financiers
23. Produits des activités poursuivies
24. Charges de personnel
25. Charges externes
26. Dotations aux amortissements et provisions
27. Perte nette de valeur sur actifs courants
28. Autres produits et charges d'exploitation courante
29. Résultat financier d'exploitation
30. Autres produits et charges opérationnels non courants
31. Résultat financier
32. Impôts sur le résultat
33. Résultat par action
34. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés
35. Gestion des risques
36. Engagements hors bilan
37. Passifs éventuels
38. Informations sur les parties liées
39. Événements postérieurs à la clôture
40. Appréciation émise par la Direction et sources d'incertitude

1. Principes comptables

1.1. Déclaration de conformité et base de préparation des états financiers

Depuis l'entrée en vigueur du règlement européen n° 1606/2002, les entreprises cotées de l'Union européenne sont dans l'obligation d'appliquer le référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union européenne pour l'établissement de leurs états financiers consolidés. Ainsi, les états financiers consolidés du groupe Econocom au 31 décembre 2007 ont été préparés conformément aux normes publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et interprétations publiées par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2007.

Les états financiers consolidés du groupe Econocom intègrent les comptes d'Econocom Group SA/NV et de ses filiales. Ils sont présentés en milliers d'euros (K€).

Les comptes consolidés et les comptes sociaux ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 13 mars 2008 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire le 20 mai 2008.

Les comptes sont mis à la disposition des actionnaires en date du 1er mai 2008.

1.2. Nouvelles normes IFRS

1.2.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007

Le groupe a adopté toutes les normes et interprétations nouvelles et révisées publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et par l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et approuvées par l'Union européenne, applicables à ses opérations à compter du 1er janvier 2007.

Les normes, amendements ou interprétations s'appliquant au groupe sont les suivantes :

- IFRS 7, Informations à fournir sur les instruments financiers.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2007.

- Amendement à IAS 1, Informations à fournir concernant le capital.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2007.

- IFRIC 8, Champ d'application d'IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er mai 2006.

- IFRIC 10, Information financière intermédiaire et pertes de valeur (dépréciation).
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er novembre 2006.

Le groupe a appliqué la norme IFRS 7 et l'amendement à IAS 1 pour la présentation de ses états financiers au 31 décembre 2007. Les interprétations IFRIC 8 et IFRIC 10 n'ont pas eu d'incidence sur les comptes du groupe Econocom.

Les normes, amendements ou interprétations d'application ne s'appliquant pas au groupe sont les suivantes :

- IFRIC 7, Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29 Information financière dans les économies hyperinflationnistes.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er mars 2006.

- IFRIC 9, Réévaluation des dérivés incorporés.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juin 2006.

1.2.2. Nouvelles normes, amendements et interprétations dont l'application anticipée est permise

Le groupe Econocom a décidé de ne pas appliquer par anticipation les textes suivants, publiés par l'IASB et approuvés par l'Union européenne, dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1er janvier 2007 :

- IFRS 8, Secteurs opérationnels.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2009.

• IFRIC 11, Actions propres et transactions intra-groupe.

Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er mars 2007.

1.2.3. Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'Union européenne

Normes dont l'application pourrait avoir une incidence sur les états financiers du groupe :

• Norme IAS 1 révisée, Présentation des états financiers.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2009.

• Norme IFRS 3 révisée, Regroupements d'entreprises.
Applicable aux regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition est sur le 1er exercice ouvert à compter du 1er juillet 2009.

• Norme IAS 27 révisée, États financiers consolidés et individuels.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2009.

• Amendement à IFRS 2, Paiement fondé sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulations.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2009.

Amendement et interprétations dont l'application ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers du groupe :

• Amendement à IAS 23, Coûts d'emprunts.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2009.

• IFRIC 12, Concessions.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2008.

• IFRIC 13, Programme de fidélisation des clients.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2008.

• IFRIC 14, IAS 19, Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction.
Applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2008.

1.3. Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs conformément aux règles édictées par les IFRS.

1.4. Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le groupe Econocom exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif de droit ou de fait sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés exploitées en commun par un nombre limité de partenaires avec lesquels le groupe Econocom exerce un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les titres des sociétés dans lesquelles le groupe Econocom exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidés par mise en équivalence. Cette influence est présumée quand le pourcentage des droits de vote est supérieur ou égal à 20 %.

L'entrée ou la sortie de périmètre a lieu à la date d'acquisition, de prise de contrôle ou de cession des titres.

Une liste de ces sociétés consolidées est présentée en note 3 - État des filiales.

Les transactions et soldes intra-groupe sont éliminés.

Les intérêts minoritaires sont présentés sur une ligne spécifique du bilan, dans la rubrique des capitaux propres, et en compte de résultat.

1.5. Méthodes de conversion des éléments en devises

1.5.1. Conversion des états financiers des entités étrangères

Les états financiers des activités à l'étranger sont convertis en Euro, monnaie de présentation des états financiers du groupe Econocom. Tous les actifs et passifs des entités sont convertis au cours de clôture et les produits et charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les réserves de conversion résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus dans le poste « Réserves » des capitaux propres consolidés. Lors de la cession ou de la liquidation d'une entité étrangère, ces différences de change sont reprises dans le compte de résultat comme élément de résultat de cession.

	31/12/2007		31/12/2006		31/12/2005	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
USD	0,679302	0,727330	0,759301	0,798280	0,842318	0,799955
GBP	1,363605	1,457579	1,489203	1,465361	1,472863	1,464372

Règles spécifiques à la première adoption des IFRS

Le groupe a retenu l'option offerte par IFRS 1 consistant à remettre à zéro les écarts précédemment calculés lors de la conversion des comptes des filiales étrangères en euros. Le montant existant au 1er janvier 2004 en normes belges a été reclassé en réserves, sans impact sur les capitaux propres, part du groupe. Il ne sera donc pas tenu compte dans les résultats de cessions futures d'entités consolidées des écarts de conversion antérieures à la date de transition aux IFRS.

1.5.2. Conversion des transactions en devises étrangères

Les opérations libellées en monnaie étrangère des filiales sont initialement enregistrées dans leur monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés dans une devise étrangère sont comptabilisés au coût historique et convertis au cours de change à la date de la transaction.

1.6. Regroupement d'entreprises et écarts d'acquisition

Regroupements postérieurs au 1er janvier 2004

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode d'acquisition. Ainsi, les actifs et passifs identifiables et les passifs éventuels de la société acquise qui satisfont aux critères IFRS de reconnaissance sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond :

- À la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise et ;
- Au montant des coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

La différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs identifiés et passifs éventuels à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition.

Lorsqu'un écart d'acquisition est déterminé de façon provisoire à la clôture de l'exercice au cours duquel l'acquisition est réalisée, le groupe comptabilise les ajustements de ces valeurs provisoires dans un délai d'un an à compter

de la date d'acquisition. Si les changements entre les valeurs provisoires et les valeurs finales affectent significativement la présentation des états financiers, l'information comparative présentée pour la période précédant la finalisation des justes valeurs est retraitée comme si les valeurs avaient été finalisées dès la date d'acquisition.

Lorsque l'écart entre le coût du regroupement et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs, passifs identifiables et passifs éventuels est négatif, il est immédiatement constaté en résultat.

Ultérieurement, les écarts d'acquisition sont évalués à leur coût diminué d'éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur, déterminées conformément à la méthode décrite à la note 1.12. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat en résultat opérationnel de manière irréversible.

Règles spécifiques à la première adoption des IFRS

Le groupe n'a pas, conformément à l'option offerte par IFRS 1, revisité les calculs des écarts d'acquisition effectués lors des acquisitions réalisées avant le 1er janvier 2004.

1.7. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le groupe Econocom détient deux types d'immobilisations incorporelles :

- Des licences qui sont des actifs non monétaires identifiables sans substance physique dont les avantages économiques vont à l'entreprise. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition.
- Des logiciels acquis qui sont activés en immobilisations incorporelles sauf s'ils sont indispensables au fonctionnement d'un ordinateur, dans ce cas ils sont comptabilisés en matériel informatique.

Les coûts supplémentaires d'une immobilisation incorporelle après son acquisition sont enregistrés en charge lorsqu'ils surviennent, à moins qu'ils n'entraînent une génération de profits futurs pouvant leur être directement rattachés et que l'actif créé soit identifiable au sens de la norme IAS 38.

Pour les évaluations ultérieures, le groupe Econocom a choisi l'évaluation au coût historique : l'immobilisation est évaluée à son coût d'entrée diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, c'est-à-dire à sa valeur nette comptable déterminée sur la base du coût historique.

L'amortissement des immobilisations incorporelles se fait de façon linéaire sur la durée d'utilité de l'actif qui est de 1 à 6 ans pour les logiciels et licences.

1.8. Immobilisations corporelles

1.8.1. Immobilisations corporelles détenues en propre

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les terrains ne sont pas amortis.

A. Coût d'acquisition

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition. Les dépenses directement attribuables à l'acquisition en font partie. Dans le cas de dépenses ultérieures liées à l'immobilisation corporelle, elles sont ajoutées à sa valeur comptable si des avantages économiques futurs vont à la société et si le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable.

B. Amortissement

L'amortissement est calculé suivant les méthodes linéaire ou dégressive (matériels informatiques) sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle.

L'amortissement est calculé sur la base de la durée de vie économique estimée de l'actif et est comptabilisé à partir de la date à laquelle l'actif est prêt à être utilisé.

Durée d'utilité, en années	
Constructions	20 - 50
Agencements	10
Matériels informatiques	3
Matériel de transport	4-7
Mobilier	10

1.8.2. Immobilisations corporelles acquises en location-financement

Les contrats de location d'immobilisations corporelles qui transfèrent au groupe la quasi-totalité des avantages et les risques inhérents à la propriété des biens sont comptabilisés au bilan, au démarrage du contrat de location, à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimum au titre de la location. Les paiements des loyers sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette. Les charges financières sont enregistrées en compte de résultat au poste « Charge de dettes long terme » inclus dans le détail du résultat financier.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement sont amortis selon les mêmes durées que les biens acquis en propre de catégorie identique.

1.9. Immeubles de placement

L'immeuble de placement est un bien immobilier détenu en propre ou via un contrat de location pour en retirer des loyers et/ou valoriser le capital investi.

Au moment de son acquisition, l'immeuble de placement est évalué à son coût, frais d'acquisition inclus.

Les évaluations ultérieures sont faites au coût amorti.

1.10. Autres immobilisations financières

Les titres de participations dans les sociétés non consolidées sont inscrits à leur juste valeur. Les profits ou pertes latents sont comptabilisés directement en capitaux propres jusqu'à ce que les titres soient aliénés, auquel cas le profit ou la perte cumulé préalablement comptabilisé en capitaux propres est alors inclus dans le résultat net de l'exercice.

1.11. Contrats de location dans le cadre de l'activité IT Financial Services

La quasi-totalité des contrats de location de l'activité IT Financial Services sont des contrats de type location-financement (« Financial Lease »). Mais cette activité peut être amenée à signer quelques contrats de type location simple.

1.11.1. Les contrats de location-financement (« Financial Lease »)

Les contrats de location sont pour la plupart des contrats refinancés dont l'économie est la suivante : les matériels et les contrats y afférents sont cédés à un organisme de refinancement pour un prix global intégrant, outre la valeur actuelle des loyers à percevoir, la valeur résiduelle des matériels. Cette valeur résiduelle est le prix auquel le groupe s'engage à racheter le matériel à l'expiration du contrat de location. Les loyers dus par les clients sont versés directement aux établissements de financement, et ce, sans recours, le groupe se trouvant ainsi dégagé du risque d'insolvabilité de ses clients. Sur le plan juridique, le groupe perd la propriété des équipements à dater de la cession et la recouvre au terme du contrat lorsqu'elle honore son engagement de rachat.

Le chiffre d'affaires, le coût des ventes et l'intérêt résiduel sont comptabilisés au fur et à mesure des livraisons successives des actifs, au prorata du montant de ces livraisons.

La norme IAS 17 indique que la comptabilisation doit avoir lieu à la date à laquelle le preneur est autorisé à exercer son droit d'utilisation des actifs loués. L'article 5.1 de nos Conditions Générales de vente définit cette date comme étant la date de livraison des actifs loués.

Les contrats refinancés

Les contrats sont comptabilisés comme suit :

- le chiffre d'affaires est égal à la valeur actualisée des paiements minimum (qui correspondent aux paiements que le preneur est tenu d'effectuer durant la période de collecte et la durée du contrat de location);
- le coût des ventes est égal au coût d'achat de l'actif;
- l'intérêt résiduel du groupe dans les actifs loués correspond à leur valeur de marché prévisionnelle calculée selon

une méthode d'amortissement dégressive accélérée, basée sur un amortissement du prix d'achat individuel d'origine de chaque équipement. Il est comptabilisé en minoration du coût des ventes pour sa valeur actualisée ;

• l'écart entre l'intérêt résiduel du groupe dans les actifs loués (défini au paragraphe ci-dessus) et la valeur résiduelle des actifs loués (engagement de rachat du groupe envers les organismes de refinancement, défini dans le paragraphe relatif à l'économie des contrats) est porté à l'actif du bilan s'il est positif (rubriques 5.2 et 10-2 de l'actif du bilan consolidé). Il est porté au passif du bilan s'il est négatif (rubriques 3-2 et 9-2 du passif du bilan consolidé).

Le cas spécifique des bridges sur contrats ROF (Roll Out Facility) et TRO (Technology Refresh Option)

Ces contrats démarrent systématiquement par une période d'investissement - dite « période de collecte » - précédant le début de la période initiale de location.

Afin de refinancer les investissements effectués durant la période de collecte, une cession sans recours (pour ne plus être en risque de crédit sur le client) de l'investissement à un organisme de refinancement est réalisée. Le groupe traite cette opération de financement comme une cession entraînant au bilan une substitution des « factures à émettre » sur le client par une créance sur l'organisme de refinancement.

Le fait que le matériel soit racheté à la fin de la période de collecte, pour être ensuite refinancé pourrait suggérer que cette transaction est une opération de financement mais est, de l'avis du Conseil d'administration, non pertinent par rapport à la substance de l'opération. De l'avis du Conseil d'Administration, cette transaction traitée pour des raisons administratives en deux étapes (un bridge lors de la période de collecte suivi d'un refinancement consécutif au début de la période initiale de location) doit être considérée en substance comme une seule transaction.

Ce principe n'est appliqué qu'à condition que le bridge et le refinancement consécutif se fassent avec le même refinanceur et les conditions du refinancement consécutif soient déterminées au moment du bridge. Ces éléments démontrent l'unité de la transaction en substance.

Le cas spécifique des prolongations de contrats de location

La reconnaissance des revenus sur les prolongations de contrats de location suit la qualification initiale du contrat de location à savoir :

• Si le contrat initial est qualifié de contrat de location opérationnel, le revenu de la prolongation sera reconnu de façon étalée sur la durée de la prolongation ;

• Si le contrat de location initial est qualifié de contrat de location financier, le revenu de la prolongation sera reconnu intégralement le premier jour de la prolongation.

Les contrats non refinancés

Ils concernent essentiellement la société Promodata SNC et sont transférés progressivement vers la société Econocom Location SAS.
Leur comptabilisation est la suivante :

Bilan

Les créances de location (« Lease Receivables ») se substituent à la valeur des équipements au bilan.

Compte de résultat

Le résultat est constaté de façon unique (« up front ») au fur et à mesure des livraisons pour les éléments suivants :

• chiffre d'affaires : valeur actualisée des paiements minimaux

• coût des ventes : juste valeur de l'actif (coût d'achat)

Il est constaté de façon périodique pour les éléments suivants :

• produits financiers : produit financier mensuel correspondant à la différence entre le loyer facturé mensuellement et la quote-part mensuelle de la valeur actualisée.

1.11.2. Les contrats de location simple (Operating Lease)

Le groupe Econocom conserve l'ensemble des risques liés au contrat de location puisqu'il n'y a pas transfert des principaux risques et avantages liés à la propriété de l'actif.

Bilan

Les équipements sont maintenus à l'actif du bilan et amortis de façon linéaire jusqu'à atteindre leur valeur résiduelle, égale à l'intérêt résiduel de la société dans l'actif à la fin du contrat.

Compte de résultat

Le résultat est constaté de façon périodique, le chiffre d'affaires étant égal au loyer facturé et le coût égal à la dotation aux amortissements décrits ci-dessus.

1.11.3. Les valeurs résiduelles

Comme indiqué précédemment, la société rachète aux organismes financiers les équipements loués lorsque les contrats viennent à échéance. Ces valeurs de rachat constituent les «valeurs résiduelles».

Elles constituent une dette, en général à long terme, qu'il convient d'actualiser selon les mêmes règles que celles du contrat en référence.

L'intérêt résiduel du groupe Econocom dans les actifs cédés correspond à une valeur de marché prévisionnelle calculée selon une méthode d'amortissement dégressive accélérée, basée sur un amortissement du prix d'achat individuel d'origine de chaque équipement.

Il constitue un actif à long terme qu'il convient d'actualiser selon les mêmes règles que celles du contrat en référence.

Par contrat, les différences positives et négatives entre la valeur future des équipements et la valeur résiduelle financière sont respectivement portées en immobilisations financières et en dettes financières.

En raison de la nature particulière des contrats TRO (Technology Refresh Option), il n'est pas constaté d'intérêt résiduel sur ces contrats.

1.12. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Le groupe Econocom apprécie à chaque date de clôture s'il existe des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquant qu'une perte de valeur est susceptible d'avoir affecté les actifs non courants. Lorsqu'une telle indication existe, ou lorsqu'un test de perte de valeur annuel est requis pour un actif (écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie indéfinie), une évaluation de la valeur recouvrable de l'actif est effectuée.

Pour ce test d'évaluation de la valeur recouvrable, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur recouvrable de l'UGT est évaluée soit par référence à sa valeur d'utilité (déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie nets attendus pour l'UGT), soit par référence à sa juste valeur diminuée des frais de vente (déterminée par le montant que le groupe encaisserait s'il revendait l'UGT).

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT, c'est-à-dire la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des frais de vente, est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat opérationnel pour la différence; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Dans le cadre du groupe :

a) Détermination des UGT :

Les UGT correspondent aux activités du groupe par pays.

Les écarts d'acquisition sont testés, par activité et par pays, et par comparaison entre la valeur comptable des actifs de l'UGT auxquels ils appartiennent et la valeur recouvrable de cette UGT.

Les immeubles de placement sont testés individuellement.

b) Les modalités de détermination de la valeur recouvrable des UGT sont les suivantes :

L'évaluation est faite par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés, avec prise en compte d'une valeur terminale, basée sur un taux de croissance à l'infini des produits générés par l'actif valorisé.

Les projections sont basées sur une durée maximale de 4 ans. Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le CMPC (coût moyen pondéré du capital) avant impôt de l'activité. Le taux de croissance est, quant à lui, adapté en fonction de l'évolution économique de chacune des activités.

Si cette évaluation fait état d'une perte de valeur, elle est constatée dans le poste « Perte de valeur sur écarts d'acquisition » du compte de résultats.

Conformément à la norme IAS 36, les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

1.13. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif non courant ou un groupe d'actifs et de passifs, est classé comme «détenu en vue de la vente» quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue et que la cession est hautement probable. Ces actifs ou groupe d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupe d'actifs dès lors qu'ils sont matériels. Ces actifs ou groupe d'actifs sont mesurés au plus faible de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des frais de cession.

Une activité abandonnée est définie comme un composant de l'entreprise qui fait l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actif détenu en vue de la vente et qui représente une activité significative pour le groupe Econocom ou est une filiale acquise uniquement dans le but de la revente.

Les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère matériel.

1.14. Stocks

Les stocks sont évalués à la plus faible valeur soit de leur coût de revient, selon la méthode du coût moyen pondéré, soit de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.15. Actifs financiers

Les actifs financiers sont répartis entre les quatre catégories suivantes : les actifs financiers disponibles à la vente, les prêts et créances, les placements détenus jusqu'à l'échéance et les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces actifs financiers sont répartis en actifs courants et non courants conformément à la norme IAS 1. Les transactions sur actifs financiers sont comptabilisées à la date de règlement.

1.15.1. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur qui correspond au coût d'acquisition, majoré des coûts de transaction. À chaque arrêté des comptes, ils sont évalués à leur juste valeur (valeur de marché que le groupe Econocom considère comme juste valeur). Les variations de valeur de marché sont enregistrées via les capitaux propres.

Les actifs financiers disponibles à la vente font l'objet d'un suivi individuel de dépréciation : en cas d'indication objective d'une dépréciation, une perte de valeur est enregistrée en résultat (irréversible en ce qui concerne les instruments de capitaux propres).

1.15.2. Prêts et créances

Ces actifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables, puis au coût amorti lors de chaque clôture, en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie inclut les créances clients et autres débiteurs, les prêts et dépôts de garantie, les créances rattachées à des participations, la trésorerie, les avances en comptes courants consenties à des entités associées ou non consolidées.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est suivi individuellement et est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en résultat et peut être reprise si la valeur recouvrable est amenée à évoluer favorablement sur les exercices suivants.

1.15.3. Placements détenus jusqu'à l'échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, que l'entreprise a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Ces placements sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est suivi individuellement et est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en résultat.

1.15.4. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Ces actifs financiers sont évalués à leur juste valeur avec inscription des variations de juste valeur en résultat.

Cette catégorie couvre :

• Les actifs financiers considérés comme détenus à des fins de transaction, qui comprennent les actifs que le groupe a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus-value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble, et pour lesquels il existe une pratique de cession à court terme ;

• Les actifs désignés explicitement par le groupe lors de leur reconnaissance initiale comme des instruments financiers dont la variation de juste valeur est enregistrée en résultat.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie court terme. Les placements considérés comme des équivalents de trésorerie sont facilement convertibles en un montant de trésorerie soumis à un risque négligeable de changement de valeur et présentent une maturité inférieure à 3 mois. La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

1.17. Actions propres

Les actions propres acquises sont déduites des capitaux propres consolidés. Aucun profit ni perte résultant de l'achat, la vente ou l'annulation des actions n'affecte le compte de résultat.

1.18. Passifs financiers

Les passifs financiers sont répartis entre les deux catégories suivantes : les passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et les passifs financiers au coût amorti.

La catégorie des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat recouvre :

• Les passifs considérés comme détenus à des fins de transaction, qui comprennent les passifs encourus principalement en vue d'être vendus ou rachetés à court terme ;

• Les passifs désignés explicitement par le groupe lors de leur reconnaissance initiale comme des instruments financiers dont la variation à la juste valeur est enregistrée en résultat.

Les passifs financiers du groupe sont constitués essentiellement d'un emprunt, des comptes courants de trésorerie passifs, des concours bancaires de trésorerie, de la dette enregistrée en contrepartie des actifs en location-financement et des dettes d'affacturage. Ils sont évalués au coût amorti.

1.18.1. Dettes d'affacturage

Pour couvrir leurs besoins de trésorerie, certaines filiales du groupe Econocom ont recours à l'affacturage. L'affacturage entraîne, via la subrogation conventionnelle, le transfert de propriété des créances commerciales et de tous les droits associés au profit du cessionnaire. Cela implique qu'il y a transfert du droit à recevoir les flux de trésorerie.

Selon l'IAS 39 – Instruments financiers, si la quasi-totalité des risques et avantages liés à ces créances est transférée au cessionnaire, alors il y a décomptabilisation des créances au bilan du cédant. Sinon, ces créances demeurent au bilan après cession et une dette financière est constatée en contrepartie du cash reçu.

1.19. Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Le groupe utilise un instrument dérivé, un contrat de swap, pour couvrir son exposition aux risques de variation des taux d'intérêt. La politique du groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de couverture d'engagements liés à son activité et non à des fins spéculatives.

Pour les besoins de comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

• Soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme, tel qu'un prêt ou emprunt à taux fixe ou un actif ou passif en devise étrangère.

• Soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables :
– à un actif ou un passif tel que des prêts ou emprunts à taux variables,
– à une transaction future hautement probable,
– ou à un engagement ferme pour une couverture de risque de change.

À la date de mise en place d'une opération de couverture, le groupe désigne de manière formelle l'instrument financier auquel sera appliquée la comptabilité de couverture et documente :

• la relation de couverture,

• l'efficacité de la relation de couverture par la réalisation de tests d'efficacité dès l'initiation et de manière continue durant tous les exercices pour lesquels la couverture a été désignée.

Les instruments de couverture satisfaisant aux critères de comptabilité de couverture sont comptabilisés de la façon suivante :

• Couverture de juste valeur : les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat de la période. L'instrument de couverture et l'instrument couvert sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché.

• Couverture de flux de trésorerie : le profit ou la perte net d'impôt relatif à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé en capitaux propres et la partie inefficace est comptabilisée en compte de résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction affecte le compte de résultat.

1.20. Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) actuelle à l'égard de tiers, provenant d'événements passés, qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice des tiers et que le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Dans le cas de restructurations, une provision est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

Les provisions sont évaluées à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle ; le taux d'actualisation étant déterminé sur base des appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent ainsi que les risques spécifiques du passif en question.

Les passifs éventuels sont ceux dont l'existence doit être confirmée par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous contrôle du groupe ou pour lesquels la sortie de ressource ne peut être évaluée de manière fiable. Ils ne font pas l'objet de provision.

1.20.1. Provisions non courantes

Les principales natures de provisions non courantes sont les suivantes :

• Provisions pour restructuration :
– suite à des opérations de réorganisation lors de rapprochement avec d'autres sociétés ;
– suite à l'apurement de situations défavorables ou abandon d'un secteur d'activité ;
– suite à une amélioration de la productivité.

Ces provisions pour restructuration résultent d'une obligation, d'un engagement de la société vis-à-vis de tiers à la clôture.

• Provisions pour litiges

Ces provisions sont évaluées à hauteur des sorties de ressources probables qu'occasionneront les procès ou litiges en cours dont le fait générateur existait à la date de clôture.

1.20.2. Provisions courantes

Les provisions courantes comprennent principalement les provisions pour litiges et sont évaluées à hauteur des sorties de ressources probables qu'occasionneront les procès ou litiges en cours dont le fait générateur existait à la date de clôture.

Les provisions pour litiges et contentieux comprennent les débours estimés au titre des litiges, contentieux et réclamations de la part des tiers. Elles incluent également les charges relatives aux contentieux de nature sociale et fiscale. Le montant des redressements notifiés fait l'objet d'une provision si la société concernée estime que la prise en compte du bien fondé de sa position dans le contentieux l'opposant aux administrations n'est pas hautement probable. La part des redressements qui ne fait pas l'objet de contentieux est enregistrée en dette dès que le montant est connu.

1.21. Pensions et autres avantages au personnel

Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des indemnités de départ à la retraite. Le groupe offre ces avantages à travers des régimes à cotisations définies (allocations retraite) et à prestations définies (indemnités de départ).

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, l'engagement du groupe Econocom se limite au versement des cotisations prévues au contrat. Les cotisations dues plus de 12 mois après la clôture doivent être actualisées. Le taux d'actualisation est le taux de marché des obligations privées de première catégorie.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, l'employeur s'engage sur le montant ou garantit le niveau des prestations qui seront versées aux employés. Il couvre le risque actuariel (c'est-à-dire que le coût des prestations soit supérieur au coût prévisionnel) et le risque d'investissement (risque que les investissements effectués pour assurer le paiement des prestations soient insuffisants pour assurer lesdits paiements). Le montant des engagements est calculé par des actuaires indépendants.

Les provisions d'indemnités de départ en retraite couvrent l'engagement de retraite du groupe Econocom vis-à-vis de ses salariés français. Cet engagement correspond aux indemnités de fin de carrière prévues par les conventions collectives des sociétés françaises du groupe Econocom. Il est calculé selon la méthode prospective en tenant compte notamment :

- des droits conventionnels en fonction de l'ancienneté acquise;
- du taux de rotation du personnel;
- d'un taux de revalorisation annuel des salaires;
- de l'espérance de vie des salariés déterminée à partir de tables statistiques;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de retraite revu chaque année.

1.22. Produits des activités

Les ventes de biens et de prestations de services effectuées par nos activités sont comptabilisées en chiffre d'affaires lorsqu'il est probable que des avantages économiques iront à l'entreprise et que nous pouvons les évaluer de façon fiable. Le montant des produits des activités ordinaires provenant d'une transaction est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir net de TVA, incluant les rabais, remises et ristournes éventuelles et après élimination des opérations intragroupe.

Les ventes de produits sont comptabilisées lors de la livraison et à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété.

Les prestations de services qui recouvrent plusieurs périodes comptables sont comptabilisées selon la méthode du pourcentage d'avancement. Le pourcentage est obtenu en comparant les coûts cumulés à la clôture par rapport au coût total planifié du projet. S'il apparaît que le total des coûts identifiés va dépasser le prix que le client est disposé à payer, la perte à terminaison est reconnue immédiatement.

Pour l'activité IT Financial Services, l'IAS 17 est la norme appliquée pour la reconnaissance des revenus; celle-ci dépend du type de contrat, comme précisé en note 1.11.

1.23. Autres produits et charges opérationnels non courants

Ce poste regroupe des produits et charges en nombre très limité, inhabituels, peu fréquents, et significatifs au niveau consolidé, que le groupe Econocom présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

1.24. Impôts

Le poste « Impôts » comprend les impôts de l'exercice (impôts à payer sur base du bénéfice imposable et rectifications éventuelles sur années antérieures) et les impôts différés.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode bilancielle du report variable pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et des passifs, à l'exception des cas particuliers prévus par la norme IAS 12 – Impôts sur le résultat et notamment des écarts d'acquisition.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués sur la base des taux d'impôts de l'exercice au cours duquel l'actif

sera réalisé et le passif réglé. Les taux d'impôts utilisés sont ceux qui sont applicables ou quasi-adoptés à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs d'impôts différés sur les différences temporelles déductibles et sur les déficits fiscaux reportables sont comptabilisés dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices imposables futurs est probable.

Les impôts relatifs aux éléments directement reconnus en capitaux propres sont comptabilisés en contrepartie des réserves consolidées.

1.25. Résultat net par action

Le résultat de base par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, c'est-à-dire en tenant compte prorata temporis des actions détenues en autocontrôle.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments financiers donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existantes à la date de clôture et en excluant les instruments antidilutifs.

Les plans d'options de souscription d'actions non dilutifs ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

1.26. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à la date de l'octroi en se basant sur la valeur des instruments de capitaux propres.

La comptabilisation se traduit par une augmentation des capitaux propres de la société et par la constatation d'une charge en frais de personnel.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

Dans le cadre du groupe :

a) Instruments de capitaux propres :

Selon IFRS 2, les options sont évaluées à la date d'octroi. Pour cette évaluation, le groupe applique le modèle de Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue telle que mentionnée dans les contrats ad hoc signés entre chaque bénéficiaire et le groupe. Cette valeur est pondérée par la probabilité, à la clôture, que le bénéficiaire atteigne les objectifs qui conditionnent, le cas échéant, son droit à exercice. La valeur est ensuite comptabilisée en charge de personnel prorata temporis entre la date d'octroi et la date de maturité, c'est-à-dire la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en capitaux propres.

b) Plan International d'Attribution de Phantom Shares :

Les Phantom Shares sont un droit à bonus attribué à tous les salariés du groupe présents le 30 avril 2005 et payable le 31 mars 2008. Ce bonus est conditionné par la présence du salarié au sein du groupe le 31 mars 2008 d'une part et au fait que l'action Econocom atteigne en moyenne au moins 12 € au cours de mars 2008 d'autre part.

Le montant du bonus dû aux salariés éligibles est égal à la différence entre le cours moyen de mars 2008 et 6 €. Si le cours moyen atteint ou dépasse 12 €, le bonus sera égal à la différence entre ce cours moyen et 6 €. Le montant obtenu est ensuite multiplié par 350.

Compte tenu du fait que ce droit est caractérisé par un seuil de déclenchement et donc constitutif d'une option digitale, la modélisation a été confiée à un cabinet d'actuaires indépendant qui a construit un modèle binomial spécifique permettant d'évaluer le bonus à la clôture.

Ce bonus sera payé comme une rémunération classique intégrée dans les fiches de paies et est donc comptabilisé en charges de personnel, après prise en compte des charges sociales spécifiques à chaque pays, avec pour contrepartie une dette au passif.

1.27. Informations sectorielles

Les activités opérationnelles du groupe Econocom sont organisées en domaine d'activité stratégique et gérées suivant la nature des services vendus dans les environnements économiques donnés.

Le premier niveau d'information sectorielle pour le groupe Econocom est le secteur d'activité. Le second niveau d'information est le secteur géographique.

Les résultats, actifs et passifs des secteurs, comprennent les éléments directement ou indirectement attribuables à un secteur d'activité.

Les investissements sectoriels correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés aux conditions normales du marché.

Les secteurs d'activité du premier niveau d'information sectorielle sont les suivants :

• **IT Financial Services :** financement des infrastructures informatiques et télécoms des entreprises.

• **Managed Services :**
– Prestations complètes de gestion des ressources informatiques distribuées : services de conseil, d'infogérance et de support.
– Pour les entités A2Z, une offre de services spécifiques aux besoins des PME-PMI : gestion complète des postes de travail et des moyens de communication facturée sur la base d'un coût mensuel par utilisateur.

• **Products and Solutions :** prestations allant de la vente de commodités (PC, serveurs, imprimantes et licences) à l'intégration de systèmes.

• **Telecom Services :** prestations complètes de gestion des ressources télécoms.

Le groupe Econocom représente son secteur secondaire en cinq secteurs géographiques : France, Belgique/Luxembourg, Pays-Bas, Europe du Sud (Espagne, Italie) et autres pays.

L'information sectorielle du groupe Econocom est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour établir et présenter les états financiers consolidés.

1.28. Autres informations

La notion d'actifs et de passifs courants s'entend pour des actifs et passifs que l'entité s'attend à pouvoir réaliser ou régler :

• Soit dans le cadre du cycle normal de son exploitation ;

• Soit dans les douze mois suivant la date de clôture.

2. Variation du périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du groupe Econocom établis au 31 décembre 2007 incluent les comptes des sociétés dont la liste est donnée dans la note 3 - État des filiales.

Les incidences sur la trésorerie des variations significatives de la période sont présentées dans la note 34.

2.1. Entrées dans le périmètre de consolidation et augmentation de pourcentage d'intérêts sur l'exercice 2007

2.1.1. Acquisitions

La société Econocom Products and Solutions SAS a acquis :

• 93,32 % de la société Alliance Support Services (SA) ;

• le fonds de commerce Entreprises de The Phone House France.

La société Econocom Managed Services SAS a acquis la société Kentron. La société Kentron a ensuite fusionné avec la société Synopse.

La société Econocom Locazione SPA a acquis 100 % de la société de location de matériel informatique Tecnolease en Italie, fin novembre 2007.

2.1.2. Création d'entreprise

La société Asystel SAS a été créée en décembre 2007 pour héberger une des activités françaises d'Econocom Telecom Services. Cette société est détenue à 100 % par la société Econocom Products and Solutions SAS (France).

2.1.3. Augmentation de pourcentage d'intérêts

Econocom Locazione Italia SPA a acquis 5 % complémentaires de la société Aperleasing, portant ainsi sa participation à 100 %. La société Aperleasing a ensuite fusionné avec la société Econocom Locazione SPA.

Econocom Managed Services SA/NV a porté sa participation à 100 % dans :

- Econocom Products and Solutions SAS (France) ;
- Econocom Telecom Services SA/NV.

2.1.4. Diminutions de pourcentage d'intérêts

La société Econocom Group SA/NV a cédé 20 % de sa participation dans Econocom GmbH à ses managers locaux.

2.1.5. Restructurations internes sans impact en consolidation

Dans le cadre de la poursuite de la rationalisation des structures juridiques des sociétés détenant directement ou indirectement des participations, les opérations suivantes ont été réalisées :

- Absorption d'Aperleasing par Econocom Locazione SPA ;
- Cession d'Econocom Location à Econocom Financial Services International BV ;
- Cession d'Econocom PSF SA à Econocom Group SA/NV ;
- Cession d'Econocom Telecom Services BV à Econocom Products and Solutions BV.

2.2. Entrées dans le périmètre de consolidation et augmentation de pourcentage d'intérêts sur l'exercice 2006

2.2.1 Acquisitions

La société Econocom Products and Solutions SAS a acquis en septembre 2006 le fonds de commerce de la société Avenir Telecom, spécialisée dans la fourniture de services de téléphonie mobile aux entreprises dans le sud est de la France.

2.2.2. Création d'entreprise

Une holding hollandaise pour l'activité IT Financial Services a été créée en novembre 2006, EFS International BV, détenue à 100 % par Econocom Group SA/NV. Cette holding a repris la participation d'Econocom Group dans Econocom Nederland BV.

2.2.3. Augmentation de pourcentage d'intérêts

Econocom Managed Services SA/NV a racheté 22,1 % d'intérêts minoritaires d'Econocom Telecom Services au 30 juin 2006. Econocom Managed Services SA/NV détient désormais 96,68 % de cette société. Un complément de prix sera payé en avril 2007.

Econocom Group SA/NV a acquis 35 % du capital de Econocom Albis GmbH. Sa participation s'élève ainsi à 100 % au 31 décembre 2006.

2.2.4. Cession et diminutions de pourcentage d'intérêts

2.2.4.1. Cession

La société Econocom Services BV, société hollandaise spécialisée dans les services « Grands Systèmes » notamment pour IBM, a été cédée en juin 2006. Elle ne faisait pas partie du cœur de métier d'Econocom.

2.2.4.2. Liquidation

La société française Econocom.com SA a été liquidée en décembre 2006. Elle n'avait plus d'activité depuis 2003.

2.2.5. Restructurations internes sans impact en consolidation

Dans le cadre de la poursuite de la rationalisation des structures juridiques des sociétés détenant directement ou indirectement des participations, les opérations suivantes ont été réalisées :

- Cession d'Econocom Nederland BV à Econocom Financial Services International BV ;
- Cession d'Econocom Luxembourg SA à Econocom Lease SA.

3. État des filiales

Entreprises consolidées par intégration globale

Nom	Siège	N° de TVA	Fraction du capital 2007	Fraction du capital 2006	Détenu par
Econocom SAS	Clichy	FR 653 269 667 77	100 %	99,99 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Location SAS	Clichy	FR 513 324 398 68	100 %	100 %	EFS International BV
					Econocom Lease SA/NV
Atlance France SAS	Clichy	FR 774 408 146 14	100 %	100 %	Econocom Location SAS
G.I.E. Econocom	Clichy	FR 104 082 368 83	41,67 %	41,67 %	Econocom Group SA/NV
			58,33 %	58,33 %	Econocom SAS
Econocom Products and Solutions BELUX SA/NV	Bruxelles	BE 042 685 15 67	100 %	99,99 %	Econocom Group SA/NV
				0,01 %	Econocom Managed Services SA/NV
Econocom Managed Services SA/NV	Bruxelles	BE 043 209 34 28	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Telecom Services SA/NV	Bruxelles	BE 045 618 46 64	100 %	96,68 %	Econocom Managed Services SA/NV
Econocom Telecom Sprl	Bruxelles	BE 047 836 11 41	100 %	100 %	Econocom Telecom Services SA/NV
Atlance SA/NV	Bruxelles	BE 047 648 96 35	99,93 %	99,93 %	Econocom Lease SA/NV
			0,07 %	0,07 %	Econocom Managed Services SA/NV
Econocom PSF SA (anciennement Econocom Products and Solutions Luxembourg SA)	Luxembourg	LU 181 844 17	0,08 %	100 %	Econocom Products and Solutions Belux SA/NV
			99,92 %		Econocom Group SA/NV
Econocom Luxembourg SA	Luxembourg	LU 134 543 64	100 %	100 %	Econocom Lease SA/NV
Econocom Lease SA/NV	Bruxelles	BE 043 132 17 82	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Nederland BV	Houten	NL 007 552 506 B01	100 %	100 %	EFS International BV
Econocom GmbH (anciennement Econocom Albis Gmbh)	Isenburg	DE 225 258 231	80 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Expert International Holding BV	Houten	NL 007 552 506 B02	50,1 %	50,1 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Products Services BV	Houten	NL 007 552 506 B01	100 %	100 %	Econocom Nederland BV
Econocom UK Ltd	Chertsey	GB 386 394 113	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom SA (Espagne)	Madrid	ES A78 017 282	100 %	99,98 %	Econocom Group SA/NV
				0,02 %	Econocom SAS
Econocom Locazione Italia SPA	Milan	IT 076 558 901 55	93,57 %	93,57 %	Econocom Group SA/NV
			6,43 %	6,43 %	Econocom SAS
Aperleasing (1)	Milan			95 %	Econocom Locazione Italia SPA
Tecnolease SPA	Milan	IT 038 225 409 63	100 %		Econocom Locazione Italia SPA
Econocom USA Inc	Memphis		100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Promodata France SA	Clichy	FR 953 114 632 77	100 %	100 %	Econocom Nederland BV
Promodata SNC	Clichy	FR 333 929 453 58	100 %	100 %	Econocom Promodata France SA
Econocom Products and Solutions SAS	Les Ulis	FR 953 315 664 30	100 %	99,56 %	Econocom Managed Services SA/NV
Econocom Managed Services SAS	Les Ulis	FR 083 422 331 03	100 %	100 %	Econocom Products and Solutions SAS
Synopse SAS	Les Ulis	FR 064 009 426 11	100 %	100 %	Econocom Managed Services SAS
SCI Alexandre	Les Ulis	FR 713 789 003 85	99,90 %	99,90 %	Econocom Products and Solutions SAS
Econocom France SAS	Clichy	FR 804 395 782 53	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
Econocom Telecom Services SAS (anciennement Infoconseil SARL)	Clichy	FR 503 532 352 45	100 %	100 %	Econocom Products and Solutions SAS
Alliance Support Services SA	Les Ulis	FR 464 513 670 72	93,32 %		Econocom Products and Solutions SAS
Asystel SAS	Clichy	FR185 017 211 53	100 %		Econocom Products and Solutions SAS
Econocom Telecom BV	Houten	NL 811 786 109 b01	100 %		Econocom Products Services BV
				100 %	Econocom Telecom Services SA/NV
A2Z Holding NV	Bruxelles	BE 044 560 86 94	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV
A2Z Solutions NV	Bruxelles	BE 044 848 72 20	100 %	100 %	A2Z Holding NV
Data Networks France SARL	Clichy	FR 314 141 463 24	100 %	100 %	A2Z Holding NV
EFS International BV	Houten	NL 817 289 094 B01	100 %	100 %	Econocom Group SA/NV

(1) Liquidée au 31/12/2007

4. Informations sectorielles

4.1. Information par secteur d'activité

La contribution de chaque secteur d'activité aux comptes du groupe est détaillée ci-après :

(en milliers €)	IT Financial Services		Products and Solutions	
	2007	2006	2007	2006
Chiffre d'affaires				
Chiffre d'affaires externe	344 115	279 775	190 050	187 646
Chiffre d'affaires interne	4 589	4 721	19 807	21 659
Total chiffre d'affaires	**348 704**	**284 496**	**209 857**	**209 305**
Résultat				
Résultat opérationnel courant par segment	**15 315**	**9 745**	**3 279**	**4 194**
Résultat opérationnel par segment	**15 397**	**9 929**	**3 279**	**4 194**
Charges d'intérêt	(65)	(43)	(342)	(52)
Produits d'intérêt	293			
Résultat financier	**228**	**(43)**	**(342)**	**(52)**
Impôt sur les sociétés	(4 426)	(3 792)	129	847
Résultat des activités abandonnées	(294)	94		
Résultat net	**10 905**	**6 393**	**3 066**	**4 989**
Total Actifs Courants Consolidés	**150 447**	**150 037**	**48 666**	**43 116**
Total Passifs Courants Consolidés	**97 500**	**105 865**	**49 065**	**46 518**
Total Bilan	**161 594**	**157 726**	**59 668**	**54 007**
Dépenses d'investissement	(252)	(213)	(412)	(208)
Écart d'acquisition	(759)	(295)		
Amortissement	(320)	(3 851)	(327)	(333)
Perte de valeur sur écarts d'acquisition				
Autres produits et charges non décaissées	(1 187)	1 769	255	282

La catégorie « Autres sociétés » inclut Econocom Group (société mère), des sociétés immobilières (SCI Alexandre) et des filiales de moyens (les holdings Econocom France SAS, Econocom SAS, GIE Econocom, Infoconseil).
Dans les « autres informations », les informations bilancielles relatives à l'activité Telecom Services ont été déterminées selon une méthode statistique au prorata du chiffre d'affaires de l'activité.

Managed Services		Telecom Services		Autres sociétés		Total consolidé	
2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
133 958	99 446	32 511	22 437	30	501	700 664	589 805
14 215	6 141	746	3 373	17 143	17 179	56 500	53 073
148 173	**105 587**	**33 257**	**25 810**	**17 173**	**17 680**	**700 664**	**589 805**
6 146	**3 152**	**527**	**124**	**(817)**	**(750)**	**24 450**	**16 465**
5 747	**1 006**	**259**	**124**	**(897)**	**(758)**	**23 785**	**14 495**
(131)	(139)					(538)	(234)
	225			8	1	301	226
(131)	**86**	**0**	**0**	**8**	**1**	**(237)**	**(8)**
(1 355)	(1 462)	(2)	67	439	(78)	(5 215)	(4 418)
						(294)	94
4 261	**(575)**	**257**	**191**	**(450)**	**(835)**	**18 039**	**10 163**
42 959	**15 782**	**3 483**	**3 121**	**13 452**	**45 329**	**259 007**	**257 385**
49 163	**38 505**	**3 605**	**3 375**	**10 437**	**9 443**	**209 770**	**203 706**
63 720	**32 035**	**5 532**	**3 976**	**25 260**	**57 217**	**315 774**	**304 961**
(1 160)	(891)	(113)	(187)	(785)	(1 256)	(2 722)	(2 755)
(8 004)		(782)	(1 600)			(9 545)	(1 895)
(1 146)	(1 105)	(52)	(261)	(688)	(642)	(2 533)	(6 192)
(363)		(248)				(611)	
165	446	(31)	17	(453)	(21)	(1 251)	2 493

4.2. Informations par secteur géographique

Pour l'information sectorielle sur la base des secteurs géographiques, les produits, les actifs et les investissements sectoriels sont répartis selon la localisation des entités juridiques.

1) par zone de clientèle

(en milliers €)	Chiffre d'affaires	
	2007	2006
Belgique	189 968	164 519
Pays-Bas	60 782	58 919
France	351 708	302 496
Europe du Sud (Espagne, Italie)	69 381	41 324
Autres pays	28 825	22 547
Total	**700 664**	**589 805**

2) par zone de localisation des actifs

(en milliers €)	Actifs courants		Dépenses d'investissement		Écart d'acquisition	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Belgique	61 214	58 518	(758)	(1 611)		(335)
Pays-Bas	21 714	19 417	(52)	(157)		
France	144 870	153 080	(1 762)	(2 208)	(8 786)	(1 265)
Europe du Sud (Espagne, Italie)	19 900	14 475	(55)	(21)	(759)	
Autres pays	11 309	11 895	(95)	(4)		(295)
Total	**259 007**	**257 385**	**(2 722)**	**(4 001)**	**(9 545)**	**(1 895)**

5. Immobilisations incorporelles 2007

(en milliers €)	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Coût d'acquisition			
Valeur brute au 31 décembre 2006	*6 982*	*506*	*7 488*
Acquisitions	958		958
Cessions	(65)		(65)
Variations de périmètre	122		122
Valeur brute au 31 décembre 2007	**7 997**	**506**	**8 503**
Amortissements et pertes de valeur			
Amortissements cumulés au 31 décembre 2006	*(5 541)*	*(506)*	*(6 047)*
Dotation	(776)		(776)
Reprise sur perte de valeur	101		101
Cessions	65		65
Variations de périmètre	(88)		(88)
Amortissements cumulés au 31 décembre 2007	**(6 239)**	**(506)**	**(6 745)**
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	**1 441**	**0**	**1 441**
Valeur nette comptable au 31 décembre 2007	**1 758**	**0**	**1 758**

5. Immobilisations incorporelles 2006

(en milliers €)	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Coût d'acquisition			
Valeur brute au 31 décembre 2005	*6 055*	*506*	*6 561*
Acquisitions	1 256		1 256
Cessions	(328)		(328)
Transferts et autres	(1)		(1)
Valeur brute au 31 décembre 2006	**6 982**	**506**	**7 488**
Amortissements et pertes de valeur			
Amortissements cumulés au 31 décembre 2005	*(5 178)*	*(506)*	*(5 684)*
Dotation	(685)		(685)
Cessions	321		321
Transferts et autres	1		1
Amortissements cumulés au 31 décembre 2006	**(5 541)**	**(506)**	**(6 047)**
Valeur nette comptable au 31 décembre 2005	**877**	**0**	**877**
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	**1 441**	**0**	**1 441**

6. Écarts d'acquisition

Pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition ont été alloués comme suit entre les différentes Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)

(en milliers €)	Année d'acquisition	Valeur nette au 31/12/05	Variation de périmètre 2006	Autres	Valeur brute au 31/12/06
Products and Solutions Belgique		**461**	**0**	**0**	**461**
PLI	2000	461			461
Telecom Services France		**8 259**	**1 301**	**(36)**	**9 524**
The Phone House	2007				
Avenir Telecom	2006		1 246		1 246
JCA	2005	757		3	760
Signal Service	2004	7 502	55	(39)	7 518
Telecom Services Belgique		**744**	**335**	**0**	**1 079**
CHanSE	2004	744	335		1079
Managed Services France		**413**	**0**	**0**	**413**
Alliance Support Services	2007				
Kentron	2007				
Synopse	2003	413			413
Managed Services Belgique		**761**	**0**	**0**	**761**
SX Consultants NV/SA	2002	656			656
CSI	2000	105			105
A2Z		**3 104**	**0**	**0**	**3 104**
A2Z Holding	2005	3 104			3 104
Managed Services Pays-Bas		**248**	**0**	**0**	**248**
For Connected	2005	248			248
IT Financial Services Italie		**0**	**0**	**0**	**0**
Aperleasing	2007				
Tecnolease	2007				
IT Financial Services Allemagne		**0**	**295**	**0**	**295**
Econocom Albis GmbH	2006		295		295
IT Financial Services France		**671**	**0**	**0**	**671**
France Location	1996	671			671
Total		**14 661**	**1 931**	**(36)**	**16 556**

Perte de valeur au 31/12/06	Valeur nette au 31/12/06	Variation de périmètre 2007	Autres	Valeur brute au 31/12/07	Perte de valeur au 31/12/07	Valeur nette au 31/12/07
0	**461**	**0**	**0**	**461**	**0**	**461**
	461			461		461
0	**9 524**	**782**	**0**	**10 306**	**0**	**10 306**
		782		782		782
	1 246			1 246		1 246
	760			760		760
	7 518			7 518		7 518
0	**1 079**	**0**	**41**	**1 120**	**0**	**1 120**
	1 079		41	1 120		1 120
0	**413**	**8 004**	**10**	**8 427**	**0**	**8 427**
		7 306		7 306		7 306
		698		698		698
	413		10	423		423
0	**761**	**0**	**0**	**761**	**0**	**761**
	656			656		656
	105			105		105
0	**3 104**	**0**	**0**	**3 104**	**(363)**	**2 741**
	3 104			3 104	(363)	2 741
0	**248**	**0**	**0**	**248**	**(248)**	**0**
	248			248	(248)	0
0	**0**	**759**	**0**	**759**	**0**	**759**
		4		4		4
		755		755		755
0	**295**	**0**	**0**	**295**	**0**	**295**
	295			295		295
0	**671**	**0**	**0**	**671**	**0**	**671**
	671			671		671
0	**16 556**	**9 545**	**51**	**26 152**	**(611)**	**25 541**

Les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition liés aux UGT Telecom et A2Z ont été soumis conformément à la note 1.12 : Principes comptables – Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé n'ont pas fait apparaître de perte de valeur significative au 31 décembre 2007 sauf pour la société Econocom Telecom BV (anciennement For Connected Services BV) dont l'écart d'acquisition a été intégralement déprécié sur l'exercice (248 K€).

Par ailleurs, suite à la location du fonds de commerce A2Z Solutions à la société Econocom Managed Services SA/NV, A2Z Solutions dégage dorénavant des bénéfices. Ce bénéfice et les bénéfices futurs s'affectent sur les reports déficitaires fiscaux et il est nécessaire de constater un impôt différé actif notamment sur les reports déficitaires fiscaux acquis lors de la prise de participation en 2005. Une réallocation partielle de l'écart d'acquisition (363 K€) a été opérée en impôt différé actif.

Les principaux écarts d'acquisition comptabilisés sur l'exercice 2007 résultent des acquisitions suivantes :

- Société Alliance Support Services : 7 306 K€

En janvier 2007, le groupe a acquis la société Alliance Support Services avec plus de 450 collaborateurs. Cette société est un des leaders de la maintenance tierce partie en France. Cette acquisition complète l'offre d'Econocom en termes de services support et de maintenance de proximité appliqués aux infrastructures informatiques.

La société a été intégrée opérationnellement dans l'activité Managed Services.

Une étude a été menée sur la pertinence d'affecter à certains actifs tout ou partie de l'écart d'acquisition d'origine.

Au vu de la bonne performance financière de cette entité, il a été décidé d'affecter la totalité des déficits reportables d'Alliance Support Services à la date d'acquisition en impôt différé actif (1 197K€) et de réduire d'autant l'écart d'acquisition dont la valeur résiduelle s'élève à 7 306 K€.

- Pôle Entreprise de The Phone House France : 782 K€

En février 2007, le groupe a acquis le pôle Entreprise de The Phone House en France avec 21 collaborateurs. Cette opération a permis de renforcer l'activité Telecom Services d'Econocom en complétant l'activité du groupe en matière de gestion et d'infogérance de lignes.

Il n'est pas apparu pertinent d'affecter une quote-part de l'écart d'acquisition d'origine.

- Société Kentron en France : 698 K€

En février 2007, le groupe a acquis la société Kentron France et intégré 11 nouveaux collaborateurs. Cette société est spécialisée dans le conseil en gouvernance informatique et en gestion de services. Elle a été intégrée dans le pôle Consulting de notre activité Managed Services.

Il n'est pas apparu pertinent d'affecter une quote-part de l'écart d'acquisition d'origine.

- Société Tecnolease : 755 K€

En novembre 2007, le groupe a acquis la société Tecnolease, société italienne spécialisée en location de matériel informatique. Cette opération permet à Econocom de conforter sa place de numéro 2 sur le marché italien.

Après étude, une quote-part de l'écart d'acquisition d'origine a été affectée à l'actif à l'intérêt résiduel des matériels donnés en location (987 K€).

La méthode de détermination de la valeur recouvrable des UGT auxquelles ont été affectés les écarts d'acquisition dont les valeurs au bilan sont significatives est exposée ci-après.

UGT « Telecom Services »

La valeur recouvrable des UGT Telecom Services a été déterminée par un calcul de valeur d'utilité suivant la méthode D.C.F. Ce calcul a été réalisé sur la base de projections de flux de trésorerie sur une période de quatre ans issue des plans et budgets approuvés par le management. Le taux d'actualisation retenu a été fixé à 12 % pour l'UGT Telecom Services Belgique et à 8,5 % pour l'UGT Telecom Services France. Les flux de trésorerie au-delà de l'horizon de prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini de 3 %. Ce taux de croissance est cohérent avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opèrent les entités de l'UGT, ainsi qu'avec leurs positions concurrentielles sur ces marchés.

Une analyse de sensibilité de calcul à la variation des paramètres clés n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

UGT « A2Z »

La valeur recouvrable des UGT A2Z a été déterminée par un calcul de valeur d'utilité suivant la méthode D.C.F. Ce calcul a été réalisé sur la base de projections de flux de trésorerie sur une période de six ans issue des plans et budgets approuvés par le management. Le taux d'actualisation retenu a été fixé à 8,5 %. Les flux de trésorerie au-delà de l'horizon de prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini de 3 %. Ce taux de croissance est cohérent avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opèrent les entités de l'UGT, ainsi qu'avec leurs positions concurrentielles sur ces marchés.

Une analyse de sensibilité de calcul à la variation des paramètres clés n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

7. Immobilisations corporelles 2007

Les mouvements de l'exercice 2007 relatifs à la valeur brute des immobilisations corporelles et des amortissements correspondants peuvent être résumés comme suit :

(en milliers €)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations données en location [1]	Total
Coût d'acquisition						
Valeur brute au 31 décembre 2006	*8 306*	*6 665*	*3 982*	*1 123*	*27 294*	*47 370*
Acquisitions	150	1 314	156	142	32 332	34 094
Cessions		(256)	(145)	(1)	(38 292)	(38 694)
Variation de périmètre		767	273			1 040
Écarts de conversion		(1)			(8)	(9)
Transferts et autres	(383)	2 118	(1 759)	(968)	(18 228)	(19 220)
Valeur brute au 31 décembre 2007	**8 073**	**10 607**	**2 507**	**296**	**3 098**	**24 581**
Amortissements et pertes de valeur						
Amortissements cumulés au 31 décembre 2006	*(3 387)*	*(4 763)*	*(3 147)*	*(1 043)*	*(25 074)*	*(37 414)*
Dotations	(339)	(1 287)	(215)	(47)	(3 074)	(4 962)
Reprises	12		27		1 558	1 597
Acquisitions						
Cessions		189	77	2	5 813	6 081
Variations de périmètre		(513)	(202)			(715)
Écart de conversion		1			8	9
Transferts et autres	338	(1 760)	1 410	1 004	18 228	19 220
Amortissements cumulés au 31 décembre 2007	**(3 376)**	**(8 133)**	**(2 050)**	**(84)**	**(2 541)**	**(16 184)**
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	**4 919**	**1 902**	**835**	**80**	**2 220**	**9 956**
Valeur nette comptable au 31 décembre 2007	**4 697**	**2 474**	**457**	**212**	**557**	**8 397**

(1) Les immobilisations données en location concernent uniquement du matériel informatique classé en mobilier et matériel roulant lorsqu'il est détenu en propre, c'est-à-dire non refinancé par le groupe auprès d'un organisme de refinancement.

7. Immobilisations corporelles 2006

Les mouvements de l'exercice 2006 relatifs à la valeur brute des immobilisations corporelles et des amortissements correspondants peuvent être résumés comme suit :

(en milliers €)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations données en location[1]	Total
Coût d'acquisition						
Valeur brute au 31 décembre 2005	*8 532*	*6 775*	*4 005*	*397*	*35 559*	*55 268*
Acquistions	28	850	464	906	131 146	133 394
Cessions	(217)	(767)	(773)	(180)	(139 412)	(141 349)
Variation de périmètre						
Écarts de conversion					1	1
Transferts et autres	(37)	(193)	286			56
Valeur brute au 31 décembre 2006	**8 306**	**6 665**	**3 982**	**1 123**	**27 294**	**47 370**
Amortissements et pertes de valeur						
Amortissements cumulés au 31 décembre 2005	*(2 970)*	*(4 761)*	*(3 122)*	*(57)*	*(32 841)*	*(43 751)*
Dotations	(445)	(845)	(415)	(1 049)	(3 270)	(6 024)
Reprises	12	52	6		475	545
Dotations sur perte de valeur						
Reprises sur perte de valeur						
Acquisitions		(21)				(21)
Cessions		698	635	63	11 350	12 746
Variations de périmètre						
Écart de conversion					(1)	(1)
Transferts et autres	16	114	(251)		(787)	(908)
Amortissements cumulés au 31 décembre 2006	**(3 387)**	**(4 763)**	**(3 147)**	**(1 043)**	**(25 074)**	**(37 414)**
Valeur nette comptable au 31 décembre 2005	**5 562**	**2 014**	**883**	**340**	**2 718**	**11 517**
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	**4 919**	**1 902**	**835**	**80**	**2 220**	**9 956**

(1) Les immobilisations données en location concernent uniquement du matériel informatique classé en mobilier et matériel roulant lorsqu'il est détenu en propre, c'est-à-dire non refinancé par le groupe auprès d'un organisme de refinancement.

8. Immeuble de placement

Une des filiales françaises du groupe détient un immeuble à usage de bureaux, sis aux Ulis, en région parisienne. Il est loué à des sociétés extérieures au groupe.

Les mouvements des exercices 2007 et 2006 relatifs à la valeur brute de l'immeuble de placement et des amortissements correspondants peuvent être résumés comme suit :

(en milliers €)	2007	2006
Valeur brute	1 279	1 279
Amortissements	(738)	(727)
Dotation de l'exercice	*(11)*	*(28)*
Total	**541**	**552**

La valeur brute de l'immeuble de placement se répartit selon les composants suivants :

	Répartition	Taux d'amortissement
Gros œuvre	30 %	2 %
Façades	15 %	3,33 %
Installations générales et techniques	30 %	6,66 %
Agencement	25 %	10 %

L'amortissement pratiqué est linéaire.

	2007	2006
Produits des loyers sur le compte de résultat	116	116

La valeur nette comptable de l'immeuble, d'une surface utile de 780 m² – avec 28 parkings –, est au 31 décembre 2007 de 541 K€.

Une expertise indépendante, réalisée en décembre 2000, avait évalué la valeur vénale de l'immeuble à 900 K€. Compte tenu de l'évolution générale positive du marché de l'immobilier en région parisienne sur ces dernières années, mais de l'existence de surfaces et d'entrepôts libres dans la zone concernée, l'ordre de grandeur de cette évaluation de bureaux est considéré comme toujours valable.

9. Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent de la façon suivante :

(en milliers €)	Participations dans des sociétés non consolidées	Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location (1)	Autres immobilisations financières	Total
Solde au 31 décembre 2005	**2**	**4 567**	**8 040**	**12 609**
Augmentation		184	5 708	5 892
Remboursements		(1 741)	(3 729)	(5 470)
Dépréciations nettes			3	3
Retraitement à la juste valeur			717	717
Autres mouvements		(1 434)	11	(1 423)
Solde au 31 décembre 2006	**2**	**1 576**	**10 750**	**12 328**
Augmentation		395	406	801
Remboursements		(238)	(2 903)	(3 141)
Variations de périmètre		608	889	1 497
Écart de conversion		(2)		(2)
Retraitement à la juste valeur			1 510	1 510
Solde au 31 décembre 2007	**2**	**2 339**	**10 652**	**12 993**

(1) Diminuée de la valeur de rachat

Les autres immobilisations financières concernent des dépôts et cautionnements et les parts détenues par Econocom Group dans le fonds commun de placement à risques MBO Capital FCPR.

Depuis octobre 2002, le groupe a investi 4 674 K€ dans ce fonds et s'est engagé irrévocablement à y investir jusqu'à 5 000 K€.

Il s'agit d'un placement à horizon 10 ans, dont le rendement attendu est supérieur au taux de placement sans risque mais sans garantie ; en contrepartie il n'y a pas de liquidités. Les fonds peuvent être appelés jusqu'en mars 2008. Le montant restant à appeler s'élève à 326 K€.

En 2007, le groupe Econocom a reçu 1 173 K€ de remboursement. L'évaluation de fonds commun de placement à risques, dans les comptes consolidés, est faite, en l'absence d'une évaluation à la valeur de marché disponible pour ce fonds, à sa valeur d'inventaire arrêtée au 31 décembre.

La comptabilisation à la juste valeur du MBO a conduit à une appréciation de 1 510 K€ de la valeur comptable du fonds constatée en capitaux propres.

Les autres immobilisations financières se répartissent comme suit :

Autres immobilisations financières	MBO Capital	Dépôts et cautionnements	Total
Solde au 31 décembre 2006	**4 577**	**6 173**	**10 750**
Augmentation		406	406
Remboursements	(1 173)	(1 730)	(2 903)
Variations de périmètre		889	889
Retraitement à la juste valeur	1 510		1 510
Solde au 31 décembre 2007	**4 914**	**5 738**	**10 652**

Échéancier des immobilisations financières comme suit :

2007	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans
Participation dans des sociétés non consolidées			2
Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location		2 339	
MBO Capital		4 914	
Dépôts de garantie - affacturage	4 328		
Autres dépôts et cautionnements	4	833	573
Total 2007 - par échéance	**4 332**	**8 086**	**575**

2006	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans
Participation dans des sociétés non consolidées			2
Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location		1 576	
MBO Capital		4 577	
Dépôts de garantie - affacturage	4 168		
Autres dépôts et cautionnements	853	863	289
Total 2006 - par échéance	**5 021**	**7 016**	**291**

Analyse de la rubrique « Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location »

La différence positive calculée contrat par contrat entre la valeur future des équipements long et court terme et la valeur résiduelle financière est portée en immobilisations financières pour la partie supérieure à 12 mois et en autres débiteurs pour la partie inférieure à 12 mois (Référence bilan 10-2).

	2007	2006
Long terme	2 339	1 576
Court terme	1 401	1 248
Valeur nette totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	**3 740**	**2 824**

Les valeurs nette et brute de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location s'analysent suivant l'échéancier comme suit :

2007	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total
Valeur brute totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	4 851	14 964	2 723	22 538
Valeur résiduelle financière	(3 450)	(12 625)	(2 723)	(18 798)
Valeur nette totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	**1 401**	**2 339**	**–**	**3 740**

2006	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total
Valeur brute totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	4 073	12 092	2 356	18 521
Valeur résiduelle financière	(2 825)	(10 516)	(2 356)	(15 697)
Valeur nette totale de la valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location	**1 248**	**1 576**	**–**	**2 824**

10. Créances à long terme

(en milliers €)

Créances à long terme	2007	2006
Créances fiscales à long terme	100	1 385
Autres créances à long terme	1 514	1 501
Total	**1 614**	**2 886**

Par échéance	2007	2006
1 an < x < 5 ans	698	1 780
> 5 ans	916	1 106
Total	**1 614**	**2 886**

Les autres créances correspondent principalement :

- aux prêts à des organismes dédiés à la contribution à l'effort de construction pour 677 K€ ;
- à une créance de 114 K€ liée à la cession d'Econocom Services BV dont la recouvrabilité est fixée au 1er janvier 2009 ;
- à une créance actualisée de 723 K€ sur une société française sortie d'un redressement judiciaire par un plan de continuation. Ce plan s'inscrit sur une période de 10 ans.

11. Actifs et passifs détenus en vue d'être vendus

(en milliers €)

Nature des actifs et passifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2007	Actif	Passif
Econocom USA Inc.	13	74
Total	**13**	**74**

Nature des actifs et passifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2006	Actif	Passif
Econocom USA Inc.	14	82
Total	**14**	**82**

Activités abandonnées au 31 décembre 2007	Résultat des activités abandonnées
Econocom USA Inc.	11
Econocom Suisse	(305)
Charges des activités abandonnées	**(294)**
Résultat avant impôts des activités abandonnées	**(294)**
Impôts sur le résultat des activités abandonnées	**0**
Résultat net des activités abandonnées	**(294)**

Activités abandonnées au 31 décembre 2006	Résultat des activités abandonnées
Econocom USA Inc.	180
Econocom Suisse	(86)
Produits des activités abandonnées	**94**
Résultat avant impôts des activités abandonnées	**94**
Impôts sur le résultat des activités abandonnées	**0**
Résultat net des activités abandonnées	**94**

12. Stocks

(en milliers €)	2007			2006		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Équipement en cours de refinancement	2 641	(1)	2 640	1 155		1 155
Autres stocks	7 204	(1 612)	5 592	4 304	(283)	4 021
Matériel informatique et de téléphonie	*3 265*	*(285)*	*2 980*	*3 585*	*(225)*	*3 360*
Pièces détachées	*3 939*	*(1 327)*	*2 612*	*719*	*(58)*	*661*
Total	**9 845**	**(1 613)**	**8 232**	**5 459**	**(283)**	**5 176**

Variation de stocks

	Au 31/12/2006	Variation de stocks	Variation de périmètre	Autres variations	Au 31/12/2007
Équipement en cours de refinancement	1 155	105	1 351	30	2 641
Autres stocks	4 304	(467)	3 399	(32)	7 204
Matériel informatique et de téléphonie	*3 585*	*(288)*		*(32)*	*3 265*
Pièces détachées	*719*	*(179)*	*3 399*		*3 939*
Total	**5 459**	**(362)**	**4 750**	**(2)**	**9 845**

Perte de valeur sur stocks

	Au 31/12/2006	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Au 31/12/2007
Équipement en cours de refinancement	0	(1)			(1)
Autres stocks	(283)	(198)	126	(1 288)	(1 612)
Matériel informatique et de téléphonie	*(225)*	*(158)*	*67*		*(285)*
Pièces détachées	*(58)*	*(40)*	*59*	*(1 288)*	*(1 327)*
Total	**(283)**	**(199)**	**126**	**(1 288)**	**(1 613)**

13. Clients

(en milliers €)	2007	2006
Clients - valeur brute	**170 359**	**159 142**
Clients refinanceurs	50 063	59 427
Autres clients	120 296	99 715
Perte de valeur sur créances douteuses	**(6 259)**	**(3 510)**
Valeur nette	**164 100**	**155 632**

Les clients refinanceurs sont des établissements financiers, filiales de banques.

Le règlement intervient dans les deux semaines suivant la cession.

Les variations de périmètre 2007 impactent les « autres clients » pour un montant de 11 548 K€.

Les montants importants des créances vis-à-vis des refinanceurs sont liés à la forte activité en décembre d'IT Financial Services.

	Au 31/12/2006	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Autres variations	Au 31/12/2007
Perte de valeur sur créances douteuses	(3 510)	(3 320)	595	(24)		(6 259)

Une réduction de valeur des créances est enregistrée dès lors qu'un doute sérieux existe sur la recouvrabilité de ces créances.

14. Autres débiteurs et autres actifs courants

(en milliers €)	2007	2006
Créances de TVA	3 630	1 966
Fournisseurs débiteurs	2 166	1 879
Partie court terme de la valeur résiduelle des actifs donnés en location	1 401	1 248
Avances aux agents	874	1 114
Créances d'affacturage	4 161	911
Autres débiteurs	4 342	3 213
Autres débiteurs	**16 574**	**10 331**

La partie court terme de la valeur résiduelle des actifs donnés en location était en immobilisation financière en 2006.

	2007	2006
Charges constatées d'avance	4 200	3 834
Divers actifs courants	1 285	11
Autres actifs courants	**5 485**	**3 845**

Les autres débiteurs représentent des avances au personnel et diverses créances sur des tiers (fournisseurs, Trésor public…) et des parties liées.

Les charges constatées d'avance sont principalement liées à l'activité Managed Services dans le cadre de contrats de maintenance.

15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste de trésorerie et équivalents de trésorerie se décompose comme suit :

(en milliers €)	2007	2006
Disponibilités	**40 204**	**48 110**
Caisses	11	8
Comptes à vue	40 193	48 102
Équivalents de trésorerie	**21 051**	**28 506**
Compte à terme	10 923	20 038
Valeurs mobilières de placement	10 128	8 468
Trésorerie	**61 255**	**76 616**

Les équivalents de trésorerie constituent des placements de moins de 3 mois sans risques significatifs de variations de valeur, et peuvent être facilement et rapidement convertis en disponibilités.

Aucun élément de la trésorerie du groupe ne fait l'objet de restriction.

À la clôture de l'exercice :

1 – Le traitement spécifique des bridges sur contrats ROF (Roll Out Facility) et TRO (Technology Refresh Option) évoqué dans la note sur les principes comptables (note 1.11.1) a contribué à hauteur de 36 M€ à la trésorerie nette au 31 décembre 2007 contre 13,3 M€ au 31 décembre 2006.

2 – La différence négative calculée par contrat entre la valeur future des équipements et la valeur résiduelle financière est portée en dettes financières. Cette méthode de calcul a contribué à hauteur de 18,8 M€ à la trésorerie nette au 31 décembre 2007 contre 15,7 M€ au 31 décembre 2006.

3 – Volume des créances affacturées décomptabilisées selon le principe comptable décrit à la note 1.18.1.

31/12/2007 : 52,7 M€
31/12/2006 : 39,2 M€

16. Juste valeur des actifs financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence au prix du marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré. Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie.

En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation de marché nécessaire à la valorisation.

De ce fait, ces estimations ne reflètent pas nécessairement les montants qui pourraient être reçus ou versés en cas de dénouement des instruments sur le marché. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur.

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs et de la trésorerie est une estimation de leur juste valeur.

Au titre de l'exercice 2007, les actifs financiers du groupe s'analysent comme suit :

Réf. bilan	Notes	Rubrique du bilan	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Valeur comptable
A-5	9	Immobilisations financières	8 079	4 914	10 924
		Dépôts et cautionnements	*5 738*		*5 738*
		Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location (long terme)	*2 339*		*2 339*
		MBO Capital		*4 914*	*2 847*
A-6	10	Créances long terme	1 614		1 614
B-10	13	Clients	164 100		164 100
B-10	14	Autres débiteurs	16 574		16 574
		Autres débiteurs	*15 173*		*15 173*
		Valeur résiduelle non garantie des actifs donnés en location (court terme)	*1 401*		*1 401*
B-13	15	Trésorerie et équivalents de trésorerie	61 255		61 255
		Total des actifs financiers	**251 622**	**4 914**	**254 467**

Au vu des informations détenues par la société, la juste valeur des actifs financiers s'assimile à la valeur comptable.

17. Capitaux propres consolidés

17.1. Capital social et prime d'émission

Au 31 décembre 2007, le capital s'élève à 16 181 K€ et est représenté par 25 800 000 actions ordinaires, entièrement libérées.

Les actions sont sans mention de valeur nominale et donnent le même droit au vote et au dividende. Il n'y a pas de classe d'actions.

Le nombre d'actions au porteur ou dématérialisées s'élève à 12 785 740. Le nombre d'actions nominatives est de 13 014 260.

La prime d'émission s'élève à 55 038 K€.

Au 31 décembre 2007, le capital autorisé s'élève à 15 895 K€. Cette autorisation s'étend jusqu'en 2010.

17.2. Écarts de conversion

Les écarts de conversion représentent l'effet cumulé de change résultant de la consolidation des filiales qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que l'euro.

Le montant des différences de change en capitaux propres se répartit comme suit :

(en milliers €)

Différence de change par devise	2007	2006
Dollar américain (USD)	(180)	(180)
Livre Sterling (GBP)	(248)	141
Total	**(428)**	**(39)**

17.3. Variation de capitaux propres ne transitant pas par le compte de résultat

17.3.1. Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Depuis 1998, il a été consenti au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux du groupe, des plans d'actions à prix unitaire convenu. Les caractéristiques de ces plans sont les suivantes :

Plans d'options	Options non encore exercées	Date limite d'exercice	Prix d'exercice en €
2004	100 000	Décembre 2008	4,72
	400 000	Novembre 2009	5,85
2005	40 000	Janvier 2010	5,98
	40 000	Mai 2010	6,52
2006	255 000	Novembre 2011	5,70
2007	20 000	Janvier 2012	6,94
	150 000	Octobre 2012	8,12
Total	**1 005 000**		

Informations générales		Spécificités pour IFRS 2				
Plan d'options	Options non encore exercées	Juste valeur (1)	Volatilité	Durée	Dividende en €	TISR (2)
2004	100 000	2,07	56 %	5 ans	0,10	3,5 %
	400 000	2,10	43 %	5 ans	0,10	3,5 %
2005	40 000	1,84	40 %	5 ans	0,15	2,8 %
	40 000	1,98	38 %	5 ans	0,15	2,8 %
2006	255 000	1,95	23 %	5 ans	0,20	4,0 %
2007	20 000	1,99	32 %	5 ans	0,24	4,0 %
	150 000	2,32	32 %	5 ans	0,24	4,0 %

(1) Juste valeur de l'option en €
(2) TISR : taux d'intérêt sans risque

Le prix moyen pondéré de l'option est égal au prix d'exercice.

La volatilité attendue est calculée par la société de bourse gérant le titre sur une base quotidienne et sur une durée en adéquation avec la durée des options et l'historique des variations du titre.

Une description détaillée de ces plans d'attribution est donnée au point 11 du Corporate Governance.

Les mouvements du nombre d'options d'achat d'actions au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	2007	2006
Options au début de l'exercice	1 098 500	1 435 912
Options émises durant l'exercice	170 000	255 000
Options exercées durant l'exercice	(84 000)	(533 340)
Options arrivées à échéance durant l'exercice et non exercées	(179 500)	(59 072)
Options à la fin de l'exercice	**1 005 000**	**1 098 500**

En application de la norme IFRS 2 sur la rémunération en actions ou liées aux actions, les plans octroyés après le 7 novembre 2002 font l'objet d'une valorisation spécifique au bilan du groupe.

Les plans d'options sur actions ont un impact de 1 013 K€ dans les capitaux propres du groupe au 31 décembre 2007.

La charge de l'exercice 2007 relative aux stock-options est de 389 K€.

17.3.2. Actions d'autocontrôle

La réserve d'actions d'autocontrôle comprend le coût des actions de la société détenues par le groupe.

En 2007 et 2006, ce dernier a procédé à des rachats suivis d'annulations d'actions propres dont les caractéristiques sont les suivantes :

	Nombre de titres	Valeur (en milliers €)
31 décembre 2006	**799 034**	**5 015**
Acquisitions	2 515 596	19 291
Cessions	(84 000)	(625)
Annulations	(3 200 000)	(23 460)
31 décembre 2007	**30 630**	**221**

Ces titres d'autocontrôle sont détenus par la société Econocom Group SA/NV pour une durée maximum de 18 mois. Le nombre total d'actions détenues ne peut excéder 10 % du nombre total d'actions émises constituant le capital social (soit 2 580 000 actions au 31 décembre 2007).

Le coût d'acquisition des titres achetés et le produit de cession des titres vendus ont été imputés respectivement en diminution et augmentation des capitaux propres.

17.3.3. Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le groupe au titre des exercices antérieurs ainsi que le montant proposé par le Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2007 pour approbation en Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2008.

	À distribuer en 2008	Distribués en 2007	Distribués en 2006
Dividende total (en K€)	**6 192**	**5 800**	**4 640**
Dividende par action	**0,24**	**0,20**	**0,16**

17.4. Intérêts minoritaires

Les mouvements des intérêts minoritaires se présentent comme suit :

(en milliers €)

Valeur au 31 décembre 2006	**113**
Part des minoritaires dans le résultat 2007	39
Cession de 20 % d'Econocom GmbH	63
Rachat de minoritaires	(6)
Mises en réserves consolidées des intérêts minoritaires négatifs	(40)
Valeur au 31 décembre 2007	**169**

18. Provisions

Le tableau ci-dessous détaille les provisions courantes et non courantes par catégorie :

(en milliers €)	Restructurations	Risques sociaux	Risques juridiques et fiscaux	Commissions différées	Autres risques	Total
Solde au 31 décembre 2005	**645**	**750**	**1 109**	**2 443**	**1 248**	**6 195**
Dotations		299	362	306	56	1 023
Reprises	(47)	(165)	(242)	(1 021)		(1 475)
Utilisations	(262)	(16)		(65)		(343)
Autres mouvements		(117)	(60)			(177)
Solde au 31 décembre 2006	**336**	**751**	**1 169**	**1 663**	**1 304**	**5 223**
Dotations		370	103	188	159	820
Reprises	(66)	(49)	(460)	(768)	(98)	(1 441)
Utilisations	(169)	(716)	(240)		(230)	(1 355)
Variations de périmètre		336		143	10	489
Écart de conversion				(4)		(4)
Autres mouvements					345	345
Solde au 31 décembre 2007	**101**	**692**	**572**	**1 222**	**1 490**	**4 077**
Courant		692	548	1 222	885	3 347
Non courant	101		24		605	730

	2007	2006
Provisions non courantes	730	934
Provisions courantes	3 347	4 289
Total provisions	**4 077**	**5 223**

Une provision est constituée dès lors qu'une obligation (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers provoquera, de manière certaine ou probable, une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable. La provision est revue à chaque clôture et ajustée le cas échéant pour refléter la meilleure estimation de l'obligation à cette date.

Provisions non courantes

Les provisions pour restructuration au 31 décembre 2007 sont liées aux conséquences des différentes restructurations opérées en 2003 et 2004 sur les filiales françaises Econocom Managed Services SAS et Econocom Products and Solutions SAS.

Les provisions pour autres risques concernent un litige sur la société Promodata SNC. À la reprise de cette société en octobre 2002, quatre managers bénéficiaient d'un plan d'achat d'actions de la maison mère américaine Comdisco Inc. en souscrivant à un emprunt auprès d'une banque américaine. La société Comdisco Inc. ayant été déclarée en faillite, les actions avaient perdu leur valeur. Un des managers a engagé une action à l'encontre de son employeur Promodata SNC. La provision correspond à une estimation du risque.

Les provisions non courantes ne font pas l'objet d'actualisation.

Provisions courantes

Les provisions pour risques sociaux concernent essentiellement des litiges prud'homaux.

Les provisions pour commissions différées sont calculées contrat par contrat sur la valeur résiduelle non garantie des actifs loués, diminuée le cas échéant de la valeur résiduelle commerciale du contrat.

Les autres risques correspondent principalement à l'appréciation du groupe sur un certain nombre de litiges commerciaux ayant, pour quelques-uns, fait l'objet d'une assignation.

19. Obligations non courantes résultant des avantages postérieurs à l'emploi

Les salariés du groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement de primes qui constitue une charge au compte de résultat (cf. note 24).

Pour les régimes à prestations définies, seules les filiales françaises sont concernées.

En France, le calcul des indemnités de départ à la retraite est conforme aux dispositions de la convention Syntec (sociétés de services françaises) :

- L'âge légal de la retraite est fixé à 65 ans avec la possibilité de partir dès 60 ans.
- L'indemnité se calcule en prenant pour acquise l'ancienneté que le salarié aurait obtenue à 65 ans quel que soit l'âge réel lors de son départ en retraite entre 60 et 65 ans.
- À cinq années d'ancienneté révolues, l'indemnité est de 1 mois plus 1/5e de mois par année d'ancienneté supplémentaire.
- Il n'y a aucun plafonnement de l'indemnité de départ à la retraite.

Hypothèses retenues

Les taux utilisés au cours des deux derniers exercices pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

	2007	2006
Taux actuariel	4,3 %	4,3 %
Taux moyen d'augmentation des salaires	2 %	2 %

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel en France tiennent compte des hypothèses de la convention Syntec.

Évolution sur l'exercice des engagements de retraite du personnel en France

(en milliers €)

Au 31/12/2006	Variation de périmètre	Dotation de l'année	Au 31/12/ 2007
1 107	700	614	2 421

20. Passifs non courants et courants portant intérêt

(en milliers d'euros)	2007	2006
Dettes de location-financement et assimilés	6 935	7 384
Dettes sur immobilisations en location-financement - Immobilier	*3 540*	*3 750*
Valeurs résiduelles financières	*2 240*	*2 838*
Autres dettes de location-financement	*1 155*	*795*
Dettes envers les établissements de crédit (1)	7 705	5
Autres emprunts	606	80
Passifs non courants portant intérêt	**15 246**	**7 469**
Emprunts bancaires (1)	3 150	11
Dettes de location-financement et assimilés	1 784	1 257
Dettes sur immobilisations en location-financement - Immobilier	*183*	*199*
Valeurs résiduelles financières (2)	*822*	*705*
Autres dettes de location-financement	*779*	*353*
Découverts bancaires	128	2 468
Autres emprunts	12 593	12 037
Dettes d'affacturage (3)	*9 690*	*8 832*
Emprunts et dettes financières divers	*2 903*	*3 205*
Passifs courants portant intérêt	**17 655**	**15 773**
Total de l'endettement financier	**32 901**	**23 242**

(1) Au cours de l'exercice 2007, le groupe a contracté un emprunt bancaire de 10,5 M€ à taux variable couvert par un contrat de swap de taux. Cet emprunt est destiné à refinancer des acquisitions de fonds de commerce et de sociétés.

(2) Par contrat, la différence négative entre la valeur future des équipements et la valeur résiduelle financière est portée en dettes financières ; soit un montant de 16,7 M€ au 31 décembre 2007 contre 15,7 M€ au 31 décembre 2006.

(3) Le groupe a signé 2 contrats d'affacturage dont les encours garantis seront indemnisés avec une franchise de 50 %. Les risques résiduels, au titre de 2007, s'élèvent à 4,8 M€ contre 4,4 M€ en 2006. Les actifs financiers associés sont constitués par :

	2007	2006
Compte de garantie et fonds de réserve	3 257	2 531
Créances clients	9 690	8 832

Analyse par échéance des passifs non courants	Total 2007	1 an < x < 5 ans	> 5 ans
Dettes de location-financement et assimilés	6 935	4 448	2 487
Dettes de location-financement - Immobilier	*3 540*	*1 053*	*2 487*
Valeurs résiduelles financières	*2 240*	*2 240*	
Autres dettes de location-financement	*1 155*	*1 155*	
Dettes envers les établissements de crédit	7 705	7 705	
Autres emprunts	606	606	
Total	**15 246**	**12 759**	**2 487**

Analyse par échéance des passifs non courants	Total 2006	1 an < x < 5 ans	> 5 ans
Dettes de location-financement et assimilés	7 384	4 331	3 053
Dettes de location-financement - Immobilier	*3 750*	*697*	*3 053*
Valeurs résiduelles financières	*2 838*	*2 838*	
Autres dettes de location-financement	*796*	*796*	
Dettes envers les établissements de crédits	5	5	
Autres emprunts	80	80	
Total	**7 469**	**4 416**	**3 053**

Analyse de la rubrique «Valeurs résiduelles financières»

La différence négative calculée contrat par contrat entre la valeur future des équipements long et court terme et la valeur résiduelle financière est portée en passifs non courants portant intérêt pour la partie supérieure à 12 mois et en passifs courants portant intérêt pour la partie inférieure à 12 mois.

	2007	2006
Long terme	2 240	2 838
Court terme	822	705
Valeur nette totale des valeurs résiduelles financières	**3 062**	**3 543**

Les valeurs nette et brute des valeurs résiduelles financières enregistrées en dettes financières s'analysent suivant l'échéancier comme suit :

2007	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total
Valeur brute totale des valeurs résiduelles financières	4 511	15 117	2 232	21 860
Valeurs résiduelles non garanties des actifs donnés en location	(3 689)	(12 877)	(2 232)	(18 798)
Valeur nette totale des valeurs résiduelles financières	**822**	**2 240**	**0**	**3 062**

2006	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total
Valeur brute totale des valeurs résiduelles financières	3 785	13 591	1 864	19 240
Valeurs résiduelles non garanties des actifs donnés en location	(3 080)	(10 753)	(1 864)	(15 697)
Valeur nette totale des valeurs résiduelles financières	**705**	**2 838**	**0**	**3 543**

Les taux effectifs moyens par nature se déclinent comme suit :

Taux effectif moyen	2007	2006
Emprunts bancaires	4,43 %	3,00 %
Dettes sur immobilisations en location-financement	2,20 %	2,39 %
Découverts bancaires	4,29 %	3,75 %
Dettes d'affacturage	4,80 %	3,53 %

La totalité des dettes non courantes est libellée en euros.

Les engagements de location simple s'analysent comme suit :

Analyse par échéance des engagements de location simple (en milliers €)	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total 31/12/2007	Total 31/12/2006
Paiements minimaux futurs :					
Engagements de location simple : Immobilier	2 682	5 350	869	8 901	14 840
Engagements de location simple : Véhicules	4 568	5 755		10 323	7 712
Total	**7 250**	**11 105**	**869**	**19 224**	**22 552**

Charges de location simple de la période (en milliers €)	2007	2006
Dettes de location simple : Immobilier	3 461	2 406
Dettes de location simple : Véhicules	4 372	3 972
Total	**7 833**	**6 378**

21. Autres créditeurs et autres passifs courants

(en milliers €)	2007	2006
Dettes fiscales et sociales	34 162	27 128
Dividendes à payer	108	96
Clients créditeurs	2 979	2 366
Autres créditeurs	**37 249**	**29 590**
Autres dettes	8 227	7 477
Produits constatés d'avance	20 551	20 168
Divers passifs courants	4 939	4 568
Autres passifs courants	**33 717**	**32 213**

Les autres dettes concernent principalement la dette d'Econocom Expert International Holding BV contractée auprès de la société Econocom International NV pour 4 445 K€.

La société Econocom International NV constitue une partie liée (cf. note 38).

Ont également été constatés en autres dettes, les engagements de rachat de parts minoritaires (cf. note 36 - Engagements hors bilan).

Les produits constatés d'avance concernent principalement des contrats de maintenance, des facturations anticipées et des produits à reporter liés à l'activité IT Financial Services pour 16 285 K€.

Le Plan International d'Attribution de Phantom Shares mis en place en juillet 2005 offre à chaque salarié du groupe Econocom un droit à percevoir un bonus au 31 mars 2008. Ce bonus est paramétré sur l'évolution de la valeur de l'action Econocom Group. Si le cours moyen de l'action atteint 12 € au mois de mars 2008 sur le marché d'Euronext Bruxelles et si le salarié éligible est toujours salarié du groupe, ce dernier percevra un bonus calculé comme suit :

(Cours moyen de l'action Econocom Group au cours du mois de mars 2008 - valeur de référence des Phantom Shares) x nombre de Phantom Shares attribuées

Compte tenu du cours de l'action au 31 décembre 2007 et de la probabilité d'atteindre les conditions d'obtention de ce plan, il n'y a plus aucune provision dans les comptes consolidés 2007.

22. Juste valeur des passifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des dettes fournisseurs et autres créditeurs est une estimation de leur juste valeur.

La valeur de marché des instruments dérivés est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Au titre de l'exercice 2007, les passifs financiers du groupe s'analysent comme suit :

Réf. bilan	Notes	Rubrique du bilan	Passifs financiers au coût amorti	Valeur comptable
A-3 B-9	20	Passifs non courants et courants portant intérêt	32 296	32 296
		Emprunts bancaires	*10 855*	*10 855*
		Dettes de location-financement	*8 720*	*8 720*
		Dettes envers les établissements de crédit	*128*	*128*
		Autres emprunts	*12 593*	*12 593*
A-4		Passifs non courants ne portant pas intérêt	1 343	1 343
B-12		Fournisseurs	115 277	115 277
B-12	21	Autres créditeurs	37 249	37 249
		TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	**186 165**	**186 165**

Au vu des informations détenues par la société, la juste valeur des actifs financiers s'assimile à la valeur comptable.

23. Produits des activités poursuivies

Les produits des activités poursuivies se répartissent par nature comme suit :

(en milliers €)	2007	2006
Ventes de biens	222 561	194 426
Location-financement	344 115	279 775
Prestations de services	133 958	115 103
Autres produits des activités	30	501
Total des produits des activités poursuivies	**700 664**	**589 805**

En 2007, le groupe a précisé sa politique comptable en matière de prolongation de contrats de location. Dorénavant, la reconnaissance des revenus sur les prolongations de contrats de location suit la qualification initiale du contrat de location, à savoir :

- si le contrat initial est qualifié de contrat de location opérationnel, le revenu de la prolongation sera reconnu de façon étalée sur la durée de la prolongation,
- si le contrat de location initial est qualifié de contrat de location-financement, le revenu de la prolongation sera reconnu intégralement le premier jour de la prolongation.

Cette précision comptable impacte les produits des activités poursuivies de 2,9 M€ et le résultat opérationnel courant de 1,4 M€.

24. Charges de personnel

Les charges de personnel s'analysent de la façon suivante :

(en milliers €)	2007	2006
Salaires et traitements	(75 144)	(56 209)
Charges sociales	(26 306)	(18 255)
Cotisations aux régimes de pension complémentaire à cotisations définies	(1 287)	(1 188)
Charges de l'exercice relatives aux pensions et avantages assimilés donnant lieu à des provisions	(613)	(704)
Participation des salariés	(840)	(432)
Autres charges de personnel	(3 063)	(3 265)
Total	**(107 253)**	**(80 053)**

Les charges afférentes aux régimes de retraite à prestations définies ne concernent que les filiales françaises du groupe.
Les caractéristiques des régimes de retraite à prestations définies sont détaillées en note 19.
L'augmentation des charges de personnel 2007 est essentiellement due :

- à la variation du périmètre du groupe, soit 17 900 K€ ;
- aux embauches effectuées au cours de l'exercice.

L'impact des plans de rémunération en actions ou liés aux actions s'élève à :

	2007	2006
Stock-options	(389)	(241)
Phantom Shares		(19)
Total	**(389)**	**(260)**

Les plans d'attribution des options sur actions sont détaillés en note 17.3.1.
Le plan d'attribution des Phantom Shares est détaillé en note 21.

25. Charges externes

Les charges externes s'analysent de la façon suivante :

(en milliers €)	2007	2006
Services extérieurs (loyers, entretien, assurances...)	(10 421)	(5 060)
Commissions agents	(19 613)	(19 335)
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(14 741)	(11 657)
Autres services et biens divers (sous-traitance, relations publiques, transports...)	(17 870)	(16 805)
Total	**(62 645)**	**(52 857)**

26. Dotations aux amortissements et provisions

Les dotations aux amortissements et provisions s'analysent de la façon suivante :

(en milliers €)	2007	2006
Immobilisations incorporelles - Concessions, brevets, licences et droits similaires	(675)	(685)
Immobilisations corporelles données en location	(1 851)	(2 795)
Immobilisations corporelles - Autres immobilisations	(1 522)	(2 684)
Immeuble de placement	(11)	(28)
Stocks		355
Provision pour risques et charges d'exploitation	1 874	619
Total dotations et reprises aux amortissements et provisions	**(2 185)**	**(5 218)**

Les dotations et reprises sur provisions pour restructuration sont incluses dans le résultat opérationnel.
À partir de 2007, les pertes de valeur sur stocks sont classées en Perte nette de valeur sur actifs courants.

La reprise de provision correspond à la résolution de litiges au cours de l'exercice.

27. Perte nette de valeur sur actifs courants

Le tableau ci-dessous détaille la perte nette sur actifs courants par nature.

(en milliers €)	2007	2006
Perte de valeur sur stocks	(197)	
Reprise de perte de valeur sur stocks	155	
Perte de valeur sur créances douteuses	(3 320)	(1 773)
Reprise de perte de valeur sur créances douteuses	844	3 292
Total	**(2 518)**	**1 519**

28. Autres produits et charges d'exploitation courante

Les autres produits et charges d'exploitation courante s'analysent comme suit :

(en milliers €)	2007	2006
Plus-values sur réalisations courantes d'immobilisations corporelles et incorporelles	9	74
Autres produits d'exploitation courante	1 023	1 045
Autres produits d'exploitation	**1 032**	**1 119**
Moins-values sur réalisations courantes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(13)	(19)
Moins-values sur réalisations de créances commerciales	(72)	(13)
Autres charges d'exploitation courante	(457)	(399)
Autres charges d'exploitation	**(542)**	**(431)**
Total	**490**	**688**

29. Résultat financier d'exploitation

Le tableau ci-dessous détaille les produits et les charges financiers opérationnels selon leur nature :

	2007	2006
Produits financiers opérationnels liés à l'activité de location	1 473	1 589
Produits des actifs circulants	490	655
Produits financiers opérationnels divers	782	284
Différences de change	954	88
Total produits financiers opérationnels	**3 699**	**2 616**
Charges financières liées à l'activité de location	(1 147)	(916)
Charges financières opérationnelles sur découverts bancaires	(514)	(437)
Charges financières opérationnelles liées à l'affacturage	(1 954)	(1 276)
Charges financières opérationnelles diverses	(402)	(423)
Différences de change	(404)	(57)
Total charges financières opérationnelles	**(4 421)**	**(3 109)**
Résultat financier d'exploitation	**(722)**	**(493)**

Différence de change nette au compte de résultat	2007	2006
USD ($)	545	21
GBP (£)	5	10
Total	**550**	**31**

30. Autres produits et charges opérationnels non courants

	2007	2006
Autres charges opérationnelles	(182)	(2 680)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	(611)	
Charges de liquidation		(8)
Autres charges opérationnelles	**(793)**	**(2 688)**
Autres produits opérationnels	26	542
Reprises de provisions non courantes	102	176
Autres produits opérationnels	**128**	**718**
Total	**(665)**	**(1 970)**

Les pertes de valeur sur écarts d'acquisition s'analysent de la façon suivante :

- Perte de valeur sur l'écart d'acquisition de For Connected Services BV : 248 K€
- Allocation en impôt différé actif d'une partie de l'écart d'acquisition d' A2Z : 363 K€

31. Résultat financier

(en milliers €)	2007	2006
Plus-value sur cession d'actifs financiers	167	1
Reprise de perte de valeur sur actifs financiers		3
Autres produits financiers	134	222
Produits financiers	**301**	**226**
Charges de dettes à long terme	(500)	(225)
Autres charges financières	(38)	(9)
Charges financières	**(538)**	**(234)**
Résultat financier	**(237)**	**(8)**

32. Impôts sur le résultat

32.1. Comptabilisation de l'impôt courant et de l'impôt différé

32.1.1. Compte de résultat

La charge d'impôt s'analyse de la façon suivante :

(en milliers €)	2007	2006
Impôts courants	(6 138)	(4 918)
Impôts différés	923	500
Charge d'impôts - activités poursuivies	**(5 215)**	**(4 418)**
Impôts afférents aux activités abandonnées	-	-
Charge d'impôts	**(5 215)**	**(4 418)**

32.1.2. Rationalisation du taux d'impôt

(en milliers €)	2007	2006
Résultat avant impôts y compris le résultat des activités abandonnées	23 254	14 571
Charge d'impôts	(5 215)	(4 418)
Taux facial d'impôts du groupe rapporté au résultat avant impôts	**22,43 %**	**30,32 %**

Rapprochement entre la charge d'impôts et le résultat avant impôts :

(en milliers €)	2007	2006
Résultat net	18 000	10 170
Intérêts minoritaires	39	(7)
Charge d'impôts	5 215	4 417
Résultat avant impôts	**23 254**	**14 580**
Charge d'impôts théorique au taux courant belge (2007 : 33,99 % ; 2006 : 33,99 %)	(7 904)	(4 956)
Rapprochement :		
Différences permanentes	(1 479)	(573)
Variation des actifs d'impôts différés non reconnus	2 627	(115)
Variations des taux d'impôt (entre taux d'impôt de référence belge et taux d'impôt des filiales étrangères)	126	149
Ajustements des impôts différés constatés au cours d'exercices antérieurs	276	254
Actifs d'impôts différés liés aux reports fiscaux déficitaires	1 173	983
Crédit d'impôt et autres impôts	(34)	(160)
Charge réelle d'impôts	**(5 215)**	**(4 418)**

Les différences permanentes sont liées principalement aux éléments suivants :

(en milliers €)	2007	2006
Écarts d'acquisition et amortissements excédentaires	(208)	140
Résultats exonérés	(943)	-
Autres charges et produits non déductibles ou non imposables	(328)	(713)
Total	**(1 479)**	**(573)**

32.2. Actifs et passifs d'impôts différés

32.2.1. Variation des passifs d'impôts différés

(en milliers €)	2007	2006
Situation au 1er janvier	**(2 742)**	**(1 718)**
Produit (charge) de l'exercice	54	(1 024)
Effets de variations de taux de change, de périmètre et reclassements	(204)	-
Situation au 31 décembre	**(2 892)**	**(2 742)**

32.2.2. Variation des actifs d'impôts différés

(en milliers €)	2007	2006
Situation au 1er janvier	**3 858**	**2 334**
Produit (charge) de l'exercice	869	1 524
Effets de variations de taux de change, de périmètre et reclassements	1 196	-
Situation au 31 décembre	**5 923**	**3 858**

32.2.3. Principales sources d'imposition différée

	Actifs		Passifs		Net	
	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06
Immobilisations incorporelles	81	73	-	-	81	73
Immobilisations corporelles	288	495	2 747	2 512	3 035	3 007
Stocks	86	-	(2)	70	84	70
Instruments financiers	-	-	(23)	(88)	(23)	(88)
Autres actifs	851	235	(5 601)	(6 438)	(4 750)	(6 203)
Provisions	536	322	(492)	(444)	44	(122)
Autres passifs	(102)	28	479	1 679	377	1 707
Reports fiscaux déficitaires	4 183	2 705	-	(33)	4 183	2 672
Actifs (Dettes) d'impôts différés nets	**5 923**	**3 858**	**(2 892)**	**(2 742)**	**3 031**	**1 116**
Actifs d'impôts différés au bilan	5 923	3 858	-	-	5 923	3 858
Dettes d'impôts différés au bilan	-	-	(2 892)	(2 742)	(2 892)	(2 742)
Solde net					**3 031**	**1 116**
Recouvrés dans les 12 mois	1 740	1 153	(2 892)	(2 742)	(1 152)	(1 589)
Recouvrés au-delà de 12 mois	4 183	2 705	-	-	4 183	2 705

32.2.4. Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Au 31 décembre 2007, le groupe dispose de reports fiscaux déficitaires dont l'échéance se répartit comme suit :

(en milliers €)	2007	2006
2008	-	267
2009	265	-
2010	536	-
Au-delà	19 360	519
Sans limite	42 264	65 172
Total	**62 425**	**65 958**

Les actifs d'impôts différés non reconnus par le groupe s'appliquent au 31 décembre 2007 aux éléments suivants :

	2007			
	Valeur brute	Actif d'impôts différés total	Actif d'impôts différés reconnu	Actif d'impôts différés non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	62 425	20 104	4 165	15 939
Autres crédits d'impôts	2 560	870	-	870
Total	**64 985**	**20 974**	**4 165**	**16 809**

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices imposables futurs est probable. L'application de cette méthode prudente aboutit à ce que les actifs d'impôts différés non reconnus correspondent à des reports déficitaires dont la récupération est jugée incertaine.

33. Résultat par action

Résultat par action	2007	2006
Résultat opérationnel (avant impôts et en milliers €)	23 785	14 495
Résultat net (en milliers €)	18 000	10 170
Nombre moyen d'actions en circulation	26 647 677	28 607 523
Résultat opérationnel (avant impôts) par action	**0,893**	**0,507**
Résultat net par action	**0,677**	**0,355**

Résultat dilué par action	2007	2006
Résultat opérationnel (avant impôts) dilué (en milliers €)	23 785	14 495
Résultat net dilué (en milliers €)	18 000	10 170
Nombre moyen d'actions en circulation	26 647 677	28 607 523
Impact des stock-options	219 533	160 342
Nombre moyen dilué d'actions en circulation	26 867 210	28 767 865
Résultat opérationnel (avant impôts) dilué par action	**0,885**	**0,504**
Résultat net dilué par action	**0,671**	**0,354**

Le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.
Ce nombre correspond aux mouvements sur les actions ordinaires au cours de l'exercice 2007 corrigés des mouvements sur actions propres.
Les mouvements sur actions propres sont détaillés en note 17.3.2.

Le nombre moyen dilué d'actions en circulation est une moyenne pondérée d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2007 corrigée des mouvements sur actions propres et sur actions potentielles dilutives.
L'effet dilutif vient de la levée des options sur actions et est calculé suivant la méthode du rachat d'actions.
Aucune opération sur les actions ordinaires et les actions potentielles survenue après la clôture n'est de nature à modifier significativement les résultats publiés.

34. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidé

34.1. Définition de la trésorerie

La trésorerie dont la variation est analysée au tableau des flux de trésorerie intègre la variation des activités poursuivies, cédées ou en cours de cession.

Au cours de l'exercice 2007, il n'y a eu aucune cession d'activité.

La trésorerie présentée au tableau des flux de trésorerie inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La variation de la trésorerie entre 2006 et 2007 analysée par le tableau des flux de trésorerie est présentée dans le tableau suivant :

(en milliers €)	2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	**76 616**
Variation de la trésorerie	15 361
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	**61 255**

34.2. Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie

L'incidence des investissements financiers sur les flux de trésorerie est la suivante :

(en milliers €)	Alliance Support Service	Kentron	Tecnolease	Regroupements non significatifs	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	1 884		153		2 037
Actifs non courants acquis	2 412	26	615	465	3 518
Actifs courants acquis	14 158	506	4 404		19 068
Intérêts minoritaires acquis	221				221
Passifs non courants acquis	(700)		(204)		(904)
Passifs courants acquis	(21 057)	(404)	(4 174)		(25 635)
Actifs nets acquis (A)	(3 082)	128	794	465	(1 695)
Goodwill (B)	7 306	698	755	55	8 814
Décaissement (A) + (B)	**4 224**	**826**	**1 549**	**520**	**7 119**
Trésorerie acquise	(1 884)		(153)		(2 037)
Décaissement net	**2 340**	**826**	**1 396**	**520**	**5 082**

L'acquisition du fonds de commerce de The Phone House – Entreprises (782 K€) se retrouve, dans le tableau des flux de trésorerie, sur le poste Acquisitions d'immobilisations incorporelles.

La société Tecnolease, intégrée dans le périmètre du groupe au 1er décembre 2007, a dégagé un résultat consolidé de (30) K€ au cours du mois de décembre.

Le décaissement hors trésorerie acquise se détaille comme suit :

Sociétés acquises (en milliers €)	Date d'acquisition	% acquis	Prix d'acquisition	Frais d'acquisition	Coût du regroupement
Alliance Support Services	28/02/2007	93,32%	4 224		4 224
Kentron	04/01/2007	100 %	800	26	826
Tecnolease	20/11/2007	100 %	1 450	99	1 549
Regroupements non significatifs			520		520
Total			**6 994**	**125**	**7 119**

L'incidence des cessions de participation sur les flux de trésorerie est la suivante :

(en milliers €)	2007
Encaissement	230
Trésorerie cédée	0
Encaissement net	**230**

Pour 2007, l'incidence nette des variations de périmètre sur la trésorerie s'analyse comme suit :

(en milliers €)	2007
Décaissement net	(5 082)
Encaissement net	230
Incidence nette des variations de périmètre	**4 852**

35. Gestion des risques

35.1. Politique de gestion du capital

Ratio endettement financier sur fonds propres (2007 – 39,46 %; 2006 – 26,31 %)

Le groupe utilise différents indicateurs dont le ratio « endettement financier sur fonds propres ». Ce ratio fournit aux investisseurs une vision du niveau d'endettement du groupe comparé aux fonds propres. Il est calculé à partir de l'agrégat d'endettement financier, tel que défini dans la note 20, et les capitaux propres du bilan à la clôture.

Le principal objectif de la structure de capital est de maximiser la valeur aux actionnaires tout en maintenant la flexibilité financière désirée afin d'exécuter les projets stratégiques.

35.2. Politique de gestion des risques

Le groupe est exposé, de par ses activités, à certains risques financiers : risque de marché (incluant le risque de change, de taux d'intérêt et de variation de prix), risque de liquidité et risque de crédit.

Le programme de gestion des risques financiers se focalise sur la réduction de l'exposition du groupe au risque de crédit et au risque de taux en transférant les créances de location à des organismes de refinancement et en recourant à des solutions d'affacturage sans recours dans plusieurs filiales.

Les risques financiers de marché (risques de taux, de change) et de liquidité sont gérés par la Direction Générale du groupe.

35.2.1. Risque de marché

En fin de chaque année, la Direction Générale du groupe fixe pour l'élaboration des budgets l'ensemble des « taux budgétaires » de change et de taux d'intérêt pour l'année suivante.

Le groupe gère son exposition aux risques de taux d'intérêt par le recours à des instruments de couverture tel que le contrat de swap. Les instruments dérivés sont réservés à des fins de couverture et ne sont jamais utilisés à des fins spéculatives.

35.2.1.1 Risque de change

Econocom Group SA/NV est un groupe européen dont plus de 95 % des opérations ont lieu en zone Euro. Seules les activités de la filiale en Grande-Bretagne et certains contrats exprimés en devises sont exposés aux fluctuations de la livre sterling et du dollar américain. Les achats et ventes de cette filiale sont libellés dans la même devise, ce qui limite d'autant l'exposition au risque de change. Le groupe considère ce risque comme peu significatif et ne nécessitant donc pas l'utilisation d'instruments de couverture.

35.2.1.2 Risque de taux d'intérêt

Les revenus opérationnels d'Econocom Group et les flux de trésorerie sont largement indépendants des variations de taux d'intérêt. Les cessions de contrats de location à des organismes de refinancement se font systématiquement à taux fixe. Le revenu tiré de ces contrats est donc défini dès le départ et ne varie qu'en cas d'évolution du contrat.

Au 31 décembre 2007, l'endettement du groupe à taux variable est constitué par un emprunt à cinq ans couvert par un contrat de swap et à court terme par l'affacturage.

35.2.1.3 Risque de variation de prix

Econocom Group SA/NV détient des parts dans un fonds commun de placement à risques (MBO Capital). Cet actif destiné à la vente ne présente pas de liquidité immédiate. L'évaluation de fonds commun de placement à risques dans les comptes consolidés est faite, en l'absence d'une évaluation à la valeur de marché disponible pour ce fonds, à sa valeur d'inventaire arrêtée au 31 décembre.

Par ailleurs, dans le cadre de son activité IT Financial Services, le groupe est exposé au risque de variation de la valeur future des équipements loués. La réponse du groupe consiste à calculer une valeur future des équipements fortement dépréciée en utilisant la méthode d'évaluation statistique dite PAO 6.

Le groupe confronte régulièrement les hypothèses de cette méthode d'évaluation avec les transactions réalisées.

35.2.1.4 Risque de liquidité

La Direction Financière est chargée de veiller à ce que le groupe dispose de sources de financement pérennes et en quantité suffisante :

- par une analyse et une réactualisation mensuelle des prévisions de trésorerie de l'ensemble des sociétés du groupe,
- par la négociation et le maintien permanent d'un encours de lignes de financement de sécurité suffisant.

Échéancier des passifs financiers (hors dérivés)

Le tableau ci-dessous présente les flux non actualisés de remboursement (capital et intérêts) des passifs financiers sur la base des échéances contractuelles résiduelles :

2007 (en milliers €)	Valeur nette comptable	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> à 5 ans
Locations financières – Immobilier	3 723	183	1 053	2 487
Valeurs résiduelles financières	3 062	822	2 240	
Autres dettes de location-financement	1 935	780	1 155	
Emprunts bancaires	10 855	3 150	7 705	
Fournisseurs et autres créditeurs	152 526	152 526		
Affacturage	9 939	9 939		
Autres dettes financières	3 388	2 782	606	
Total	**185 428**	**170 182**	**12 759**	**2 487**

2006 (en milliers €)	Valeur nette comptable	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> à 5 ans
Locations financières – Immobilier	3 949	199	697	3 053
Valeurs résiduelles financières	3 543	705	2 838	
Autres dettes de location-financement	1 148	353	795	
Emprunts bancaires	16	16		
Fournisseurs et autres créditeurs	149 843	149 843		
Affacturage	10 630	10 630		
Autres dettes financières	3 956	3 876	80	
Total	**173 085**	**165 622**	**4 410**	**3 053**

Lignes de crédit de trésorerie

Le groupe dispose de lignes de crédit de trésorerie non utilisées pour 3 M€ dont les maturités sont comprises entre un et cinq ans.

35.2.2. Risque de crédit et de contrepartie

Le groupe ne présente pas d'exposition significative au risque de crédit. La politique du groupe assure que les biens et services sont vendus à des clients ne présentant pas de risque d'insolvabilité. La non concentration de la clientèle et l'utilisation de solutions d'affacturage pour les activités Products and Solutions et Managed Services, et de refinancement sans recours à des organismes filiales de banques pour l'activité IT Financial Services limitent l'exposition.

Concernant ses placements, le groupe ne contracte qu'avec des contreparties de premier plan afin de limiter le risque de contrepartie.

Exposition maximale au risque de crédit

Le groupe n'ayant pas de risque de crédit particulier, son exposition maximale à ce risque correspond à la valeur bilantaire des actifs financiers (note 16).

Balance âgée des créances échues non dépréciées

2007 (en milliers €)	Valeur nette comptable	Créances non échues	Créances échues			
			Total	< 60 jours	60 jours < x < 90 jours	> 90 jours
Clients – Refinanceurs[1]	50 063	1 009	49 054	47 034	662	1 358
Autres clients[2]	120 296	91 402	28 894	18 022	1 863	9 009
Perte de valeur sur créances douteuses	(6 259)		(6 259)			(6 259)
Total Clients et comptes rattachés nets	**164 100**	**92 411**	**71 689**	**65 056**	**2 525**	**4 108**

(1) Les Clients – Refinanceurs sont des établissements financiers, filiales de banque. La forte activité IT Financial Services en décembre, des délais de recouvrement courts, les fêtes de fin d'année sont à l'origine de ce montant significatif des créances échues au 31 décembre. Ces créances échues sont recouvrées pour l'essentiel dès la première quinzaine de janvier.
(2) Autres clients : la valeur nette comptable est impactée par les créances factorées décomptabilisées (25 593 K€).

La structure de la balance âgée des créances clients en 2006 était comparable à celle présentée en 2007.

35.2.3. Risque sur actions

La stratégie du groupe est de ne pas détenir des actions cotées ou non cotées en dehors de ses propres actions.

Les 30 630 titres Econocom Group en autodétention au 31 décembre 2007 figurent dans les comptes consolidés en moins des capitaux propres depuis leur acquisition ; il n'y a donc pas lieu de comparer leur valeur comptable à leur valeur de marché.

Le groupe est exposé à un risque non significatif de variation de prix des titres de capital détenus, compte tenu de leur valeur au bilan.

35.3. Politique de gestion des risques opérationnels

35.3.1. Risques liés aux contrats de l'activité Managed Services

Le principal risque des contrats de Managed Services concerne le délai de résiliation. Ce délai est traditionnellement assez long pour permettre l'adaptation des effectifs, en particulier pour les contrats de taille significative. Dans quelques cas, ce délai pouvant se limiter à un mois, le groupe Econocom doit anticiper toute rupture de contrat afin notamment de reclasser ses employés. Pour augmenter la flexibilité, Econocom recourt à la sous-traitance afin de couvrir une partie de son chiffre d'affaires.

35.3.2. Risques liés à une éventuelle dépendance

Le groupe s'efforce continuellement d'élargir son portefeuille clients. C'est un axe de développement stratégique pour gagner des parts de marché. Aucun des clients ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires total du groupe. Par ailleurs, aucun fournisseur ne représente plus de 25 % du volume total des achats du groupe. L'activité du groupe ne dépend d'aucun brevet particulier, ni de licences de marques dont il n'aurait pas la propriété.

35.3.3. Risques liés à la concurrence

Le marché des services informatiques est un marché très concurrentiel, et ce depuis longtemps. Le nombre de concurrents présents dans l'ensemble des activités du groupe au niveau international est réduit. Cependant, dans chacun des pays où le groupe est implanté et dans chacune de ses activités, Econocom doit faire face à une importante concurrence composée d'acteurs internationaux, nationaux ou locaux.

35.3.4. Risques juridiques

Le groupe preste ses services dans plusieurs pays d'Europe occidentale. Il est donc soumis à de nombreuses réglementations juridiques, douanières, fiscales et sociales. Afin de les maîtriser au mieux, le groupe s'est doté systématiquement de filiales locales avec des dirigeants ayant la connaissance des réglementations et législations locales.

Son siège à Bruxelles lui permet d'être proche des évolutions en matière de réglementation et législation européenne.

Le groupe n'a actuellement connaissance d'aucun fait exceptionnel ni de litige suffisamment significatif pour affecter substantiellement son patrimoine, sa situation financière, son activité, ses résultats. Les litiges existants sont provisionnés d'une manière adéquate appréciée par la Direction du groupe.

Les informations concernant les litiges ou arbitrages susceptibles d'avoir une incidence sensible sur la situation financière du groupe, son activité ou ses résultats, au 31 décembre 2007, figurent dans la note 40.

La méthode de comptabilisation des passifs est conforme aux règles comptables en vigueur (voir note 1.20).

Les provisions pour litiges sont présentées dans la note 18.

35.3.5. Risques sociaux

À la connaissance de la Direction, le groupe n'est pas exposé à des risques sociaux particuliers autres que ceux pouvant intervenir dans la vie sociale normale d'entreprises de taille comparable et implantées en Europe. La plus grande partie des collaborateurs est employée dans les filiales françaises et belges.

35.3.6. Risques environnementaux

Le groupe Econocom n'a aucune activité de destruction des machines rachetées aux institutions de refinancement en fin de contrat. Les machines sont revendues à quelques brokers qui gèrent eux-mêmes la fin de vie de ces équipements. Ils ont fourni au groupe des garanties de respect de la réglementation.

35.3.7. Assurances – couverture des risques

Le groupe est couvert pour les risques de responsabilité civile, de dommages aux biens par des assurances adéquates souscrites auprès d'assureurs de premier rang. Il n'a par contre pas souhaité souscrire d'assurance perte d'exploitation.

Le groupe procède de façon permanente, avec ses assureurs et experts, à un audit des risques et à leur évaluation, de manière à en assurer la couverture optimale en fonction des marchés d'assurance et de réassurance.

35.3.8. Nantissements, garanties, sûretés d'emprunt

Le montant des sûretés réelles accordées en garantie des emprunts et dettes financières par le groupe est non significatif. Le montant des nantissements et hypothèques figure en note 36.

35.4. Analyse de sensibilité

À partir des données publiées en 2007, le groupe a effectué des analyses de sensibilité afin de mesurer l'impact sur le résultat avant impôts et éléments non récurrents d'une variation du cours de change de la livre sterling ou du dollar par rapport à l'euro, ou d'une variation des taux d'intérêt.

Concernant le cours de change de la livre sterling, l'analyse de sensibilité montre que l'impact sur le résultat avant impôts et éléments non récurrents d'une variation de 5 % du cours de la livre sterling n'est pas significatif.

Par ailleurs, le groupe, dans le cadre de son activité IT Financial Services, a signé un contrat de location-financement important en dollars. Le mécanisme de fonctionnement de ce contrat fait que le risque de change est naturellement couvert. Quelle que soit la variation du cours du dollar, l'impact sur le résultat et éléments non récurrents est non significatif.

Concernant les taux d'intérêt, l'analyse de sensibilité montre que l'impact sur le résultat avant impôts et éléments non récurrents d'une variation des taux à court terme de 1 % (100 points de base) serait de plus ou moins 0,5 M€.

36. Engagements hors bilan

36.1. Engagement de rachat de titres (les écarts d'acquisition sont développés en note 6)

Econocom GmbH : options d'achat sur les 20 % du capital détenus par les managers locaux

Les managers locaux de la filiale allemande Econocom GmbH détiennent 20 % du capital de cette société. Econocom Group SA/NV détient le solde du capital d'Econocom GmbH, soit 80 %.

Econocom Group SA/NV dispose d'une option d'achat (call option) sur la totalité du capital détenu par chaque dirigeant dans cette société et a par ailleurs octroyé à chacun d'eux une option de vente (put option) sur cette même participation.

Ces options sont exerçables à tout moment entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2012.

Le prix de ces options d'achat et de vente sera calculé sur la base d'un multiple du résultat avant impôt moyen d'Econocom GmbH durant l'année d'exercice de l'option et les 3 exercices fiscaux précédant l'année d'exercice, et sur l'évolution de la situation nette de la société entre le 31 décembre 2006 et la clôture de l'exercice précédant l'année d'exercice de l'option.

Compte tenu du caractère incertain du rachat par Econocom Group SA/NV et du faible résultat de cette filiale récemment créée (en 2005), aucun engagement n'a été comptabilisé au 31 décembre 2007.

Société Alliance Support Services

Les dirigeants de la filiale française Alliance Support Services détiennent 6,68 % de son capital.

Econocom Group SA/NV dispose de promesses de vente et d'achat signées par les dirigeants sur la totalité du capital détenu par chaque dirigeant dans cette société.

Ces promesses de vente et d'achat peuvent être levées à tout moment à compter de l'arrêté des comptes de l'exercice 2007 par le Conseil d'Administration de la société Alliance Support Services.

Le prix de cession des actions est, notamment, fonction des objectifs de croissance du chiffre d'affaires et de rentabilité sur les années 2005, 2006 et 2007.

Sur la base des résultats 2007, une dette de 135 K€ a été constatée dans les comptes consolidés 2007.

36.2. Engagement de complément de prix (les écarts d'acquisition sont développés en note 6)

Synopse SAS

La société Synopse SAS est spécialisée dans le consulting et l'intégration informatique, et est un des pionniers en France de la mise en œuvre d'« IT Infrastructure Library » (ITIL).

Cette société a été acquise en 2003 par Econocom Managed Services SAS (France) pour un prix qui sera le cas échéant complété d'une part variable calculée, selon l'avenant à la convention de vente d'action signé le 7 juin 2005, sur la base d'un multiple du résultat courant moyen de la société sur la période allant du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007.

Suite à l'acquisition par Econocom Managed Services SAS (France) de la société Kentron, concurrente de Synopse en matière de consulting ITIL, le 1er février 2007, et à la décision de rapprocher les sociétés Kentron et Synopse, il a été décidé de revoir les modalités de calcul des earn-out Synopse de deux des trois anciens actionnaires de Synopse. Le troisième actionnaire, dont la participation dans Synopse était symbolique, a préféré solder son earn-out; les 46 actions de Synopse anciennement détenues par celui-ci ont été acquises pour 16 000 €.

Le 23 janvier 2007, un avenant à la convention de vente d'actions de Synopse, modifiant la formule de calcul de la part variable du prix de la société, a été conclu avec chacun des deux autres actionnaires.

Selon cet avenant, le prix de Synopse sera calculé sur la base d'un multiple du résultat avant impôts moyen consolidé des sociétés Synopse et Kentron (et depuis mai 2007 de la nouvelle société Synopse issue de la fusion des sociétés Synopse et Kentron), sur la période allant du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2010. Le prix d'acquisition ne pourra être inférieur à 393 867 €.

Sur la base des résultats 2007, du budget 2008 et des projections de résultats sur la période 2009 à 2010, l'earn-out dû aux deux anciens actionnaires sera inférieur au montant minimum de 393 867 € ; ce montant a été comptabilisé lors de l'acquisition en 2003.

Kentron SAS

La société Kentron SAS est spécialisée dans le consulting ITIL « IT Infrastructure Library ».

Cette société a été acquise le 1er février 2007 par Econocom Managed Services SAS (France) pour un prix qui pourra être, le cas échéant, complété d'une part variable calculée sur la base d'un multiple du résultat avant impôts moyen consolidé des sociétés Synopse et Kentron (et depuis mai 2007 de la nouvelle société Synopse issue de la fusion des sociétés Synopse et Kentron), sur la période allant du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2010.

Le complément de prix ne pourra être inférieur à 200 000 € à la condition que l'ancien actionnaire dirigeant de Kentron n'ait pas démissionné ou été licencié pour faute lourde ou grave avant le 31 décembre 2009.

Au 31 décembre 2007, après analyse de la situation passée, présente et future, le groupe estime devoir attendre la confirmation de la tendance positive des résultats 2007 pour provisionner l'engagement de complément de prix au-delà du prix plancher de 200 000 € qui a déjà été comptabilisé en 2007.

Alliance Support Services

Le 28 février 2007, Econocom Products and Solutions SAS (France) a acquis 93,32 % de la société Alliance Support Services pour un prix qui pouvait, le cas échéant, être ajusté à la hausse comme à la baisse en fonction de la différence entre le résultat net définitif de l'année 2007 (comptes sociaux) et la prévision de résultat 2007 établie lors de l'acquisition.

Le résultat 2007 d'Alliance Support Services étant supérieur à la prévision, l'acquéreur Econocom Products and Solutions SAS doit un complément de prix d'une valeur de 113 900 € qui sera payé le 31 janvier 2009, conformément à l'échéancier de paiement du prix prévu contractuellement. Cette somme a été comptabilisée dans les comptes consolidés d'Econocom Group au 31 décembre 2007.

For Connected Services

Le 8 août 2005, Econocom Telecom Services SA a acquis 100 % du capital de la société Econocom Telecom BV (anciennement dénommée For Connected Services), société hollandaise spécialisée dans les services de Data Mobile, pour un prix qui sera, le cas échéant, complété d'une partie variable.

Le prix d'acquisition ne pourra être inférieur à 175 000 €, ni supérieur à 2 000 000 €. Dans les comptes consolidés 2005, le prix d'acquisition plancher seul a été pris en compte, soit 175 000 €.

La société Econocom Telecom BV s'est rapprochée de la société Econocom Products Services BV, société hollandaise du groupe spécialisée dans les services informatiques aux entreprises, de façon à mettre en commun certains moyens et commercialiser des offres convergentes afin de répondre aux problématiques informatiques et télécoms des entreprises.

Pour cette raison, la partie variable du prix d'acquisition d'Econocom Telecom BV sera déterminée en fonction du résultat cumulé des sociétés Econocom Telecom BV et Econocom Products Services ; plus précisément de la moyenne du résultat d'exploitation cumulé de ces deux sociétés sur la période courant du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2009.

Sur la base des résultats 2006 et 2007, du budget 2008 et de l'outlook 2009, le complément de prix dû aux anciens actionnaires sera inférieur au montant minimum de 175 000 €.

Le passif éventuel représenté par l'engagement de rachat de parts qui serait dû en 2009, est donc évalué à 175 000 €. Ce montant a été comptabilisé dans les comptes.

36.3. Engagement d'investissement dans un fonds commun de placement à risques

MBO Capital FCPR

Depuis octobre 2002, Econocom Group a investi 4 674 K€ dans le fonds commun de placement à risques MBO Capital FCPR et s'est engagé irrévocablement à investir jusqu'à 5 000 K€ dans ce fonds.

Il s'agit d'un placement à horizon 10 ans, dont le rendement attendu est supérieur au taux de placement sans risque, mais sans garantie; en contrepartie, il n'y a pas de liquidité.

Les fonds peuvent être appelés jusqu'en mars 2008. Le montant restant à appeler s'élève à 326 K€.

En 2006, l'évaluation de ce FCPR comptabilisée dans les comptes consolidés est faite, en l'absence d'une évaluation à la valeur de marché disponible pour ce fonds, à sa juste valeur d'inventaire arrêtée au 31 décembre, en conformité avec la norme IAS 32-39 – Instruments financiers et s'élève à 4,9 M€.

36.4. Engagements de garantie

(en milliers €)

Hypothèques	
Valeur comptable des immeubles grevés	1 041
Montant de l'inscription	3 332
Garanties données	**22 524**
Valeur comptable des actifs gagés par certaines filiales dans le cadre de l'affacturage	3 710
Nantissements de titres	4 106
Garanties données (montants de l'autorisation) par Econocom Group à des tiers (banques ou fournisseurs) au profit de ses filiales	28 933
Garanties de passif	**200**
Octroyées aux acquéreurs des sociétés suivantes :	
Econocom Services BV par Econocom Nederland BV jusqu'au 28 juin 2008	200

36.5. Engagement de crédit-bail

(en milliers €)

Engagement de paiement de loyers (leasing financier du siège d'exploitation belge)	3 750

36.6. Engagement d'acquisitions d'immobilisations

(en milliers €)

Contrats de location signés au cours des exercices précédents et dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2007 et les années suivantes	19 983

36.7. Engagement de cessions d'immobilisations

(en milliers €)

Contrats de location signés au cours des exercices précédents et dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2007 et les années suivantes	19 983

36.8. Engagements reçus : cautionnements et garanties

(en milliers €)

Cautions à première demande et gages	975

Les engagements hors bilan du groupe se ventilent par type d'engagement, selon les échéances suivantes :

(en milliers €)	< 1 an	1 an < x < 5 ans	> 5 ans	Total 2007	Total 2006
Engagements donnés					
Hypothèques	1 640	1 692		3 332	3 332
Actifs gagés pour factors	3 710			3 710	2 996
Nantissements de titres		4 106		4 106	
Actifs gagés pour des tiers	200	28 933		29 133	14 752
Crédit-bail	210	963	2 577	3 750	3 949
Immobilisations	15 238	4 255	490	19 983	21 338
Engagements reçus					
Cautions et gages		975		975	1 024

37. Passifs éventuels

Fin décembre 2007, une filiale du groupe a été assignée pour un montant significatif. Aucune information n'est donnée sur ce litige commercial afin de ne pas préjudicier le groupe dans le dénouement de cette opération. Econocom estime être correctement provisionnée pour le risque éventuel encouru.

38. Informations sur les parties liées

38.1. Rémunérations des dirigeants

	2007	2006
Rémunérations allouées aux Administrateurs non exécutifs (jetons de présence)	**57 000**	**56 500**
Rémunérations allouées aux Administrateurs exécutifs	**1 152 148**	**793 592**
Rémunérations allouées aux membres du Comité de Direction (non Administrateurs)	**1 255 385**	**1 849 822**
Options d'achats d'actions détenues par les organes d'Administration et de Direction		
Nombre d'options restant à lever au 31 décembre	600 000	790 000

Par ailleurs, dans le cadre de cession de titres des sociétés Alliance Support Services et Econocom GmbH à des dirigeants, le groupe a accordé, au cours de l'exercice 2007, des prêts gagés sur ces titres. Ces prêts sont rémunérés à des taux comparables à ceux pratiqués sur le marché.
Au 31 décembre 2007, le solde de ces prêts s'élève à 228 K€.
La rémunération de ces prêts a représenté en 2007 un montant de 8 K€.

38.2. Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette annexe. Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les principales opérations avec les sociétés dans lesquelles le Président du Conseil d'Administration est membre du Conseil d'Administration.

(en milliers €)	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Econocom International NV	10	7	(1 159)	(577)			6 665	4 466
SCI Pergolèse	12				411	384	267	
Audevard	3	1			5	1		
Total	**25**	**8**	**(1 159)**	**(577)**	**416**	**385**	**6 932**	**4 466**

La société Econocom International NV est une société non cotée qui détient 49,16 % du capital d'Econocom Group SA/NV.

La société SCI Pergolèse détient 2,59 % du capital d'Econocom Group SA/NV.

En 2007, la société Econocom International NV a cédé 93,32 % des titres d'Alliance Support Services SA à Econocom Products and Solutions SAS, filiale française du groupe Econocom.
Le prix de cette cession (4,2 M€) est réglé comme suit :

- en 2007 2,0 M€
- en 2008 1,5 M€
- en 2009 0,7 M€

Les échéances 2007 ont été honorées. Les échéances 2008 et 2009 sont comptabilisées en passifs non courants et courants portant intérêt dans le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2007.

39. Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a aucun événement significatif postérieur à la clôture à signaler.

40. Appréciation émise par la Direction et sources d'incertitude

Les matières principales pour lesquelles il y a eu un jugement par la Direction sont :

• Les décisions de dépréciation de goodwill : la méthodologie appliquée implique la prise en compte de cash-flows futurs et d'hypothèses de croissance et de taux d'intérêt. Les deux principales acquisitions concernées sont A2Z et Signal Service.

• La valorisation du plan de stock-options octroyées depuis novembre 2002 : les formules actuarielles retenues sont impactées par les hypothèses de rotation du personnel, d'évolution et de volatilité du cours de bourse d'Econocom Group ainsi que de probabilité d'atteinte des objectifs par les managers (cf. note 17.3.1).

• L'appréciation de la probabilité de récupération des reports fiscaux déficitaires de nos filiales.

• La détermination du risque d'irrecouvrabilité sur les créances de loyers sur les contrats autoportés en France : en l'absence de sinistre récent et de statistiques historiques – Econocom ayant pour principe habituel de refinancer ces contrats sans recours – des provisions ont été constituées et sont revues au minimum chaque semestre en fonction de l'évolution de la situation des clients et des contrats.

• Par ailleurs, dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le groupe est sujet à divers litiges et contentieux. Pour faire face à ceux-ci, la société constitue des provisions, estimées sur la base des informations en sa possession, afin que ces risques n'aient aucune incidence sensible future sur son patrimoine, sa situation financière ou son activité.

Rapport du Commissaire sur les comptes consolidés

de l'exercice le 31 décembre 2007

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ ECONOCOM GROUP SA SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Econocom Group SA et de ses filiales (le « Groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2007, le compte de résultats consolidé et les états consolidés des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes reprenant le résumé des principales règles d'évaluation et d'autres notes explicatives. Le total du bilan consolidé s'élève à EUR (000) 315.774 et le compte consolidé de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice, part du Groupe, de EUR (000) 18.000.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur au sein du Groupe visant à l'établissement et à la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le groupe, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés du Groupe les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2007 donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés:

- Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Bruxelles, le 16 avril 2008

Le commissaire
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises
représenté par

Emmanuèle Attout
Réviseur d'Entreprises

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises société civile coopérative à responsabilité limitée
PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren burgerlijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
Siège social / Maatschappelijke zetel: Woluwe Garden, Woluwedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
Registre des personnes morales/Rechtspersonenregister: 0429501944 / Bruxelles-Brussel/ TVA/BTW BE 429.501.944 / ING 310-1381195-01

Comptes annuels non consolidés simplifiés*

au 31 décembre 2007

États financiers non consolidés

Compte de résultat

Bilan

Tableau des flux de trésorerie

* Les comptes non consolidés sont présentés en normes comptables belges.

Comptes statutaires Econocom Group SA/NV

En application de l'article 105 du Code des Sociétés, les précisions suivantes sont apportées : les comptes figurant ci-après sont une version abrégée des comptes annuels dont la version intégrale est disponible au siège de la société et sera déposée à la Banque Nationale de Belgique. Cette version abrégée ne contient pas l'ensemble des annexes ni le rapport du Commissaire, lequel a certifié les comptes annuels sans réserve.

Compte de résultat

au 31 décembre 2007

Charges (en milliers €)	2007	2006
II. Coût des ventes et des prestations	**10 373**	**10 456**
A. Approvisionnements et marchandises	0	80
B. Services et biens divers	6 736	6 807
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	2 742	3 170
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	298	296
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)	33	22
F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	(80)	71
G. Autres charges d'exploitation	644	10
V. Charges financières	**1 826**	**1 402**
A. Charges des dettes	856	487
B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II E (dotations +, reprises -)	597	
C. Autres charges financières	373	915
VIII. Charges exceptionnelles	**506**	**4 614**
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	500	4 602
C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles (dotations +, utilisations -)		
D. Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés	6	12
E. Autres charges exceptionnelles		
X.A. Impôts	**20**	**(8)**
XI. Bénéfice de l'exercice	**50 070**	**25 495**
Total	**62 795**	**41 959**

Produits (en milliers €)	2007	2006
I. Ventes de prestations	**10 548**	**9 558**
A. Chiffre d'affaires	8 221	7 363
D. Autres produits d'exploitation	2 327	2 195
IV. Produits financiers	**52 152**	**12 527**
A. Produits des immobilisations financières	51 656	12 112
B. Produits des actifs circulants	487	324
C. Autres produits financiers	9	91
VII. Produits exceptionnels	**89**	**19 874**
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	70	
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	19	19 874
E. Autres produits exceptionnels		
X. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	**6**	**0**
Total	**62 795**	**41 959**
Affectations et prélèvements		
A. Bénéfice à affecter	75 598	36 085
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	*50 070*	*25 495*
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	*25 528*	*10 590*
C. Affectations aux capitaux propres	(18 163)	(4 757)
2. À la réserve légale		
3. Aux autres réserves	*(18 163)*	*(4 757)*
D. Résultat à reporter	(51 243)	(25 528)
1. Bénéfice à reporter	*(51 243)*	*(25 528)*
F. Bénéfice à distribuer	(6 192)	(5 800)
1. Rémunération du capital	*(6 192)*	*(5 800)*

Bilan non consolidé

au 31 décembre 2007

Actif (en milliers €)	31/12/2007	31/12/2006
Actifs immobilisés	**151 118**	**99 701**
II. Immobilisations incorporelles	**36**	**206**
III. Immobilisations corporelles	**709**	**712**
A. Terrains et constructions	489	514
B. Installations, machines et outillage	197	175
E. Autres immobilisations corporelles	23	23
IV. Immobilisations financières	**150 373**	**98 783**
A. Entreprises liées	147 851	95 079
1. Participations	117 312	39 098
2. Créances	30 539	55 981
C. Autres immobilisations financières	2 522	3 704
1. Actions et parts	2 521	3 694
2. Créances et cautionnements en numéraire	1	10
Actifs circulants	**7 415**	**30 463**
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	**80**	**55**
A. Stocks	80	55
VII. Créances à un an au plus	**3 249**	**7 987**
A. Créances commerciales	922	841
B. Autres créances	2 327	7 146
IX. Placements de trésorerie	**221**	**18 015**
A. Actions propres	221	5 015
B. Autres placements	0	13 000
X. Valeurs disponibles	**3 788**	**4 329**
XI. Comptes de régularisation	**77**	**77**
Total de l'actif	**158 533**	**130 164**

Passif (en milliers €)	31/12/2007	31/12/2006
Capitaux propres	**127 239**	**106 318**
I. Capital	**16 181**	**16 181**
A. Capital souscrit	16 181	16 181
II. Primes d'émission	**55 038**	**55 038**
III. Plus-values de réévaluation	**2 520**	**2 520**
IV. Réserves	**2 257**	**7 051**
A. Réserve légale	1 618	1 618
B. Réserves indisponibles	221	5 015
1. Pour actions propres	221	5 015
D. Réserves disponibles	418	418
V. Bénéfice reporté	**51 243**	**25 528**
Provisions et impôts différés	**145**	**226**
VII. A. Provisions pour risques et charges	**145**	**226**
4. Autres risques et charges	145	226
Dettes	**31 149**	**23 620**
IX. Dettes à un an au plus	**30 605**	**23 346**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		
B. Dettes financières	21 164	15 372
1. Établissements de crédit	0	615
2. Autres emprunts	21 164	14 757
C. Dettes commerciales	2 135	1 586
1. Fournisseurs	2 135	1 586
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	445	492
1. Impôts	20	6
2. Rémunérations et charges sociales	425	486
F. Autres dettes	6 861	5 896
XII. Comptes de régularisation	**544**	**274**
Total du passif	**158 533**	**130 164**

Tableau des flux de trésorerie non consolidés

(en milliers €)	2007	2006
Résultat net	50 070	25 495
Charge d'impôts constatée	14	(8)
Amortissements et réductions de valeurs actés	1 358	4 931
Variation des provisions	(81)	72
Résultat sur cessions d'immobilisations financières	(19)	(19 861)
Dividendes reçus des participations financières	(48 450)	(10 350)
Intérêts reçus des créances financières à plus d'un an	(3 198)	(1 762)
Résultat sur cessions actions propres	267	859
Marge brute d'autofinancement (a)	**(39)**	**(624)**
Variation des créances à un an au plus	(1 151)	(3 258)
Variation des autres actifs courants	(58)	(30)
Variation des dettes commerciales	550	(149)
Variation des dettes fiscales, sociales,... à un an au plus	(47)	(341)
Variation des autres passifs courants	830	76
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	**124**	**(3 702)**
Charge d'impôt constatée (c)	(14)	8
Flux de trésorerie des activités opérationnelles (a + b + c) = d	**71**	**(4 318)**
Opérations d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles à usage interne	(126)	(235)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles à usage interne		131
Acquisitions de participations financières	(2 325)	(903)
Cessions de participations financières	230	23 020
Acquisitions de créances financières à plus d'un an	(3 742)	(24 578)
Remboursements de créances financières à plus d'un an	6 247	8 049
Acquisitions d'autres immobilisations financières	9	(1 499)
Cessions d'autres immobilisations financières	1 173	864
Dividendes reçus des participations financières	150	10 350
Intérêts reçus des créances financières à plus d'un an	3 198	1 762
Flux de trésorerie lié aux investissements et désinvestissements (e)	**4 814**	**16 961**
Opération de financement		
Variation des dettes financières à un an au plus	5 792	1 344
Acquisitions d'actions propres	(19 291)	(7 648)
Cessions d'actions propres	357	2 032
Dividendes payés durant l'exercice	(5 284)	(4 550)
Flux de trésorerie des activités de financement (f)	**(18 426)**	**(8 822)**
Variation de la trésorerie (d + e + f)	**(13 541)**	**3 821**

Renseignements de caractère général

1. Renseignements généraux

• Dénomination : Econocom Group SA/NV

• Siège social : Clos du Parnasse 13 AB – 1050 Bruxelles (Ixelles). Ledit siège peut, par décision du Conseil d'Administration, être transféré en tout autre endroit de Belgique.

• Forme juridique, constitution, publications

Econocom Group SA/NV a été constituée sous la forme d'une société anonyme de droit belge, acte du notaire Jacques Possoz, le 2 avril 1982, publié aux annexes du *Moniteur Belge* du 22 avril 1982 (n° 820-11).

Elle a, au sens du Code des sociétés, qualité de société faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

Elle est inscrite au registre des personnes morales sous le numéro d'entreprise 0422.646.816.

• Durée : la société a été constituée pour une durée illimitée.

• Année comptable : du 1er janvier au 31 décembre.

• Consultation des documents sociaux :
– à la Banque Nationale de Belgique pour ce qui concerne les comptes annuels et consolidés, ainsi que les rapports y afférents ;
– au Greffe du Tribunal de Commerce pour les statuts ainsi que pour les comptes et rapports susmentionnés ;
– et également, pour chacun d'eux, au siège social, Clos du Parnasse 13 AB - 1050 Bruxelles.

2. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger :

• l'achat, la vente, la location ainsi que la fourniture d'ordinateurs et de produits se rattachant à l'équipement de ceux-ci, de même que toutes opérations financières y relatives ;

• la conclusion de tout contrat d'études de développement industriel d'organisation d'entreprise et de tous conseils techniques dans le domaine de l'informatique ;

• la création et la mise en application de services électroniques et de tous systèmes de programmation s'y rapportant.

À cet effet, la société peut acquérir, administrer, exploiter et céder des brevets d'invention, des marques et des connaissances techniques et industrielles.

Elle peut établir des succursales ou fonder des filiales tant en Belgique qu'à l'étranger.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apport, de fusion totale ou partielle, de souscription, de participation financière, de cession, de prêt ou de toute autre manière dans toutes entreprises belges ou étrangères ayant des activités similaires ou connexes aux siennes.

Concurrence, recrutement

Concurrence

Le groupe Econocom se distingue de la concurrence par :

- son offre exclusivement dédiée à la gestion des infrastructures distribuées des entreprises ;
- sa double compétence en services informatiques et télécoms ;
- son indépendance vis-à-vis des constructeurs et des sociétés financières ;
- son implantation directe dans 8 pays en Europe.

Une offre diversifiée

Econocom est aujourd'hui en Europe le seul groupe indépendant (des constructeurs d'équipement informatique et des banques) en mesure de fournir, gérer, administrer et financer les infrastructures informatiques et télécoms des entreprises.

Le groupe s'est par ailleurs lancé dès 2000 dans les services télécoms, bien avant ses principaux concurrents. Il entend s'appuyer sur ces forces pour tirer partie de la forte croissance attendue du marché de la mobilité, à la croisée du monde informatique et télécoms, pour la partie Data. Il dispose des compétences pour répondre au fort développement des besoins en solutions de mobilité et de gestion de parc.

Par ailleurs, Econocom a lancé des offres transversales, impliquant plusieurs de ses métiers, afin de répondre aux besoins croissants des entreprises pour des offres globales. Ces quatre nouvelles offres permettent d'optimiser et de maîtriser l'ensemble du cycle de vie des ressources informatiques et télécoms des entreprises :

- leur parc informatique,
- leur parc télécom,
- leur parc d'imprimantes,
- leurs délais et coûts d'approvisionnement.

Enfin, le groupe dispose avec A2Z d'une offre innovante de prestations de services informatiques et télécoms auprès de PME-PMI, alliant les services d'approvisionnement et de gestion opérationnelle aux services administratifs et financiers. Cette offre de gestion complète est facturée sur la base d'un coût mensuel par utilisateur.

Une implantation européenne

Le groupe Econocom dispose depuis 25 ans d'une solide implantation en Europe, qui en fait une entreprise à la culture internationale et à l'expérience étendue. Cette implantation permet à Econocom d'adresser les besoins des clients internationaux recherchant un partenaire en mesure de répondre à leurs attentes.

Les principaux concurrents

Les principaux concurrents d'Econocom sur chacun de ses métiers sont les suivants, sans qu'aucun n'ait un éventail de produits et services aussi large dans autant de pays :

- Managed Services : Cap Gemini, Atos, Steria, EDS, Unilog (groupe Logica-CMG), GFI, qui ont une implantation internationale mais ne proposent ni des services de distribution ni des services de location évolutive. Par contre, de nombreuses sociétés de services ont une activité de développement de logiciels d'application (comptabilité, gestion de stocks, gestion commerciale, etc.), domaine dans lequel le groupe Econocom n'est pas actif.
- Products and Solutions : Systemat et Dolmen (Belgique et Luxembourg), Computacenter (France, Belgique, Allemagne et Royaume-Uni) et SCC (France et Royaume-Uni).
- IT Financial Services : les filiales financières des constructeurs (IBM, HP, Dell) et les sociétés de leasing filiales des banques (ECS, Arius) ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'indépendance ou de spécialisation informatique que le groupe Econocom. Des sociétés comme EMG (Belgique), CHG (Allemagne) n'ont pas la même couverture géographique ou n'exercent pas d'activités de distribution et/ou de services.
- Telecom Services : le groupe Econocom a peu de concurrents dans le domaine des services de télécommunications. Néanmoins, les différents acteurs du marché ont pris conscience de l'importance de développer une offre de services. Certains opérateurs de téléphonie mobile ont acquis des SSII spécialisées dans le domaine de l'intégration de réseaux de téléphonie. C'est le cas notamment de Belgacom qui a acquis Telindus. Les grandes SSII telles CSC, EDS ou Cap Gemini disposent déjà d'offres d'infogérance dans le domaine de la téléphonie et se positionnent sur la gestion des réseaux alors qu'Econocom assure la gestion des parcs de téléphonie (téléphones, PDA...) et les abonne-

ments associés. Enfin, les distributeurs des opérateurs restent avant tout des sociétés spécialisées dans la vente de matériels de téléphonie mobile et d'abonnements voix ; certains commencent à développer des offres de services comme LCO (distributeur Orange) ou encore Mobilitys et Coriolis pour SFR, mais ils ne bénéficient pas du savoir-faire acquis par Econocom notamment dans le domaine des services informatiques aux entreprises depuis 25 ans.

Recrutement

Econocom est un groupe spécialisé dans le domaine des services informatiques et télécoms et sa capacité à attirer des nouveaux talents et les fidéliser est un facteur clé de son succès.

Il a un projet de développement et de forte croissance, d'où l'importance accrue attachée au recrutement et au développement des carrières.

Le groupe dispose dans chaque pays et dans ses filiales les plus importantes de cellules spécialisées en recrutement.

La présence européenne du groupe, sa notoriété, la variété de ses métiers, sa cotation sur Euronext Bruxelles, contribuent à ce que des jeunes diplômés, comme des candidats expérimentés, choisissent chaque année de rejoindre le groupe Econocom.

Le groupe cherche à s'entourer de collaborateurs prêts à s'investir, être force de proposition et partager ses valeurs essentielles : Aimer entreprendre, Savoir rebondir, Aimer savoir et Savoir partager.

Au cours de l'exercice 2007, pour faire face à la croissance de son activité et à l'évolution de ses clients et des technologies, le groupe a recruté 250 profils techniques à forte valeur ajoutée et notamment des Ingénieurs et Administrateurs Systèmes et Réseaux, des Chefs de Projet, des Consultants et des Techniciens micro.

Par ailleurs, afin de poursuivre, voire d'accélérer sa croissance et de conforter ainsi sa position concurrentielle, le groupe a également mis l'accent sur le renforcement de ses équipes commerciales et avant-ventes, notamment au sein de ses activités IT Financial Services et Telecom Services. À la fin de l'année 2007, le groupe dispose d'une force commerciale de près de 350 collaborateurs et agents commerciaux.

Enfin, le groupe évolue dans un environnement en constante mutation. Il attache donc une attention particulière au développement des compétences notamment techniques de ses collaborateurs et en a fait un axe majeur de sa politique de ressources humaines. Le groupe a notamment mis en place avec des partenaires des cycles de formations certifiantes et des programmes de formation à distance (e-learning) particulièrement adaptés aux collaborateurs localisés sur les sites de ses clients. En France, où se situe plus de la moitié des collaborateurs du groupe, les dépenses de formation ont atteint 3 % de la masse salariale.

Le développement des carrières est également au cœur des objectifs du groupe. Chaque salarié est suivi individuellement, notamment lors d'entretiens individuels annuels d'évaluation, durant lesquels sont abordés les objectifs et les réalisations, ainsi que les plans de formation.

À la fin de l'année 2007, l'effectif du groupe Econocom atteint 2 307 collaborateurs.

Évolution récente et perspectives

La stratégie de croissance du groupe Econocom repose sur un modèle mixte de croissance organique et de croissance externe.

1. Principaux investissements

En plus des investissements en matière de recrutements de nouveaux commerciaux, d'ingénieurs et de techniciens, Econocom Group SA/NV a procédé chaque année à des opérations de croissance externe, contribuant à acquérir des compétences spécifiques ou à accélérer sa croissance. Les principaux investissements du groupe au cours des trois dernières années ont été les suivants :

2005

Au cours de l'exercice 2005 et conformément aux objectifs du plan stratégique Share Five (2003-2007), le groupe Econocom a continué d'une part à mettre en œuvre sa stratégie de concentration sur ses métiers et marchés stratégiques, et d'autre part à se développer dans le domaine des services de télécommunications auprès des entreprises, considéré comme un nouveau vecteur de croissance.

Le groupe a ainsi cédé sa participation de 33 % dans Ace Computer LLC (Products and Solutions) aux États-Unis et sa filiale (Financial Services) en Suisse.

Il a par ailleurs procédé à deux opérations de croissance externe dans le domaine des services télécoms :

- Déjà présent en France et en Belgique, il a acquis en août la société For Connected aux Pays-Bas, active sur le segment des services mobiles data. Cette acquisition complète la gamme de solutions techniques de mobilité data offertes par les filiales française et belge.
- Par ailleurs, l'acquisition en octobre de l'activité « Entreprises » de la société JCA, très bien implantée dans le sud-ouest de la France, permet à Econocom Telecom Services de renforcer son maillage du territoire français sur le marché de la gestion de parcs de mobiles.

Enfin, le groupe Econocom a acquis en août 2005 la société A2Z Holding, qui a développé une approche innovante des prestations de services informatiques et télécoms auprès des PME-PMI. A2Z fournit une offre de gestion complète des postes de travail et des moyens de télécommunications, facturée sur la base d'un coût mensuel par utilisateur.

Ces acquisitions ont représenté un investissement (incluant les apports en compte courant) de l'ordre de 5 M€ pour la société Econocom Group SA/NV.

2006

Au cours de l'année 2006, le groupe a poursuivi sa stratégie de développement dans le domaine des services télécoms :

- Il a acquis le fonds de commerce Entreprises de la société Avenir Telecom, acteur important de la téléphonie mobile en France. Cette opération a contribué à renforcer les activités de services de distribution et de gestion de parcs de téléphonie mobile d'Econocom Telecom Services et d'étendre sa présence commerciale dans le sud-est de la France ;
- Econocom a également porté sa participation dans la société belge Econocom Telecom Services (anciennement dénommé CHanSE) de 74,57 % à 96,68 %.

Par ailleurs, Econocom Group SA/NV a acquis 35 % du capital de la société allemande Econocom Albis, active dans le domaine des services de gestion administrative et financière, dont elle possède désormais 100 % des titres.

Ces acquisitions ont représenté un investissement de l'ordre de 2 M€.

Enfin, afin de concentrer ses ressources managériales et financières sur ses activités stratégiques, le groupe a cédé sa participation dans la société hollandaise Econocom Services BV, spécialisée dans les services de maintenance des infrastructures centrales (grands systèmes), qui n'est pas le cœur de métier du groupe Econocom.

2007

Le groupe a procédé au cours de l'année 2007 à quatre opérations de croissance externe dans l'objectif de renforcer ses compétences et d'accélérer sa croissance dans le domaine des services IT et télécoms en France, ainsi que dans le domaine des services de gestion d'actifs (activité IT Financial Services) en Italie.

Au cours du premier semestre 2007, le groupe a acquis :

- 93,32 % de la société Alliance Support Services, un acteur majeur dans le domaine de la maintenance informatique tierce partie, en France. Cette société a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 34 M€. Forte d'une présence sur tout le territoire hexagonal avec une trentaine de centres techniques, cette société contribue à renforcer significativement l'offre de services IT et télécoms d'Econocom en France.
- La société française de conseil Kentron. Le rapprochement de Kentron et de la société Synopse (acquise en 2003) permet au groupe de renforcer sa position de leader dans le domaine du consulting ITIL (méthodologie d'optimisation de la gouvernance IT) et de disposer en France d'un pôle de 35 consultants spécialisés auxquels s'ajoute une trentaine de consultants au Benelux.
- Le fonds de commerce Entreprises de la société The Phone House. Econocom accélère ainsi sa diversification dans le domaine des services télécoms aux entreprises. Le groupe assure la gestion de près de 100 000 lignes fixes et mobiles en fin d'année 2007 dans le cadre de son activité d'infogérance de parcs de téléphonie en France et au Benelux.

Econocom a par ailleurs acquis au cours du dernier trimestre de l'année la société italienne Tecnolease, active dans le domaine de la location et de la gestion d'actifs informatiques. Le groupe accélère ainsi sa croissance dans l'un de ses cinq marchés stratégiques et conforte sa place de second acteur en Italie.

Enfin, Econocom a porté sa participation dans la société belge Econocom Telecom Services (anciennement dénommé CHanSE) de 96,68 % à 100 % et cédé 20 % de sa filiale allemande Econocom GmbH aux managers locaux.

Ces acquisitions ont représenté un investissement de l'ordre de 11 M€.

Le groupe avait jusqu'alors financé ses opérations de croissance externe pour l'essentiel sur fonds propres. Néanmoins, il a contracté au cours de l'exercice 2007 un emprunt de 10 M€ par l'intermédiaire de sa filiale Econocom Products and Solutions qui a acquis en 2007 la société Alliance Support Services et le fonds de commerce Entreprises de The Phone House.

2. Évolution du capital

Au 31 décembre 2007, le capital social s'élève à 16 180 922,08 € et est représenté par 25 800 000 actions ordinaires, sans mention de valeur nominale, sous forme d'actions nominatives, au porteur ou dématérialisées. Il est entièrement libéré.

Afin de respecter la loi belge du 14 décembre 2005 relative à la suppression des titres au porteur, le Conseil d'Administration d'Econocom Group a procédé le 7 décembre 2007 à une modification des statuts de la société de façon à informer les détenteurs de titres au porteur d'Econocom Group qu'ils devront avant le 1er janvier 2014 inscrire leurs titres au porteur en compte titres de façon à les convertir en titres dématérialisés. Les titres au porteur déjà inscrits en compte titres au 31 décembre 2007 existent de plein droit sous forme dématérialisée à partir du 1er janvier 2008.

Le capital autorisé disponible s'élève au 31 décembre 2007 à 15 894 722,08 €.

Les variations de capital intervenues depuis 2002 consistent en des augmentations de capital réalisées dans le cadre de levées d'options par les salariés du groupe.

Au cours de l'exercice 2007, Econocom Group SA/NV a procédé à l'annulation de 2 200 000 actions par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 15 mai 2007 et à l'annulation de 1 000 000 actions par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 20 décembre 2007.

Les annulations d'actions réalisées en 2002, 2004, 2005 et 2007 l'ont été sans modification du capital social.

En synthèse, le capital social et le nombre d'actions, depuis le 1er janvier 2002, ont évolué de la manière suivante :

Date de l'opération	Type d'émission	Variation du nombre d'actions	Variation du capital (€)	Prime d'émission (€)	Total de l'opération (€)	Nombre d'actions	Capital souscrit (€)
01/01/2002						8 149 105	16 018 319,08
30/04/2002	Levée d'options	9 900	19 503,00	96 087,36	115 590,36	8 159 005	16 037 822,08
27/06/2002	Division de l'action par 4					36 636 020	16 037 822,08
18/12/2002	Annulation d'actions propres	(1 136 020)				31 500 000	16 037 822,08
22/12/2004	Annulation d'actions propres	(1 500 000)				30 000 000	
20/07/2005	Levée d'options	265 000	143 100,00	966 650,00	1 109 750,00	30 265 000	16 180 922,08
22/12/2005	Annulation d'actions propres	(1 265 000)				29 000 000	16 180 922,08
15/05/2007	Annulation d'actions propres	(2 200 000)				26 800 000	16 180 922,08
20/12/2007	Annulation d'actions propres	(1 000 000)				25 800 000	16 180 922,08
31/12/2007						**25 800 000**	**16 180 922,08**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mai 2005 a renouvelé pour une période de 5 ans l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, pour un montant maximum de 16 037 822,08 €.

En application de sa politique de rachat d'actions propres, Econocom Group SA/NV et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2007, 30 630 actions Econocom Group SA/NV, soit 0,12 % du nombre total d'actions émises.

3. Perspectives

Le groupe Econocom a prévu de poursuivre sa politique de croissance mixte et son développement sur le marché de la mobilité IT, dans le cadre de son nouveau plan stratégique à 5 ans : Horizon 2012. La Direction du groupe s'attachera en 2008 à consolider les bonnes performances commerciales et financières enregistrées en 2007.

Historique

des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

(en millions €)	BELGIAN GAAP						Normes IFRS			
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Bilan										
Actifs immobilisés (hors écart de consolidation)	16,36	24,89	47,29	47,76	124,42	74,01	39,19	34,20	31,02	31,23
Écart de consolidation (goodwill)	12,00	10,52	8,92	7,68	10,35	7,68	10,62	14,66	16,56	25,54
Actifs circulants (hors valeurs disponibles et placements)	71,02	77,54	181,59	171,01	182,11	152,71	183,3	167,86	180,77	197,75
Placements de trésorerie	24,44	46,09	53,64	57,46	71,50	102,27	60,05	60,07	76,62	61,25
Total Actif	**123,82**	**159,04**	**291,44**	**283,91**	**388,39**	**336,67**	**293,16**	**276,79**	**304,96**	**315,77**
Capitaux propres du groupe	27,24	57,01	74,28	84,48	87,27	72,80	83,18	87,69	88,23	83,20
Intérêts de tiers	0	0	0	0,40	0,55	0,76	0,35	0,36	0,11	0,17
Provisions	6,50	8,36	11,10	11,18	28,27	30,44	13,28	6,20	5,22	4,08
Dettes financières	12,27	16,14	23,43	17,08	20,12	21,19	16,79	17,84	23,24	32,90
Dettes (hors dettes financières)	77,81	77,53	182,63	170,77	252,19	211,48	179,56	164,70	188,16	195,42
Total Passif	**123,82**	**159,04**	**291,44**	**283,91**	**388,39**	**336,67**	**293,16**	**276,79**	**304,96**	**315,77**
Compte de résultat										
Ventes et prestations consolidées	413,36	630,77	730,15	968,99	976,59	1 041,74	602,39	550,94	589,81	700,66
Résultat courant avant amortissement du goodwill	7,93	12,24	17,27	21,68	22,13	11,94	-	-	-	-
Résultat opérationnel							17,83	18,99	14,50	23,79
Résultat avant impôts	6,22	9,75	14,47	18,06	19,37	8,94	17,61	19,03	14,49	23,55
Résultat net avant amortissement du goodwill (part du groupe)	5,85	8,92	11,85	19,49	13,22	(4,48)	-	-	-	-
Résultat net (part du groupe)	4,14	6,43	9,05	15,86	10,47	(7,48)	13,43	14,18	10,17	18,00
Cash-flow [(a)]	9,07	14,48	15,22	26,11	32,50	22,57	8,16	21,99	20,19	32,05
Rendement sur capitaux propres [(b)]	23 %	17 %	19 %	21 %	22 %	12 %	21 %	22 %	16 %	28 %
Répartition du chiffre d'affaires par activité										
Products and Solutions	116	192	300	418	308	242	203	191	188	190
Managed Services	37	56	87	123	119	149	100	111	100	134
IT Financial Services	259	380	338	424	545	647	299	248	280	344
Telecom Services									22	33
Total	**412**	**628**	**725**	**965**	**972**	**1 038**	**602**	**550**	**590**	**701**
Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique										
Belgique + Luxembourg	168	202	213	215	209	207	165	173	174	204
Pays-Bas + Allemagne	51	156	87	153	198	232	78	69	68	70
France	99	160	307	464	463	514	286	264	302	352
U.K.	30	27	23	29	18	9	8	9	5	7
Suisse	43	58	58	36	21	22	-	-	-	-
Espagne	11	11	9	13	20	38	17	13	20	30
U.S.A.	10	14	28	55	39	12	31	-	-	-
Italie	-	-	-	-	4	4	17	22	21	38
Total	**412**	**628**	**725**	**965**	**972**	**1 038**	**602**	**550**	**590**	**701**

(a) Cash-flow consolidé = résultat net (part du groupe) + amortissements et réductions de valeur (sur immobilisations, sur stocks et sur créances) + provisions pour risques et charges + amortissements des écarts de consolidation (courants + exceptionnels) + réductions de valeurs, provisions et reprises de provisions exceptionnelles – abandons de créances (en 1994 et 1995).

(b) Rendement sur capitaux propres = résultat avant impôts/capitaux propres au 31/12 de l'exercice.

Historique

des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

(en millions €)	BELGIAN GAAP						NORMES IFRS			
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre d'actions (au 31/12 de l'exercice)										
Ordinaires	25 359 888	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000	30 000 000	29 000 000	29 000 000	25 800 000
AFV	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	25 359 888	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000	30 000 000	29 000 000	29 000 000	25 800 000
Flottant	31,05 %	42,54 %	49,21 %	46,34 %	44,70 %	45,01 %	43,19 %	43,13 %	40,15 %	41,91 %
Données par action (en €)										
Dividende net (actions ordinaires)	0,028	0,038	0,053	0,075	0,075	0,075	0,112	0,12	0,15	0,18
Dividende brut (actions ordinaires)	0,038	0,05	0,07	0,10	0,10	0,10	0,15	0,16	0,20	0,24
Pay-out [c]	15 %	14 %	16 %	22 %	22 %	41 %	33 %	33 %	58 %	34 %
Résultat courant avant amortissement du goodwill (part du groupe)	0,313	0,435	0,535	0,65	0,70	0,38	-	-	-	-
Résultat opérationnel courant							NS	0,65	0,57	0,95
Résultat opérationnel							0,60	0,65	0,50	0,92
Résultat avant impôts	0,245	0,345	0,445	0,555	0,61	0,28	0,59	0,66	0,50	0,91
Résultat net avant amortissement du goodwill	0,231	0,318	0,388	0,585	0,42	(0,14)	-	-	-	-
Résultat net (part du groupe)	0,163	0,228	0,28	0,488	0,33	(0,24)	0,45	0,49	0,35	0,70
Cash-flow consolidé	0,358	0,513	0,47	0,695	1,03	0,72	0,27	0,76	0,70	1,24
Capitaux propres du groupe	1,078	2,023	2,29	2,593	2,77	2,31	2,77	3,02	3,04	3,23
Rapport cours/Résultat net (avant goodwill)	25	26	9	9	9	N/A	-	-	-	-
Rapport cours/Résultat net (après goodwill) [d]	35	36	12	11	11	N/A	13	13	19	11
Rapport cours/cash-flow [d]	16,2	16,0	7,0	8,0	4,0	7,1	22	8	10	6
Rendement net [e]	0,49 %	0,46 %	1,57 %	1,43 %	2,00 %	1,47 %	1,93 %	1,80 %	2,25 %	2,40 %
Rendement brut [e]	0,65 %	0,61 %	2,09 %	1,91 %	2,66 %	1,96 %	2,59 %	2,42 %	3,00 %	3,20 %
Données boursières (en €)										
Moyen	4,26	8,90	6,27	4,32	4,80	4,97	5,84	6,42	6,35	7,20
Au 31 décembre	5,80	8,20	3,34	5,24	3,75	5,10	5,80	6,62	6,66	7,51
Le plus haut	6,04	12,50	8,88	5,60	6,13	5,90	6,23	6,92	7,05	9,93
Le plus bas	2,32	5,63	3,34	2,68	2,50	3,90	5,03	5,70	5,09	6,69
Return annuel (à fin décembre) [f]	164 %	42 %	(58 %)	59 %	(27 %)	38 %	16 %	16 %	3 %	15 %
Return annuel du marché [g]	44 %	(7,20 %)	(5,02 %)	(4,91 %)	(22,50 %)	16,01 %	38,19 %	28,09 %	26,17 %	(1,95 %)
Volume annuel (en unités)	5 595 040	8 456 600	3 918 372	3 685 716	3 105 787	3 034 001	5 880 902	5 127 011	4 833 457	5 862 670
Volume moyen par jour	22 464	38 440	15 680	14 624	12 318	11 992	22 994	19 903	19 098	22 991
Volume annuel (en valeur) (M€)	23,82	78,52	25,66	14,93	14,92	14,68	34,32	32,61	30,99	46,61
Capitalisation boursière (31/12) (M€)	146,95	231,18	108,21	170,72	118,13	160,65	174	192	193	193
Place de cotation [h]	CDF	TSC	TC	TC	TC	TC	TC	TC	TC	TC
Personnel salarié au 31/12	835	1 088	1 682	1 859	2 390	2 355	1 700	1 770	2 200	2 307

(c) Pay-out = dividende brut/résultat courant consolidé après impôts et avant amortissement du goodwill (part du groupe).
(d) Cours au 31 décembre/résultat net ou cash-flow.
(e) Dividende net (brut)/cours au 31 décembre de l'exercice.
(f) Return annuel = (variation du cours entre le 31/12 de l'exercice et le 31/12 de l'exercice précédent + dividende net)/cours au 31/12 de l'exercice précédent
(g) Indice return de la Bourse de Bruxelles (Belgian All Shares).
(h) Place de cotation = Bruxelles : SM = Second Marché à partir du 09/06/1988 ; CSF = Marché au Comptant Simple Fixing à partir du 13/12/1996. CDF = Marché au Comptant Double Fixing à partir du 11/03/1998 ; TSC = Marché à Terme semi-continu à partir du 11/03/1999. L'action est cotée au Marché à terme continu (TC) depuis le 16/03/2000.

Conception et réalisation W&CIE
Crédits photos : Veer/Jupiterimages, Getty images, Gérard Uferas, Ateliers 43 et X

Adresses Econocom

Allemagne

Friedhofstrasse 13
63263 Neu-Isenburg
Tél. : 49 6102 88 483-0
Fax : 49 6102 88 483-199

Espagne

C/Josefa Valcárcel, 42
28027 Madrid
Tél. : 34 91 411 91 20
Fax : 34 91 563 92 33

C/Roger de Llúria, 50
08009 Barcelona
Tél. : 34 93 374 14 74
Fax : 34 93 478 14 15

Italie

Via Giorgio Stephenson n. 43/A
20157 Milan
Tél. : 39 02 39 03 04 11
Fax : 39 02 39 03 04 00

Pays-Bas

Kokermolen 11
3994 DG Houten
Tél. : 31 30 63 58 333
Fax : 31 30 63 58 300

Belgique

Clos du Parnasse, 13AB
1050 Bruxelles

Parc Horizon
Leuvensesteenweg 510, bus 80
1930 Zaventem
Tél. : 32 2 790 81 11
Fax : 32 2 790 81 20

France

42-46 rue Médéric
92582 Clichy Cedex
Tél. : 33 1 47 56 37 00
Fax : 33 1 47 31 03 00

1 rue Terre Neuve
Zac de Courtabœuf
91940 Les Ulis
Tél. : 33 1 69 18 35 00
Fax : 33 1 69 18 35 01

Luxembourg

4 rue d'Arlon
L-8399 Windhof
Tél. : 352 39 55 50
Fax : 352 39 55 88

Royaume-Uni

3000 Hillswood Drive
Chertsey
Surrey
KT16 0RS
Tél. : 44 20 8948 83 77
Fax : 44 20 8948 84 81

www.econocom.com

econocom
mobility on demand